

MSI
20000®

2016 | RAPPORT
DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

1^{er} JUIN 2017



SOMMAIRE

1	RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE RELATIF À LA GESTION DE L'UIB	05	4	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	165
	1. PROFIL DE L'UIB ET APERÇU DU GROUPE SG	09		1. RAPPORT SUR LES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	168
	2. CONJONCTURE ÉCONOMIQUE 2016	13		2. ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2016	170
	3. OÙ EN SOMMES-NOUS ?	17			
	4. OÙ ALLONS-NOUS ?	71	5	ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE PRÉVUE LE 1 ^{er} JUIN 2017	195
	5. ANNEXES	77		PROJETS DE RÉSOLUTIONS	196
2	RAPPORT GÉNÉRAL ET SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	85			
	1. RAPPORT GÉNÉRAL	88			
	2. RAPPORT SPÉCIAL	90			
	3. ÉTATS FINANCIERS	96			
3	RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE RELATIF À LA GESTION DU GROUPE UIB	145			
	1. PROFIL DE L'UIB	149			
	2. PÉRIMÈTRE ET MÉTHODE DE CONSOLIDATION	151			
	3. ACTIVITÉ DES FILIALES DE L'UIB	153			
	4. RÉSULTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS DU GROUPE UIB	159			

1

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION À L'AGO RELATIF À LA GESTION DE L'UIB

1. PROFIL DE L'UIB ET APERÇU DU GROUPE SG
2. CONJONCTURE ÉCONOMIQUE 2016
3. OÙ EN SOMMES-NOUS ?
4. OÙ ALLONS-NOUS ?
5. ANNEXES

1

PROFIL DE L'UIB ET APERÇU DU GROUPE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

- 1. PROFIL DE L'UIB
- 2. APERÇU DU GROUPE SG

10

11

1. PROFIL DE L'UIB ET APERÇU DU GROUPE SG

A. PROFIL DE L'UIB

L'UIB est l'une des premières banques privées de Tunisie. Elle fait partie du Groupe Société Générale, l'un des premiers groupes bancaires internationaux. Créée le 9 décembre 1963, l'UIB a été privatisée en novembre 2002 avec le rachat d'une partie de son capital (52,34%) par le Groupe Société Générale.

Une banque universelle

Le modèle économique de l'UIB est celui d'une banque universelle, dont la vocation est d'offrir une gamme complète de services à tout type de clientèle : Particuliers, Professionnels, PME, Grandes Entreprises nationales et internationales, Institutionnels... Banque de référence en Tunisie,

l'UIB continue de renforcer ses atouts en bénéficiant du support du Groupe Société Générale présent dans 66 pays. L'UIB est perçue aujourd'hui comme une banque locale adossée à un grand groupe international ayant une grande ambition pour le Maghreb.

Un grand réseau national et International

Le réseau de l'UIB compte actuellement 137 points de vente répartis dans toute la Tunisie. La force de l'UIB est de faire partie d'un vaste réseau international de banques de détail et de bénéficier des synergies avec l'ensemble des filiales et des métiers du Groupe Société Générale.

B. APERÇU DU GROUPE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

UN GRAND GROUPE BANCAIRE

31 millions

de clients dans le monde

146 000

collaborateurs de
122 nationalités

66 pays

Plus de 60 % des collaborateurs
hors France métropolitaine

**4,1
milliards €**

résultat net part du groupe

**25,7
milliards €**

de produit net bancaire

NOTRE AMBITION

Être **LA banque relationnelle de référence** sur ses marchés, proche de ses clients, choisie pour la qualité et l'engagement de ses équipes.

NOS VALEURS

- Esprit d'équipe
- Innovation
- Responsabilité
- Engagement

UNE BANQUE UNIVERSELLE SOLIDE,
AU SERVICE DE SES CLIENTS ET DE
L'ÉCONOMIE, AUTOUR DE 3 PÔLES
MÉTIERS COMPLÉMENTAIRES

- Banque de détail en France
- Banque de détail et Services Financiers Internationaux
- Banque de Grande Clientèle et Solutions Investisseurs

NOTATION FINANCIÈRE

- A Standard & Poor's
- A Fitch
- AA (high) DBRS
- A2 Moody's
- A R&I

2

CONJONCTURE ÉCONOMIQUE 2016

A. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	14
B. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET BANCAIRE NATIONAL	15

2. CONJONCTURE ÉCONOMIQUE 2016

A. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

■ Le Fonds Monétaire International (FMI) a maintenu ses prévisions de la croissance économique mondiale à 3,4% pour l'année 2017 contre des estimations de l'ordre de 3,1% pour 2016. Une amélioration expliquée, surtout, par une politique budgétaire expansionniste attendue aux Etats-Unis et de meilleures perspectives pour l'économie chinoise compte tenu de la poursuite d'une politique de relance économique dans ce pays, outre la hausse des prix du pétrole suite à un accord de réduction de l'offre entre les principaux producteurs.

■ S'agissant de la **situation de l'emploi**, elle a connu une amélioration au cours des derniers mois dans les principaux pays industrialisés. En effet, dans la Zone Euro, le taux de chômage s'est stabilisé au niveau de 9,6% au cours du mois de décembre 2016 contre 10,5% un an plus tôt. Aux Etats-Unis, ce taux a atteint 4,6% au terme de l'année 2016, enregistrant ainsi une baisse de l'ordre de 0,3 point de pourcentage par rapport à son niveau à la fin de l'année 2015.

■ Du côté de **l'inflation**, les niveaux de la hausse des prix ont poursuivi leur augmentation dans les principaux pays industrialisés, mais loin d'atteindre les objectifs ciblés par leurs banques centrales. En effet, aux Etats-Unis, le taux d'inflation s'est situé à 1,3 % en 2016. Dans la

Zone Euro, le taux d'inflation a atteint 0,2% dans l'ensemble de la zone contre un taux nul une année auparavant.

■ **S'agissant des politiques monétaires**, la Réserve Fédérale Américaine (FED) a procédé, à la mi-décembre 2016, à l'augmentation de son principal taux directeur de 25 points de base, pour la deuxième fois depuis décembre 2015, pour le situer dans une fourchette allant de 0,5% à 0,75%. De leur côté, la Banque Centrale Européenne (BCE) et la Banque du Japon ont maintenu leurs politiques monétaires ultra-expansionnistes, en relation avec la persistance de faiblesse de l'activité économique et du gap toujours négatif entre les taux d'inflation réalisés et ciblés.

■ Quant aux **marchés des changes internationaux**, ils ont connu, au cours des derniers mois de l'année 2016, une appréciation du taux de change du dollar face aux autres principales devises, suite à l'annonce de l'adoption d'une politique expansionniste par l'administration américaine visant à relancer l'activité économique, et surtout au relèvement par la FED de son taux d'intérêt directeur. Ainsi, au terme de l'année 2016, le taux de change de l'euro a atteint 1,0464 dollar contre 1,0924 dollar à la fin de l'année 2015.

B. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET BANCAIRE NATIONAL

- La croissance de l'activité économique nationale est de 1% pour 2016 vs 1,1% pour l'année 2015.
- Les échanges commerciaux de la Tunisie avec l'étranger ont enregistré en volume (prix constant) une stabilité à l'export (-0,1%) et une hausse à l'import (+2,8%).
- Le déficit commercial s'est aggravé de 12,0 milliards TND en 2015 à 12,6 milliards en 2016
- L'indice général des prix à la consommation a enregistré une augmentation moyenne de 3.7% en 2016 (évolution de 4.2% en Décembre 2016 par rapport à Décembre 2015)
- Le taux de chômage est de 15,5% en 2016 vs 15,4% en 2015.
- Le déficit budgétaire s'est établi à 5.452 milliards TND soit 6% du PIB contre 4.094 milliards TND ou 4,8% du PIB en 2015
- Les déséquilibres externes se sont accentués (dégradation du solde de la balance des paiements avec comme corollaire le glissement du TND face à l'euro et au dollar) entraînant de possibles mesures d'encadrement du commerce extérieur et des opérations courantes
- Le niveau des avoirs nets en devises est revenu à 111 jours d'importation à fin 2016 avec à la clé une dépréciation en 2016 du dinar face à l'euro de -10,1% et de -15.8% face au dollar américain.
- Les plans de restructuration déployés par les 3 banques publiques se sont poursuivis et des projets de réformes légales et réglementaires ont été engagés (refonte de la loi bancaire, mise en place d'une exigence en fonds propres au titre du risque opérationnel...)

3

OÙ EN SOMMES-NOUS ?

1. LES TEMPS FORTS 2016	18
2. CHIFFRES CLÉS ET POSITIONNEMENT DE L'UIB	23
3. ACTIVITÉ, SITUATION ET RÉSULTATS DE L'UIB ET DES AUTRES ENTITÉS DE SON PÉRIMÈTRE	26
4. RESSOURCES HUMAINES	59
5. SYNTHÈSE DES TRAVAUX DES COMITÉS RATTACHÉS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET ÉLÉMENTS SUR LE CONTRÔLE INTERNE	61

3. OÙ EN SOMMES-NOUS ?

A. LES TEMPS FORTS 2016

Evolution de la gouvernance et de l'organisation

Suite à l'entrée en vigueur de la nouvelle loi bancaire, l'UIB a mis en œuvre les mesures nécessaires pour se mettre en conformité avec ses nouvelles dispositions (modification en janvier 2017 des attributions et de la composition des comités émanant du conseil d'administration). Par ailleurs, le Conseil d'administration, lors de sa réunion du 25 janvier 2017, a pris acte et accepté la démission de M. Kamel Néji de son mandat d'administrateur, et ce en application de l'article 46 alinéa 2 de la Loi n°2016-48 du 11 Juillet 2016. Aussi, M. Kamel Néji continuera à exercer ses fonctions en tant de Directeur général jusqu'à l'issue de la AGO appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2016 et ce, conformément à la 11ème résolution du Conseil d'administration du 2 juin 2016. Enfin, le Conseil d'administration a décidé que la fonction en charge du Contrôle permanent lui soit désormais rattachée.

Dans le cadre du renforcement de la synergie et du développement des échanges de meilleures pratiques entre implantations de la Société Générale en Afrique, le Conseil d'administration a coopté comme administratrice Mme Asmae HAJJAMI, Chief Operating Officer de la Société Générale Maroc. Cette nomination vient s'ajouter aux relations intenses entretenues entre l'UIB et la Société Générale Algérie, que ce soit au plan de la coopération commerciale et de l'accompagnement des entreprises, ou au plan des échanges au niveau du top management. A partir de janvier 2017, le Conseil d'administration compte 25% de femmes parmi ses membres. L'UIB vise à atteindre un taux de 40% dans un avenir proche.

Dans le cadre de la poursuite du renforcement de sa gouvernance et de sa structure managériale et de l'accroissement de l'efficacité du pilotage de ses activités, il a été procédé à plusieurs évolutions de l'organisation.

- Création d'un Comité Exécutif (COMEX), qui traite les sujets de nature stratégique ou opérationnelle à caractère transversal. Le COMEX se réunit à fréquence bimensuelle et se compose du DG, du DGA et des Responsables du Pôle Supports et Opérations, du Pôle Financier, du Pôle Risques, du Pôle Entreprises et Banque de Financement et d'Investissement et du Pôle Banque de Détail. Le Directeur de l'Audit et de l'Inspection et le Directeur des Ressources Humaines, prennent part aux travaux du COMEX pour les sujets relevant de leurs attributions. Deux membres du COMEX sont des femmes et l'âge moyen des membres de ce comité est de 49 ans.

- Elargissement de la composition du Comité de Direction (CODIR). Le CODIR, est une instance d'échange et de diffusion de la stratégie de la Banque et de ses priorités opérationnelles. Il se réunit à fréquence mensuelle et englobe, outre les membres du COMEX, le Directeur de l'Audit et de l'Inspection, le Directeur des Ressources Humaines, le Directeur du Contrôle Permanent et les adjoints aux Responsables des différents Pôles. Cinq membres du CODIR sont des femmes et l'âge moyen des membres de ce comité est de 45 ans. Dans le cadre du développement du capital humain, deux jeunes collaborateurs sont conviés à prendre part aux travaux de chaque réunion du CODIR.

- Création du Poste de Directeur Général Adjoint, en charge notamment, sous l'autorité du Directeur général, du pilotage des activités du Pôle de Banque de Détail, du Pôle Secrétariat Général et de la Direction du Contrôle Permanent.

- Création du Pôle Financier, qui reprend les attributions de la Direction Financière et consacre une nouvelle étape de maturité du dispositif de gestion et de pilotage financier de l'UIB, banque certifiée au standard MSI 20000®.

- Création du Pôle Supports et Opérations en charge de la gestion des opérations et de l'ensemble des ressources matérielles, par regroupement des activités des Pôles Service Client et Secrétariat Général. Cette évolution, accompagnée par une réorganisation de activités de traitement des opérations (ancien Pôle Service Client), vise (1) à assurer l'alignement dans la conduite des projets structurants (2) à renforcer le potentiel d'optimisation et de pilotage des processus (3) à améliorer les synergies entre les équipes en matière d'automatisation, de digitalisation et d'accroissement de la productivité et (4) à développer les compétences et le parcours de carrière des collaborateurs.

- Evolution de l'organisation de la Direction des Systèmes d'Information et la Direction des Projets et de l'Organisation, en vue de les aligner avec les priorités stratégiques et de développer les capacités en matière de modernisation de l'infrastructure informatique et de livraison de nouveaux applicatifs, projets, produits et services.

Positionnement

- L'UIB confirme qu'elle est à présent moins vulnérable plus résiliente. Elle est dans le peloton de tête des banques privées, en termes de PNB avec la BIAT, ATTIJARI et AMEN BANK. Dans le groupe des quatre, tenu à distance par la BIAT, l'UIB vient de se détacher du peloton pour figurer en deuxième position en termes de marge d'intérêt et en troisième position en termes de marge sur commissions. Sur le plan de la rentabilité des fonds propres, l'UIB figure aujourd'hui sur la première marche du podium en termes de ROE.

- Le redressement de l'UIB et la réalisation de la réforme la plus réussie dans le secteur bancaire Tunisien, ne sont pas étrangers à l'implication des membres du conseil d'administration et des collaborateurs de la Banque, tout au long de la période 2008-2016, qui se sont montrés à la hauteur des enjeux et des attentes et ayant fait bouger les frontières de manière à ce que l'UIB ne soit plus aujourd'hui dans le radar de l'actualité pour ses difficultés passées.

Sortie sur le marché obligataire

- Emission réussie de l'emprunt obligataire subordonné « UIB Subordonné 2016 » pour un montant de 75 MTND.

Projets

- Déploiement des nouveaux process d'octroi de crédits optimisés selon la méthodologie « Lean six Sigma ». Cette optimisation a concerné les process d'octroi de crédit aux particuliers, aux professionnels et aux entreprises.

- Mise en place du SI Gestion des Sûretés Retail et Corporate pour les flux (Lot1)

- Mise en place du Tableau de Bord Multicanal

- Mise en place de la Gestion Electronique des Données « Journées comptables»

- Mise en place d'un Workflow pour la gestion des réclamations externes (Voix du client)

- Mutualisation de l'utilisation de l'outil Workflow OLCOM (gestion des ouvertures de comptes) développé par l'UIB avec les filiales de Banque et de Services Financiers à l'international du Groupe SG

- Mise en production du service SIOR (Sogecash International orders received) de Cashmanagement

- Mise à niveau du produit UIB@Banking (Alerte pour les rejets chèques et effets, optimisation de délai de téléchargement des relevés de cartes de J+15 à J+6, Activation de la transaction de virement multiple en devises ...)

- Mise à niveau FINSTAT (Application d'acheminement des messages swift en automatique et en temps réel) par la fonctionnalité liée au «Contrôle des Swifts reçus des pays à risque LAB élevé »

- Mise en place de FIN-WEB (version web de

l'application FINSTAT permettant un accès avec nombre illimité de licences)

- Mise à niveau du SIRH Gestion de la paie et Gestion Administrative
- Renforcement de l'infrastructure informatique à travers :
 - Elaboration d'un Schéma Directeur Informatique
 - Finalisation de la mise en place du Plan de Reprise de l'application SIRH sur le site de secours de Hammamet
 - Migration du réseau de télécommunication de toutes les agences vers la Fibre optique avec une bande passante au minimum de 4 Mbps
 - Remplacement des équipements d'infrastructure centrale obsolètes
 - Mise en place d'un serveur FAX
 - Mise en place d'une solution serveur d'impression
 - Mise en place de messagerie mobile (GOOD)
 - Mise en place d'une solution de monitoring des liens Télécom
 - Mise en place d'une nouvelle solution SWING SWIFT (La nouvelle plateforme swift)
 - Mise en place d'un serveur NTP (Network Time Protocol)
 - Mise en place d'une solution de vidéoconférence au siège LAC
 - Migration de la solution de sauvegarde TSM (Tivoli storage manager)
 - Mise en place de la solution de sécurité des LAPTOP (BITLOCKER)
 - Mise en place d'une solution de centralisation et de corrélation des logs (SIEM Security Information and Event Management).

Dispositif Commercial Banque de Détail

- Elaboration et entrée en phase d'exécution du plan stratégique 2016-2018 sur le marché de la clientèle Haut de Gamme
- Mise en place de la structure d'animation du marché HDG: cinq animateurs financiers couvrant l'ensemble des agences non dotés d'un conseiller HDG
- Mise en place systématiquement d'un conseiller HDG dans les centres d'affaires
- Mise en place de la structure d'animation du Réseau centralisé au pôle BDD via 3 Animateurs Marchés Régionaux couvrant 4 secteurs

- Lancement du SMS pull, extension du périmètre d'activité de la plateforme UIB Contact et Animation Interne de la thématique Multicanal et de la Gestion de la Téléphonie en agence

- Convention annuelle des Responsables d'agences avec l'organisation d'un team building axé sur le thème « développons ensemble l'esprit d'équipe »

- Lancement d'une Campagne de Communication VISA INFINITE, et PLATINUM BUSINESS

Dispositif Commercial Entreprises

- Elaboration et entrée en phase d'exécution des plans stratégiques 2016-2018 sur les marchés de l'Entreprise et de la PME

- Création des Postes d'Assistant Commercial Entreprises et d'Assistant de Relation Client, dans le cadre du déploiement du modèle de service de proximité aux clients entreprises et PME à travers des Centres d'affaires dédiés

- Organisation des événements Networking B To B Afrique

- Ouverture du deuxième Centre d'affaires Entreprises à SFAX

- Lancement de nouveaux produits Entreprises (clients pilotes) : Carte Co-Brandée, Solution B to B, et SIOR

Gestion du parc immobilier et du réseau

- Modernisation de l'infrastructure immobilière de la Banque par l'ouverture de 2 nouvelles agences (janvier 2017) et l'achèvement des travaux de rénovation de 3 autres agences.

- Poursuite des travaux de rénovation du siège de Lafayette.

Conformité

- Elaboration du manuel de la Conformité de l'UIB (diffusion mars 2017).

Agrément du CMF pour la délégation de la fonction de responsable de la conformité et du contrôle interne de « l'International Sicar » au responsable de la conformité de l'UIB.

Lutte anti-blanchiment et surveillance permanente

- Lancement du projet KYC visant la fiabilisation de la base clientèle (2017-2019)
- Fiabilisation de la base clientèle PPE dans le cadre du projet PPE et identification des agences spécialisées PPE (Personnes Politiquement Exposées)
- Conduite du projet DOTAS (Dispositif d'Optimisation de traitement des Alertes Siron) : revue des seuils des alertes par segment, revue des codes et des chapitres, correction de la segmentation des clients.
- Mise en place d'un Sharepoint pour le traitement des alertes Forces avec validation de la cellule Embargos
- Déploiement des contrôles comptables sur Narval au niveau des entités du Siège.

Risque

- Réorganisation de la filière recouvrement (amiable et contentieux) par type de segment Retail & Non Retail
- Optimisation du processus d'octroi de crédits Retail (particuliers et professionnels)
- Rédaction/validation des politiques de crédit PPO, PPI & PRO.

Gestion des Ressources Humaines

- Lancement d'un fonds commun de placement en Bourse dédié au personnel de la banque
- Mise à niveau du SIRH Gestion de la paie et Gestion Administrative
- Mise en place d'une feuille de route RH avec pour axes stratégiques : la gestion des carrières et développement des compétences et le recrutement ciblé des collaborateurs.

Partenariat et Trophée

- L'UIB-SGSS Tunisie a été désignée, pour la deuxième année consécutive, par le magazine spécialisé de renommée mondiale «Global Custodian», comme le meilleur dépositaire en

Tunisie. La banque a su relever le défi et se transformer, aussi souvent que nécessaire, pour obtenir cette troisième distinction successive de meilleur fournisseur de services de sous-dépositaire en Tunisie en 2016, après celles décernées par «Global Investor» et «Global Finance » en 2015.

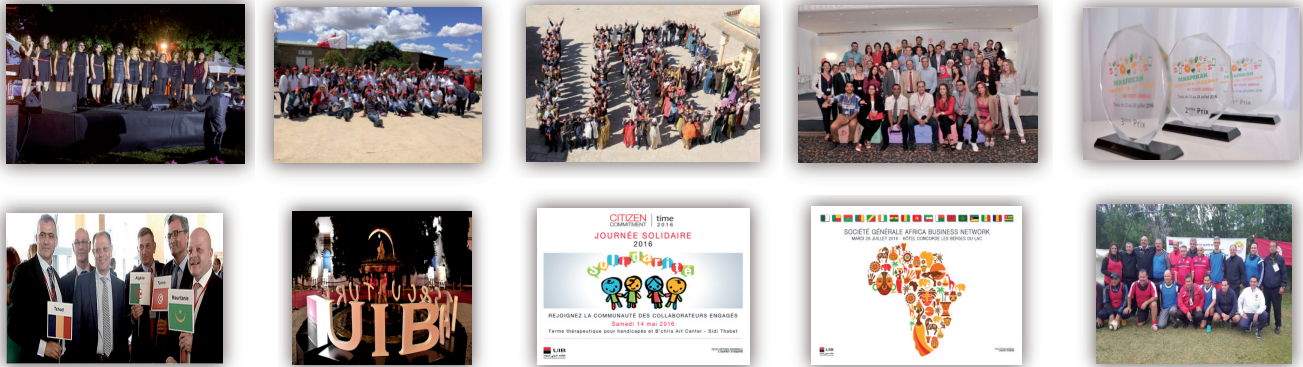
- Près d'une année après l'obtention de la certification MSI 20000 en 2015, et après un audit qui vient d'être achevé en octobre 2016, l'Organisme de Certification et Agence de Notation Maghreb Corporate assure que l'UIB est toujours en conformité avec les exigences de la certification octroyée. Cette certification sur la base des modèles d'analyse et du protocole d'évaluation de l'organisation MSI® sur le référentiel MSI 20000®, qui a nécessité plusieurs mois de travail, constitue une belle référence et permettra à l'UIB de bénéficier d'une confiance accrue de ses clients et de gagner davantage en visibilité sur la place de Tunis.

- L'UIB vient de sceller, le 22 novembre 2016, un partenariat en matière de formation et de développement des compétences avec l'Institut Tunis-Dauphine, institution de référence dans le monde des Business Schools. Pour renforcer le niveau d'excellence de formation de ses collaborateurs, développer davantage la qualité des prestations offertes aux clients et soutenir la croissance de ses activités, l'UIB s'appuie désormais sur l'expertise du pôle régional de l'Université Paris-Dauphine.

Conventions et team building

- UIB- SG - Soirée clients
- Société Générale Africa Business Network - Journée B to B
- Citizen Commitment time 2016 - Les voix solidaires
- Organisation de la Panafrican Valley Community 2016
- Panafrican Innovation Challenge
- Convention BDD
- Tournoi sportif organisé par les partenaires sociaux

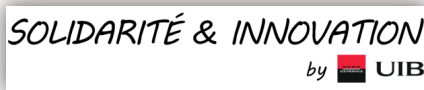
1 | RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION À L'AGO RELATIF À LA GESTION DE L'UIB



Responsabilité Sociale et Environnementale :

L'UIB est résolument engagée dans une démarche RSE structurée. Dans ce cadre 4 entités ont été créées :

- Lancement de la Fondation Solidarité & Innovation



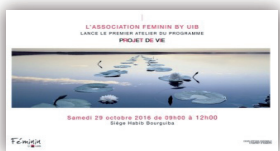
- Lancement de la Fondation Arts et Culture



- Association Féminin by UIB



- Chorale Angham



Sponsoring et Mécénat

L'UIB a parrainé et sponsorisé en 2016 plusieurs manifestations culturelles et solidaires :



Foire internationale du Livre de Tunis



Action Journée de rêve en partenariat avec l'association GAIA



Festival des courts-métrages au KEF



Rencontres Internationales Al Maken d'Art Actuel



Festival International du Film Arabe de Gabès

B. CHIFFRES CLÉS ET POSITIONNEMENT DE L'UIB

Dépôts de la clientèle

- 3 661 MTND d'encours en 2016 soit un taux d'évolution de de 7,6% vs 2015 (vs 8,7% pour le secteur des banques privées)
- 5^{ème} banque privée en termes de dépôts à la clientèle
- +2 044 MTND de dépôts additionnels en 9 ans (+9.5% par an soit une moyenne en ligne avec celle des autres grandes banques privées)

Dépôts d'épargne

- 1 288 MTND d'encours en 2016 soit un taux d'évolution de 6,5% vs 2015 (vs 10,6% pour le secteur des banques privées)
- 3^{ème} banque privée en termes de mobilisation d'épargne
- 35% du total des dépôts (vs 27% pour les banques privées)
- +722 MTND d'épargne additionnelle sur 9 ans (+9.56% par an vs 11,8% pour les autres grandes banques privées)

Crédits nets à la clientèle

- 4 131 MTND de crédits nets à la clientèle en 2016 soit un taux d'évolution de de 10,9% vs 2015 (vs 9,6% pour le secteur des banques privées)
- 4^{ème} banque privée en termes de crédits nets à la clientèle
- +2 816 MTND de crédits nets additionnels en 9 ans (+13.6% par an vs 11,6% pour les autres grandes banques privées)

Ratio Crédits/Dépôts

- 329.4 MTND de Ressources spéciales en 2016 vs 32 MTND en 2007

- 103% : ratio Crédits/Dépôts en 2016 en tenant compte des emprunts et ressources spéciales

Marge d'intérêts

- 141.6 MTND de marge d'intérêt en 2016 soit une progression de +2% vs 3,7% pour les autres grandes banques privées,
- 2^{ème} banque privée en termes de marge d'intérêt
- +107 MTND de marge d'intérêt additionnelle en 9 ans soit le plus fort taux de croissance du secteur (+17%/ans vs une moyenne de 8,7% pour les autres grandes banques privées)

Marge sur commissions

- 81 MTND de marge sur commissions et meilleure progression en 2016 (+39% vs 18,3% pour le secteur des banques privées)
- 3^{ème} banque privée en termes de marge sur commissions
- 32.7% la part des commissions dans le PNB vs 24.8% la moyenne des banques privées
- 56 MTND de marge sur commissions additionnelle en 9 ans, soit le plus fort taux de croissance du secteur (+14%/an vs une moyenne de 11,9% pour les autres grandes banques privées)

Produit Net Bancaire

- 247.8 MTND de PNB en 2016, soit une progression de +14.3% vs 11,4% pour les autres grandes banques privées.
- 4^{ème} banque privée en termes de PNB
- +180 MTND de PNB additionnel en 9 ans soit le plus fort taux de croissance du secteur (+15,5% par an vs une moyenne de 10,4% pour les autres grandes banques privées)

* Benchmark réalisé à partir des indicateurs d'activité relatifs aux 7 plus grandes banques privées.

Charges Générales d'exploitation (hors amortissements)

- 24 MTND de charges générales d'exploitation (hors amortissements) en 2016 soit une progression de +7.9%(vs une moyenne de 8,6% pour les autres banques privées)
- +7,4 MTND de charges additionnelles en 9 ans soit la meilleure maîtrise observée au niveau du secteur (+4,2%/an vs une moyenne de 8% pour les autres grandes banques privées)
- Coefficient d'exploitation (y compris l'amortissement) de 48.5%, soit l'évolution la plus remarquable du secteur entre 2007 et 2016 (-55.4 pts de pourcentage).

Résultat Brut d'Exploitation

- 127,7 MTND de RBE en 2016 soit une progression de +19% vs 13,8% pour les autres grandes banques privées
- +130,8 MTND de RBE additionnel en 9 ans soit le plus fort taux de croissance du secteur.

Résultat d'exploitation

- 114.1 MTND de résultat d'exploitation en 2016 vs 89.8 MTND en 2015 soit une croissance de 26.9%.

Résultat avant impôt

- 113.7 MTND de résultat avant impôt en 2016 vs 89.9 MTND en 2015 soit une croissance de 26.4%.

Résultat Net (Bénéfice après impôt)

- 75.8 MTND de résultat net après impôt (37,9 MTND d'impôt sur les bénéfices dont 7.9 MTND sous forme de contribution exceptionnelle -loi de finance 2017).

Capitaux Propres

- 172,8 MTND de capital composé de 32 560 000 actions et 2 000 000 certificats d'investissement d'une valeur nominale de 5 DT libérés en totalité
- 371.6 MTND de capitaux propres vs 314.6 MTND en 2015.

Capitalisation boursière (5 mai 2017)

- 656,6 MTND de capitalisation boursière
- 5^{ème} capitalisation boursière du secteur
Une capitalisation boursière multipliée par 5 sur 9 ans (656,6 MTND vs 118,7 MTND en juin 2008).

Taux d'actifs classés

- Les actifs classés sont de 461 MTND au 31/12/2016 (vs 437 MTND au 31/12/2015), correspondant à 9.4% des engagements de la banque au 31/12/2016 vs 9.9% au 31/12/2015.

Taux de couverture des actifs classés

- Au vu des provisions constituées pour risques de contrepartie au titre des actifs classés d'un montant de 258 MTND au 31/12/2016 et des engagements en défaut (nets des agios réservés totalisant 367 MTND au terme de l'exercice 2016), le taux de couverture des actifs classés par les provisions est de 70% (le taux de couverture par les provisions et agios réservés est de 77%) au 31/12/2016.

Ratio de solvabilité

Compte tenu :

- du contrat de prêt subordonné à durée indéterminée, conclu avec la SG en 2008 et approuvé par l'assemblée générale extraordinaire du 9 août 2008, d'un montant

de 40 millions de dinars, s'inscrivant dans le cadre du respect par la banque des règles prudentielles applicables en Tunisie, telles que prévues notamment par la circulaire de la BCT n°99-04 du 19 Mars 1999; ce prêt étant remboursable en une ou plusieurs fois et au plus tôt à compter du 12 Novembre 2013, à l'initiative de l'UIB et après accord préalable du Gouverneur de la Banque Centrale de Tunisie et rémunéré au taux moyen annuel de l'appel d'offres de la Banque Centrale de Tunisie,

- du contrat de prêt subordonné à durée déterminée, conclu avec la SG en 2008 et approuvé par l'assemblée générale extraordinaire du 9 août 2008, d'un montant de 40 millions de dinars, s'inscrivant dans le cadre du respect par la banque des règles prudentielles applicables en Tunisie, telles que prévues notamment par la circulaire de la BCT n°99-04 du 19 Mars 1999; ce prêt étant conclu pour une durée 10 ans et rémunéré au taux moyen annuel de l'appel d'offres de la Banque Centrale de Tunisie.,
- du contrat de prêt obligataire subordonné émis en juin 2015 et approuvé par l'assemblée générale extraordinaire du 4 juin 2015, d'un montant de 50 millions de dinars, s'inscrivant dans le cadre du respect par la banque des règles prudentielles applicables en Tunisie,

telles que prévues notamment par la circulaire de la BCT n°99-04 du 19 Mars 1999; ce prêt étant conclu pour une durée allant de 5 à 7ans (selon la catégorie).

- du contrat de prêt obligataire subordonné émis en décembre 2016 et approuvé par l'assemblée générale extraordinaire du 4 juin 2016, d'un montant maximum de 75 millions de dinars (dont 45.7 millions de dinars ont été souscrits au 31 décembre 2016), s'inscrivant dans le cadre du respect par la banque des règles prudentielles applicables en Tunisie, telles que prévues notamment par la circulaire de la BCT n°99-04 du 19 Mars 1999; ce prêt étant conclu pour une durée allant de 5 à 7ans (selon la catégorie).
- et des règles d'éligibilité prévues par l'article 5 (nouveau) de la circulaire BCT 91-24 concernant les fractions à retenir des prêts subordonnés cités ci-haut (amortissement à hauteur de 39,1 MTND à fin 2016)

Les fonds propres nets de l'UIB sont de 501 675 KTND (y compris les fonds propres complémentaires).

En tenant compte des risques encourus totalisant 4 572 266 KTND à fin 2016 (dont 413 220 KTND au titre du risque opérationnel), le ratio de solvabilité est de 10.97%. Le ratio Tier one étant de 7.65%.

C. ACTIVITÉ, SITUATION ET RÉSULTATS DE L'UIB ET DES AUTRES ENTITÉS DE SON PÉRIMÈTRE

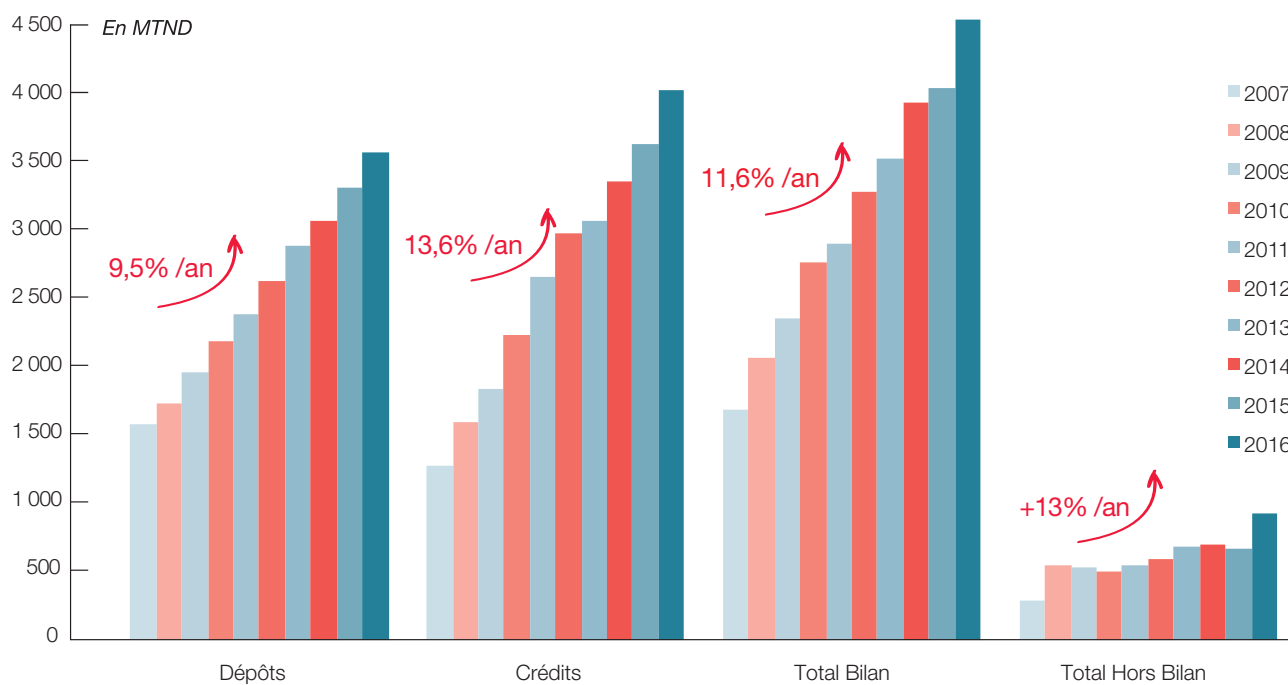
C.1 ACTIVITÉ

DES INDICATEURS BIEN ORIENTÉS

Augmentation de l'encours des dépôts de la clientèle de **7.6%** (3 402 MTND à **3 661 MTND**)
 Accroissement de l'encours net des crédits à la clientèle de **10.9%** (3 725 MTND à **4131 MTND**)
 Progression du total bilan de **12,6 %** (4 141 MTND à **4 661 MTND**)

Des indicateurs bien orientés et qui ont été multipliés au cours de la période 2007-2016 :

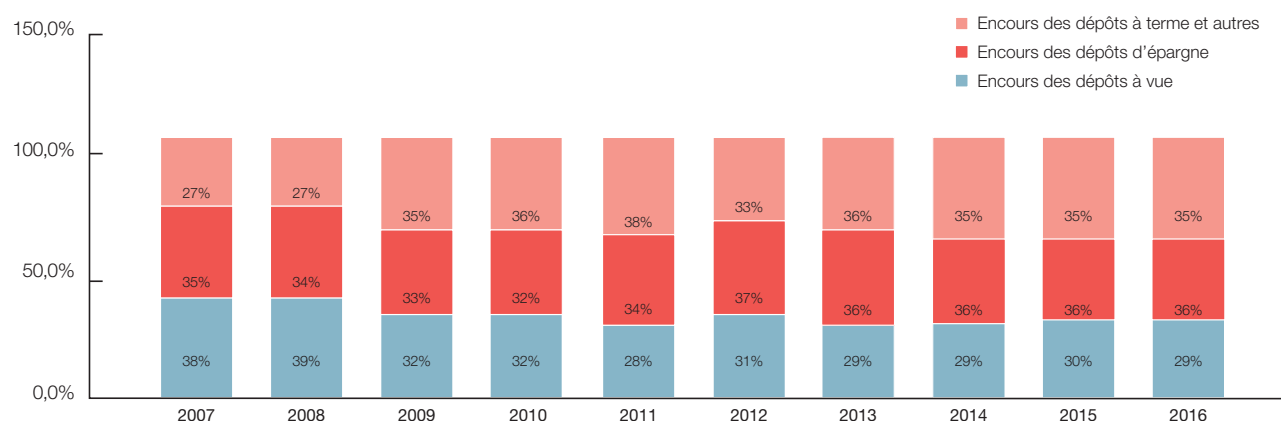
- Dépôts x 2,3 fois
- Crédits x 3,1 fois
- Bilan x 2,7 fois
- Hors bilan x 3,1 fois



DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE

L'UIB gagne à poursuivre la consolidation de sa base de dépôts à vue (Retail).

Chiffres en KTND	Dec 07	Dec 08	Dec 09	Dec 10	Dec 11	Dec 12	Dec 13	Dec 14	Dec 15	Dec 16	Δ16 15	Δ16 07
Encours des dépôts à vue	620 038	689 735	644 827	722 922	688 294	822 537	844 741	923 654	1 010 059	1 078 398	6,77%	6,34%
Encours des dépôts d'épargne	566 170	606 296	666 185	726 632	821 742	982 580	1 055 849	1 128 079	1 209 007	1 287 815	6,52%	9,56%
Encours des dépôts à terme et autres	431 055	478 861	695 140	801 228	912 550	885 334	1 055 855	1 099 147	1 183 196	1 295 126	9,46%	13,0%
TOTAL RESSOURCES CLIENTÈLE	1 617 263	1 774 892	2 006 152	2 250 782	2 422 586	2 690 451	2 956 445	3 150 880	3 402 262	3 661 340	7,61%	9,50%



RESSOURCES : STRUCTURE PAR AGENT ÉCONOMIQUE

Le marché retail fournit **76%** des ressources collectées.

Dépôts collectés par catégorie d'agent*	31 12 2015	31 12 2016	Δ16 15	En MTND Structure 2016
PARTICULIERS	2 326	2 484	6,80%	69,60%
PRO/TPE/ASS	204	224	9,80%	6,30%
S/TOTAL Retail	2 530	2 708	7,00%	75,90%
PME	104	131	26,00%	3,70%
EMERGING LEADER	206	222	7,80%	6,20%
ETATIQUE	122	141	15,60%	3,90%
ETI	81	95	17,30%	2,70%
GE PRIVEES	69	85	23,19%	2,40%
MULTINATIONALES	171	188	9,90%	5,30%
S/TOTAL Non Retail	753	862	14,40%	24,10%
TOTAL	3 283	3 570	8,70%	100%

* Chiffres hors autres sommes dues et dettes rattachées.

DÉPÔTS DES INSTITUTIONNELS ET DES ÉTABLISSEMENTS LOCAUX OPÉRANT DANS LE SECTEUR PUBLIC

Les Institutionnels et les établissements locaux opérant dans le secteur public ont assuré **3,9%** du total des dépôts de la Banque à fin décembre 2016 vs 3.7% en 2015 ; une part en ligne avec la politique de l'UIB en matière de limitation de son exposition aux risques de volatilité des dépôts.

Nature de Dépôt	En MTND		
	31 12 2015	31 12 2016	Δ16 15
Dépôts à vue à rendement optimum	40	82	106,8%
Dépôts à vue en dinars	16	9	-45,4%
Dépôts à vue en devise	67	30	-54,9%
Certificats de dépôts	-	20	
Comptes à terme et bons de caisse	-	-	
TOTAL	122	141	15,3%

EMPRUNTS ET RESSOURCES SPÉCIALES

L'encours des emprunts et ressources spéciales a atteint **329.4** MTND au 31 décembre 2016 contre 320.9 MTND à fin décembre 2015. Cette variation s'explique par le remboursement d'un montant de 26.7 MTND relatif aux échéances des emprunts obligataires émis par l'UIB en juillet 2009, en septembre 2011, en décembre 2011, en novembre 2012 et en juin 2015, l'amortissement à hauteur de 8.6 MTND de l'emprunt en dollar contracté auprès de la Société Générale ainsi que l'émission d'un nouvel emprunt obligataire subordonné d'un montant maximum de 75 MTND (dont une fraction de 45.7 MTND souscrite au 31 décembre 2016). L'UIB confirme ainsi sa politique de consolidation de ressources stables engagée entre 2009 et 2016 et ayant permis des levées d'un montant total de 366 MTND sur le marché obligataire.

Désignation	En MTND		
	31 12 2015	31 12 2016	Δ16 15
Ressources Spéciales	20,7	19,9	-4,1%
Emprunts Obligataires	203,4	222,4	9,4%
Emprunts en devises	8,6	0	
Emprunts Subordonnés	80	80	
Dettes rattachées	8,2	7,2	-12,3%
TOTAL	320,9	329,4	2,7%

RATIO CRÉDITS/DÉPÔTS

Le ratio crédits / dépôts est de **112.8%** à fin 2016 vs 109.5% en 2015. Ce ratio est de **103.5%** en tenant compte des emprunts et ressources spéciales.

En MTND	Dec 07	Dec 08	Dec 09	Dec 10	Dec 11	Dec 12	Dec 13	Dec 14	Dec 15	Dec 16	Δ16 15	TCAM 07 16
Encours net des dépôts	1 617	1 775	2 006	2 251	2 452	2 691	2 956	3 151	3 402	3 661	7,6%	9,5%
Encours net des Crédits	1 316	1 641	1 884	2 299	2 730	3 054	3 151	3 442	3 725	4 131	10,9%	13,6%
RATIO CRÉDITS/DÉPÔTS	81,4%	92,4%	93,9%	102,1%	111,3%	113,5%	106,6%	109,2%	109,5%	112,8%		

C.2 STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL

STRATÉGIE MULTI-MARCHÉS

BANQUE DE DÉTAIL,
SERVICES FINANCIERS ET BANCASSURANCE



MARCHÉ GRAND PUBLIC

MARCHÉ PROFESSIONNELS

BANQUE DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT



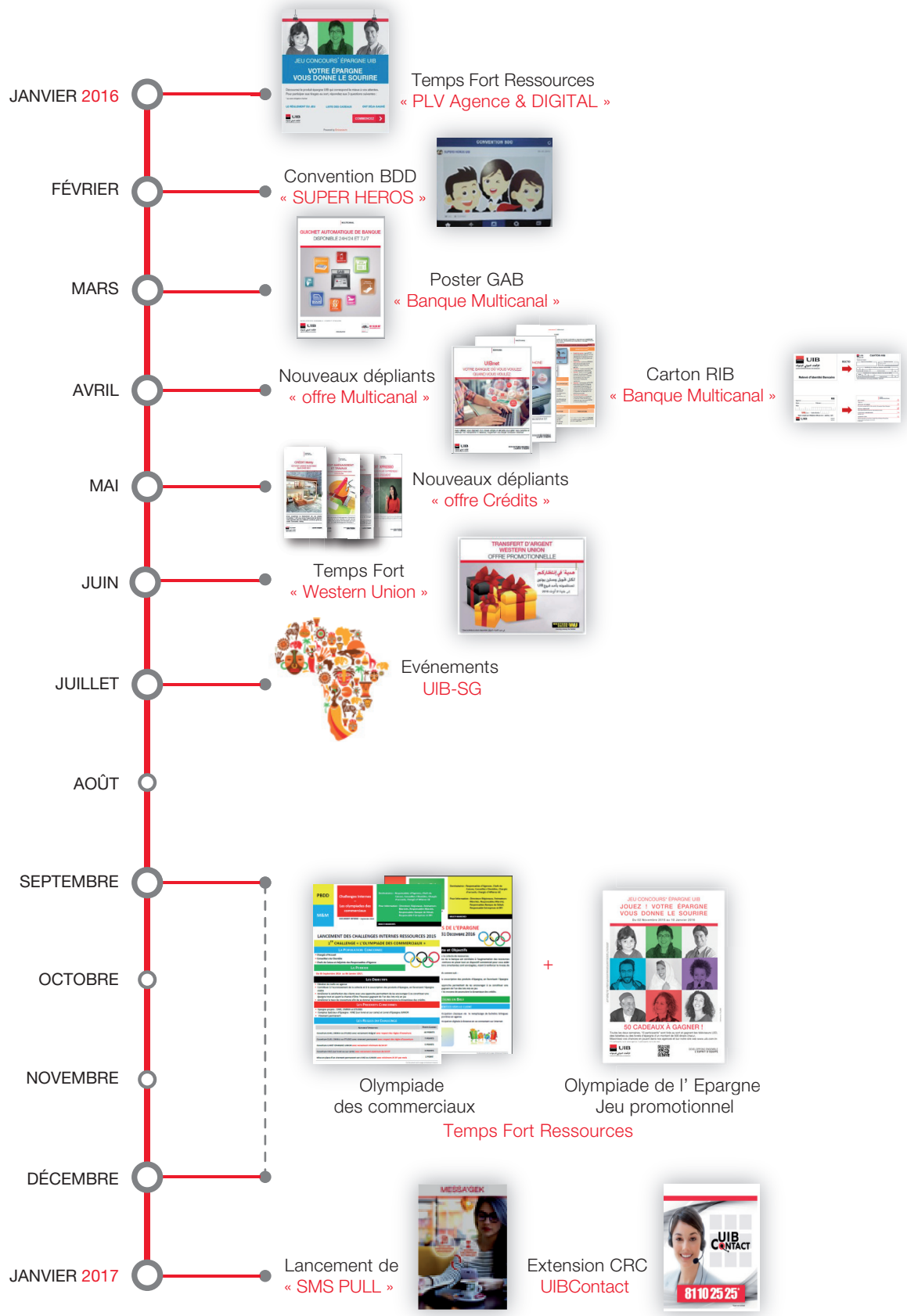
MARCHÉ PME

MARCHÉ GRANDES ENTREPRISES

Nous mettons notre stratégie de croissance durable au service du financement de l'économie et des projets de nos clients. Nous offrons une large palette de conseils et solutions financières sur mesure aux particuliers, professionnels, entreprises, et investisseurs institutionnels...en nous appuyant sur deux pôles métiers complémentaires.

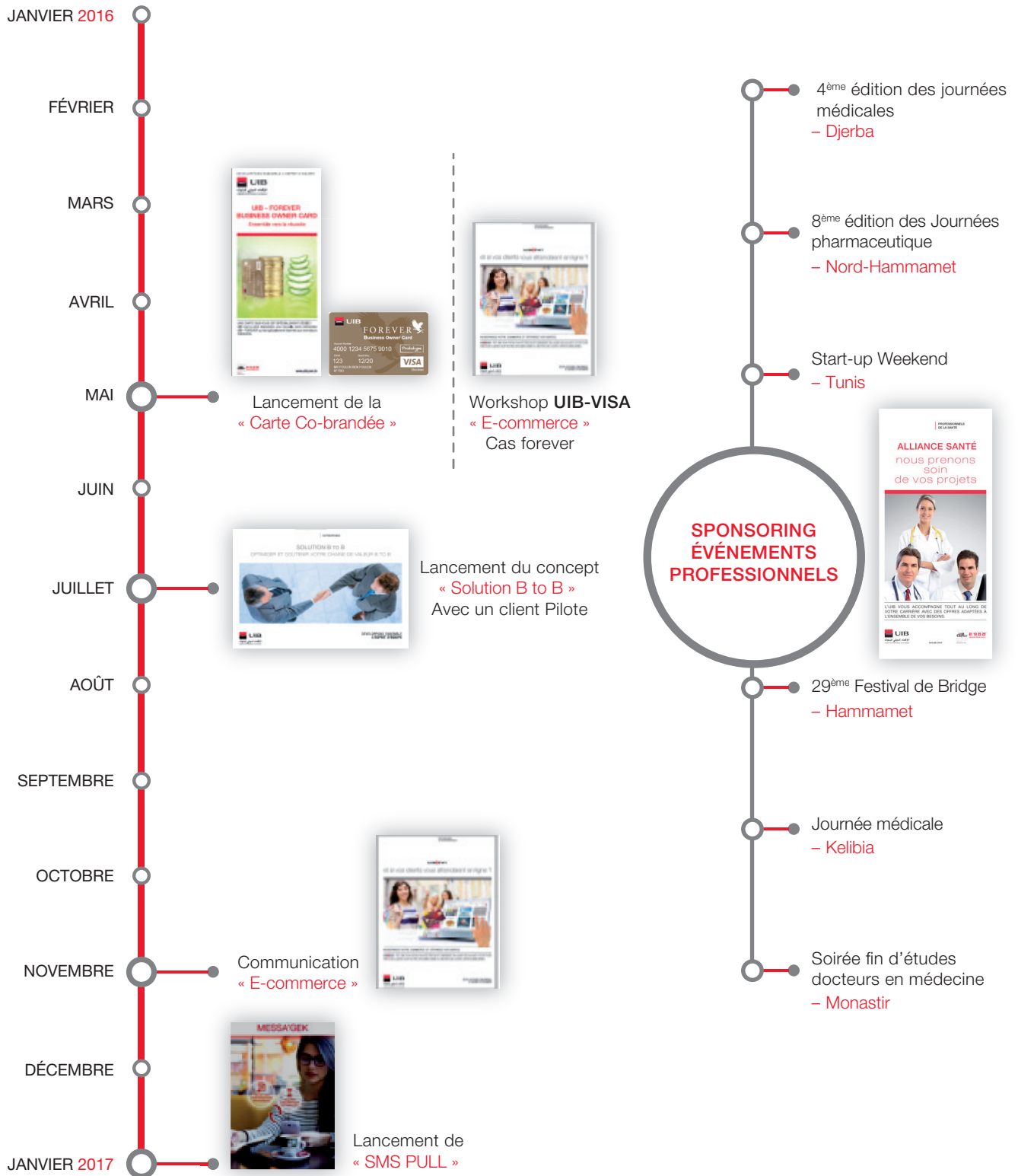
FAITS MARQUANTS 2016

MARCHÉS DES PARTICULIERS (EVENTS/ PRODUITS & SERVICES)



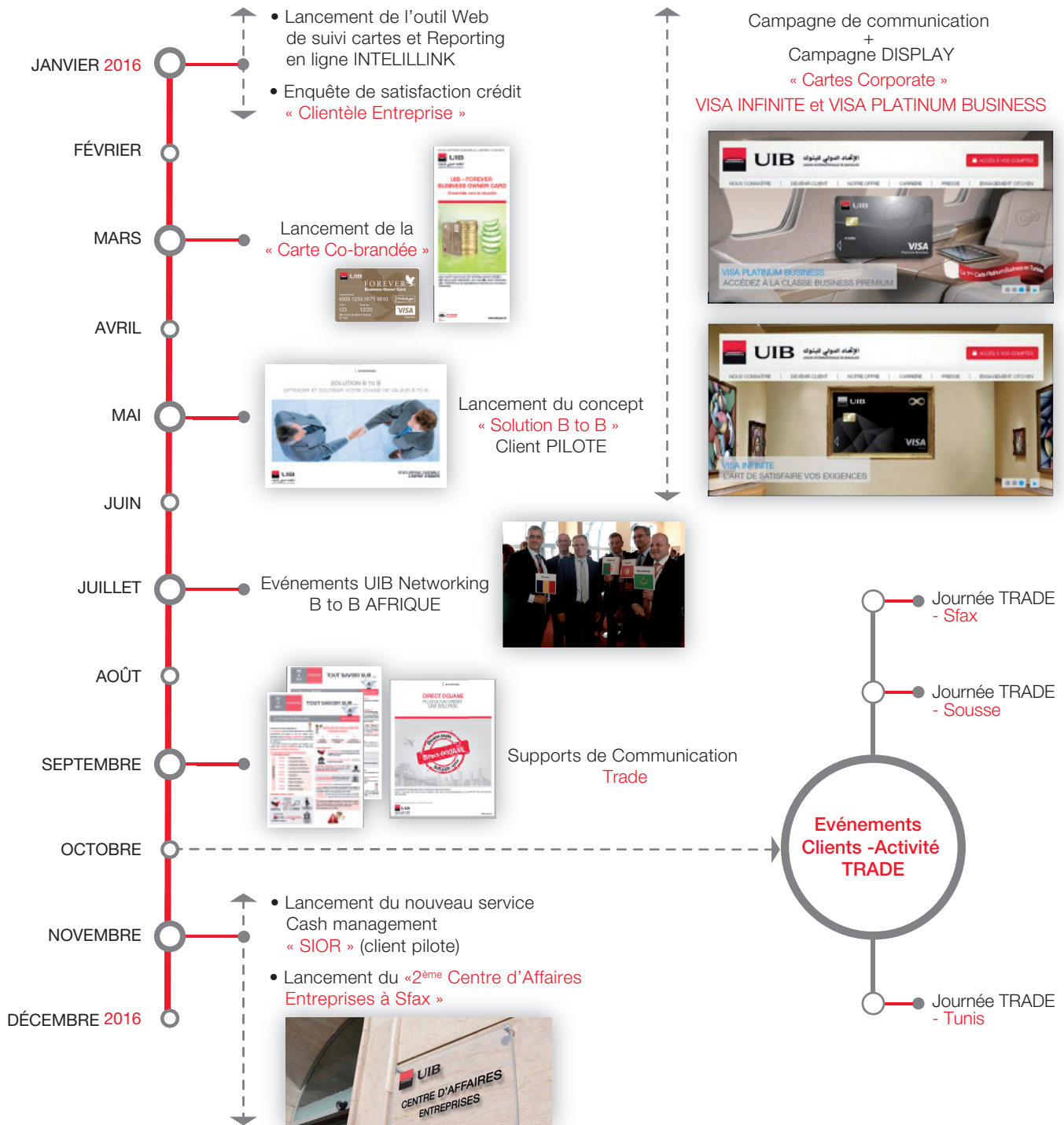
FAITS MARQUANTS 2016

| MARCHÉS DES PROFESSIONNELS (EVENTS/ PRODUITS & SERVICES)



FAITS MARQUANTS 2016

MARCHÉS DES ENTREPRISES (EVENTS/ PRODUITS & SERVICES)



FAITS MARQUANTS 2016

MARKETING & MULTICANAL

Etude de marché « Customer Experience Monitoring- NPS » :

- **Septembre 2016** : Conduite d'une étude quantitative (échantillon de 600 clients et 600 non clients) avec IPSOS dans le cadre du projet CXM de IBFS afin de comprendre et piloter les indicateurs de satisfaction, de recommandation et de fidélité des clients.

Mise en production des nouvelles fonctionnalités sur l'offre SMS BANKING : SMS PULL

Mise en production Janvier 2017 :

- Demande à l'initiative du client du solde et des trois derniers mouvements en temps réel, 24h/24 et 7j/7
- Demande à l'initiative du client des cours des principales devises 24h/24 et 7j/7

Mise en production de l'extension du périmètre d'activité « Appels entrants » du CRC UIBCONTACT:

Mise en production Janvier 2017 : Mise en production de l'authentification forte via code secret au CRC UIBContact, permettant d'étendre le périmètre d'intervention des téléconseillers du CR UIBContact:

- Communication en temps réel des soldes et des dernières opérations.
- Prise en charge des demandes clients : Banque à distance, Monétique, Commande

de chéquiers, Commande d'espèces et de devises, etc..

- Prise en charge des réclamations
- Fiabilisation des données de contact (tél et email) ...

Animation Interne de la thématique Multicanal et de la Gestion de la Téléphonie en agence :

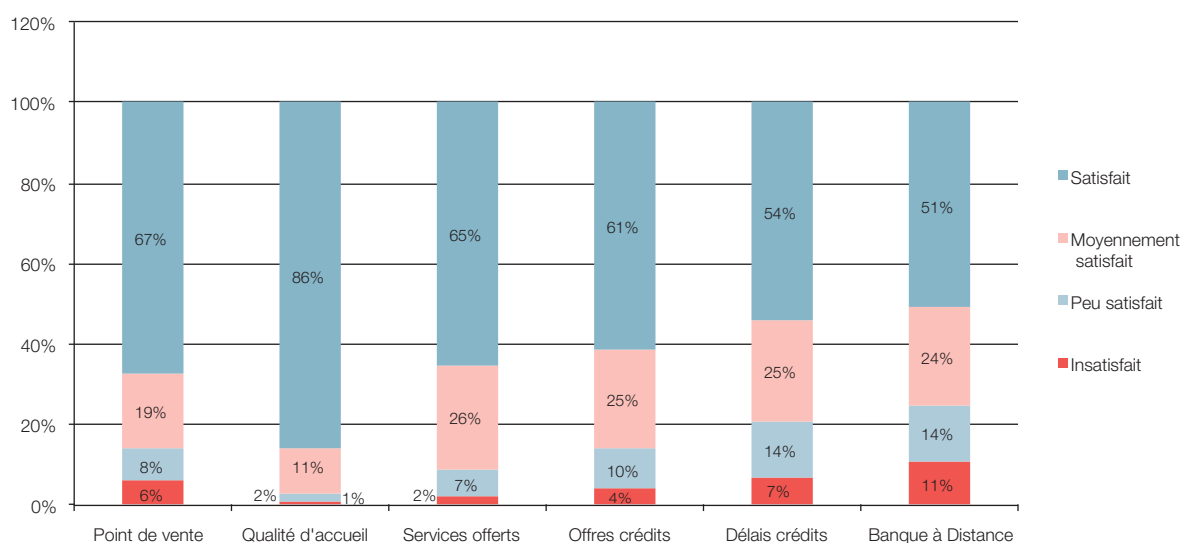
- Formation continue sur le thème Multicanal et canaux de Banque à distance.
- Animation sur le taux d'appels répondus en agence et Sensibilisation du réseau sur l'amélioration de la gestion des appels entrants en agence.
- **Juin 2016** : Refonte des supports de communication interne et externe sur les canaux: L'actualisation des fiches produits, « Essentiel sur... » et « Tout savoir sur... » ; et supports de communication externe (dépliants , posters) relatifs aux canaux de banque à distance.

Avancement des projets de développement de canaux de Banque à distance :

- **Application mobile** : Projet Mobile Banking en phase finale de tests de pré-lancement. Lancement prévu en avril 2017.

ENQUÊTE DE SATISFACTION CLIENTÈLE

Une enquête de satisfaction a été réalisée sur la période allant du 16 novembre au 23 décembre. Elle vise à mesurer les niveaux de satisfaction des clients, vis-à-vis des services rendus par l'UIB, de connaître leurs attentes et les motifs d'insatisfaction.



POINTS FORTS

97% des clients interrogés ont exprimé leur satisfaction quant à la qualité d'accueil au niveau des agences. Les points de vente rénovés et répondant à la nouvelle charte de l'UIB sont très appréciés par les clients interrogés.

POINTS D'AMÉLIORATION

Trois principaux axes ont été identifiés et font l'objet de plan d'actions :

- Les produits banque à distance ne répondent pas pleinement aux attentes des clients, notamment UIBNET et MESSAGEK.
- La monétique est l'un des principaux points d'insatisfaction : indisponibilité des GAB, double comptabilisation des opérations de retrait par carte, blocage des cartes, inadaptabilité des plafonds des cartes.
- Les délais de traitement des dossiers de crédit, 3eme source d'insatisfaction des clients, sont considérés particulièrement longs notamment pour le crédit hypothécaire.

MARCHE DES PARTICULIERS - OBJECTIFS ET ENJEUX 2017

OBJECTIFS

- **Crédits Productifs en TND** : Réaliser un additionnel 2017 à 230 MTND
- **Dépôts** : Réaliser un additionnel de 230 MTND
- **Attrition** : Atteindre un taux d'attrition de 10% en 2017 (vs 13,24% en 2016) soit une évolution de **-3,2 points**
- **Production de clients (Entrées en relation)** : Objectif de 53 274 Clients soit une évolution de **+36%** vs 2016 (39 030)
- **Croissance des clients actifs (ou du fonds de commerce)** : Réaliser un objectif de croissance de **+4,7%** pour atteindre un stock de 377 507 clients en 2017

ENJEUX

Intensifier la conquête, maîtriser l'attrition, maintenir la dynamique sur les crédits et renforcer la culture des ressources - avec un fil conducteur « qualité de service »

ACTIONS

Intensification de la conquête et maintien de la dynamique des crédits

- Développement d'un outil de géomarketing
- Intensification et structuration des animations des conventions Social et Employés
- Optimisation du process de mise en place des conventions Social et Employés avec intensification de la synergie BDD- GEBFI
- Mise en place d'actions commerciales autour du parrainage et de la recommandation
- Approche du segment jeunes par le développement d'une offre JEUNES : offre packagée LIFE

Maîtrise de l'attrition

- Développement des outils et de la culture de proactivité, PRO'ACT, et de la connaissance Client (KYC)
- Actions sortantes CRC pour réactivation des comptes inactifs
- Développement d'un simulateur « action défensive rachat » et sa mise à disposition auprès des agences
- Suivi des différents indicateurs de qualité dont ceux du Multicanal et instauration de 2 prix « Qualité »

Renforcement de la culture des ressources

- Intégration systématique de produits d'épargne programmée au niveau des conventions Social et Employés
- Ciblage des clients à capacité d'épargne par les agences + CRC
- Mise en place d'un nouvel ICP : épargne programmée active en vue d'intensifier les efforts / petite épargne
- Systématisation du suivi des opérations de financement immobilier pour des actions proactives sur le vendeur

MARCHE HDG - OBJECTIFS ET ENJEUX 2017

OBJECTIFS

- **Crédits Productifs en TND** : Part des engagements HDG dans le total des particuliers : **au-dessus de 8% fin 2017**
- **Dépôts en TND** : Part des dépôts Haut de Gamme dans le total des particuliers **au-dessus de 55% fin 2017**
- **Production de clients (Entrées en relation)** : 200 clients externes par mois soit 2400 recrutements externes sur l'année
- **Montée en gamme interne** : 250 clients internes par mois soit 3000 transferts de GP à HDG sur l'année
- **Croissance des clients actifs (ou du fonds de commerce)** : Atteindre un stock de 20 171 clients, soit une croissance de 36,6% vs. 2016

ENJEUX

Franchir un nouveau palier dans le déploiement de la stratégie 2016-2018 (Intensifier la conquête, maîtriser l'attrition, et maintenir la dynamique sur les crédits)

ACTIONS

Poursuivre et accélérer le rééquilibrage du business modèle, à travers :

La conquête externe dynamique et la montée en gamme

- Mise en place de la nouvelle politique de crédits qui a été revisitée en termes de ratio d'endettement, plafonds et taux de remboursement.
- Refonte d'anciens produits et lancement de nouveaux produits spécifiques au Marché HDG (BAQ, Placement, Financement et Assurance)
- Intégration d'une offre dédiée HDG dans le cadre des conventions signées et celles à mettre en place
- Mise en place d'actions commerciales autour du parrainage et de la recommandation
- Optimisation du dispositif d'animateurs financiers dédiés aux agences non dotées de Conseillers HDG
- Recrutement d'un ingénieur patrimonial pour activer à plein la synergie avec la GE

Maîtrise de l'attrition

- Actions de suivi des clients entrants et sortants lors de chaque segmentation trimestrielle
- Actions sortantes CRC pour réactivation des comptes inactifs
- Actions sur les clients équipés de Packs ou Cartes PLATINUM mais qui ne répondent plus aux critères de segmentation HDG : cette action servira à détecter les clients susceptibles de monter en gamme et réintégrer le marché

MARCHE DES PROFESSIONNELS - OBJECTIFS ET ENJEUX 2017

OBJECTIFS

- **Crédits Productifs** : Réaliser un additionnel 2017 de +33 MTND
- **Dépôts** : Réaliser un additionnel de 40 MTND
- **Croissance des clients actifs (ou du fonds de commerce)** : Réaliser un objectif de croissance de +23,2% pour atteindre un stock de 15 571 clients en 2017 (+2937 clients)
- **Attrition** : Atteindre un taux d'attrition de 10% en 2017 (vs 15,77% en 2016) soit une réduction de **-5,77 points**
- **Production de clients (Entrées en relation)** : Objectif de 4200 Clients

ENJEUX

Développement de notre portefeuille de clients actifs en intensifiant la prospection sur les professions libérales et les professionnels de la santé.

ACTIONS

La croissance du fonds de commerce et la production des crédits

- Suivi et action de proactivité sur notre portefeuille clients PRO pour plus de satisfaction et fidélisation.
- Mise en place d'un outil de géomarketing (connaissance de l'environnement, ciblage des prospects; ...)
- Mise à disposition des secteurs et des agences des listes prospects cœur de cible,
- Lancement d'actions de prospection pour accompagner les agences : prise de RDV VIA le CRC et opération coup de poing.
- Maîtrise de l'attrition par une animation et une communication régulière des mouvements réalisés par les clients
- Instaurer un comité de prospection au niveau des secteur pour suivre mensuellement les visites prospects et la concrétisation des entrées en relation.
- Refonte KIT PRO avec la création d'un KIT Profession libérale

Développement de la production des crédits

- Révision des autorisations de découvert par carte pour certaines catégories sociales professionnelles.
- Mise en place de la politique de crédits PRO visant l'élargissement de la liste de tirés solvables
- Réduction des délais pour les Crédit auto.
- Révision de la CTC et de l'avance santé.
- Proposition d'une ligne de financement à long terme (max 10 ans) pour nos clients et prospects cœur de cible.

BANCASSURANCE - OBJECTIFS ET ENJEUX 2017

OBJECTIFS

- Accroître le taux de pénétration des produits existants sur le marché des particuliers
- Développer l'offre destinée aux marchés clients HDG et clients Professionnels

ENJEUX

Accélération du rythme de développement dans la bancassurance en capitalisant sur notre large base de clientèle.

ACTIONS

Force de vente

- Sensibilisation de la force de vente à la culture Bancassurance (formation de recyclage)
- Formation CAP'Entreprise (Conseillers clientèle Professionnels et Chargés d'affaires)

Nouveaux produits

- Lancement d'une offre d'assurance vie HDG Cap Epargne Platine
- Lancement d'une offre d'assurance vie Gestion Patrimoniale
- Lancement d'une assurance Rente éducation
- Lancement d'une assurance Multirisques Professionnels
- Lancement d'une assurance homme clé à destination du marché des Professionnels
- Lancement d'une offre d'assurance Incendie PRO
- Lancement d'une offre d'assurance décès en couverture des comptes Epargne classiques

Animation

- Lancement au cours de l'année de challenges Bancassurance

MULTICANAL - OBJECTIFS ET ENJEUX 2017

OBJECTIFS

- Accompagner le développement progressif des usages numériques et répondre au besoin croissant des clients en termes d'autonomie, d'instantanéité et de sécurité

ENJEUX

Poursuite de la transformation de notre dispositif Multicanal par l'amélioration de la performance des canaux existants et le développement de nouveaux canaux

ACTIONS

- Amélioration de la qualité de la relation téléphonique :
 - Mise en place d'une animation dédiée à l'amélioration significative de la prise en charge des appels en agences.
 - Mise en place progressive du débordement des appels téléphoniques vers le CRC UIBCONTACT
- Industrialisation des appels sortants commerciaux (téléprospection et prise de Rdv pour le compte des agences)
- Lancement commercial de l'Application mobile
- Optimisation et enrichissement des fonctionnalités des canaux de Banque à distance : SMS (nouvelles alertes), UIBNet (Evolution de UIBNET vers un nouveau socle technique)
- Amélioration de la disponibilité des GAB et l'enrichissement de leurs fonctionnalités (ex: Transfert cardless...), et poursuite des actions d'animation en lien avec le déport des transactions à faible valeur ajoutée des guichets vers les GABs.

MARCHE DES PME - OBJECTIFS ET ENJEUX 2017

OBJECTIFS

- Croissance des encours de dépôts en TND de **25 MTND**
- Croissance des encours de crédits en TND de **35 MTND**
- 175 entrées en relations nouvelles
- Additionnel de **140 clients** actifs en stock en 2017

ENJEUX

- Renforcer le positionnement de l'UIB sur le marché des PME par un développement ciblé sur les sociétés à fort potentiel de croissance.
- Accompagner la PME dans sa stratégie de développement pour faciliter son passage en ETI puis GE

ACTIONS

Dispositif

- Création des Centres d' Affaires Charguia et Megrine (S1 2017);
- Poursuite du rattachement des relations PME de Sfax au Centre d'affaires et lancement du projet sur Sousse.

Démarche

- Rattachement complet des centres d'affaires au responsable du marché PME
- Fidélisation des clients par une bonne prise en charge , principalement au niveau des Centres d'affaires
- Conquête clients : 175 clients nouveaux en 2017
- Lancement d'un travail de fonds pour la réactivation des clients.

Approche risque

- Maîtrise des irréguliers, anticipation des revues annuelles, notations starweb, ...
- Intensification du recours au dispositif ARIZ/AFD et démarches en vue de la mise en place d'une ligne de financement à long terme BERD

MARCHE DES GRANDES ENTREPRISES - OBJECTIFS ET ENJEUX 2017

OBJECTIFS

- Poursuite du rééquilibrage du business model vers le marché de l'entreprise
- Croissance des encours de dépôts en TND de **115 MTND**
- Croissance des encours de crédits en TND de **230 MTND** / crédits en devises de **52 MTND**
- Additionnel de **140** clients actifs en stock en 2017
- 175 entrées en relations nouvelles
- Amélioration sensible de la rentabilité clients (notamment sur le volet commissions).

ENJEUX

Une optimisation de notre dispositif commercial

ACTIONS

- Création des Centres d' Affaires Chargaia et Megrine (S1 2017);
- Rattachement hiérarchique des centres d'affaires au PEBFI (effectué en janvier 2017).
- **Développement et intensification des démarches GTB :**
 - Développement de flux Trade et commissions de 20% (approche commerciale dynamique des concessionnaires automobiles et poids lourds).
 - Progression de 20% du taux d'équipement UIB BANKING. Développement des produits cash management et intensification de la commercialisation en rapport avec nos objectifs de captation de dépôts et de progression des flux (+25%).
- **Développement du volet BFI :**
 - Crédits extérieurs (en lien avec EXT);
 - Hedging matières premières et commodities (en lien avec CTY),
 - Financements structurés (en lien avec la plateforme de Casablanca);
 - Activités de banque d'investissement et de conseil (plan stratégique).

MARCHE DES GRANDES ENTREPRISES - OBJECTIFS ET ENJEUX 2017

OBJECTIFS

- Rééquilibrage du business model vers le marché de l'entreprise
- Mise en œuvre d'une stratégie de conquête clients résolument tournée vers la prospection
- Maîtrise des risques et des irréguliers en lien avec les nouvelles contraintes baloises
- Améliorer la rentabilité des relations (axe PNB et commissions)

ENJEUX

Une politique de développement commercial ambitieuse allée à une bonne maîtrise des risques.

ACTIONS

- **Amélioration de l'efficacité opérationnelle** dans le traitement des dossiers clients (une recherche constante de l'optimisation des délais dans les séquences de la chaîne de traitement Front-Middle Office-Pôle Risques -Back office) répondant à l'objectif d'une réduction des délais d'octroi de crédit
- **Une priorisation des projets en lien avec l'offre dédiée aux entreprises**
- **Un développement de la synergie**, entre Pôles BDD et Entreprises, inter-filiales SG... concourant à l'objectif de valoriser notre fonds de commerce et notre réseau;
- **Risques défauts et déclassements :**
 - Atteindre un niveau supérieur à 90% pour les engagements supérieurs à 1KTND avec une autorisation valide ou échue depuis moins de 3 mois (vs 84% au 31 12 2016).
 - Dépasser un niveau de 85% de notations valides ou proposées sur les engagements sains (82% en 2016), réduire le taux d'engagements irréguliers au dessous de 20% (vs 32% en 2016);
 - Atteindre un taux de déclassement de 1% (contre 1.7% en 2016).
- **Mise en place d'un programme continu de perfectionnement technique et de développement des compétences comportementales** (projet Cap Afrique notamment)
- **Introduction d'un dispositif d'incitation valorisant la régularité dans la performance et un développement durable de nos positions sur l'activité corporate.**

MARCHE DES GRANDES ENTREPRISES - OBJECTIFS ET ENJEUX 2017

2017 : Poursuite du rééquilibrage sur l'entreprise et développement d'une dynamique commerciale sur la BFI

OBJECTIFS COMMERCIAUX 2017

La poursuite et l'accélération du rééquilibrage du business model de l'UIB vers le Corporate.

	Additionnels 2017/2016
Objectifs Engagements bilanciels	+317 MTND
Objectifs Engagements par Signature	+75 MTND
Objectifs dépôts	+192 MTND
Objectifs rentabilité activité change	+ 3,4 MTND

AXES DE DÉVELOPPEMENT POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS

Engagements bilanciels

- Poursuite du développement de la base clientèle avec un accent sur la prospection
- Dynamisation des clients inactifs
- Formalisation et développement des synergies : Non Retail et Retail, intra groupe via le réseau international du groupe SG (notamment en Afrique) afin d'accompagner le développement des sociétés tunisiennes à l'étranger
- Intensification du recours au dispositif ARIZ de l'AFD (notamment en matière d'Entreprises de Tailles intermédiaires et PME)
- Poursuivre le développement dynamique des financements à destination des Institutions de Microcrédit

Engagements par signature (Activité Trade)

- Capitaliser sur l'intégration de l'UIB à la ligne métier mondiale TRADE du groupe :
 - Favoriser les synergies
 - Accroître la prospection sur entreprises exportatrices / importatrices
 - Démarches vis-à-vis des concessionnaires automobiles et poids lourds.
- Intensification du taux d'équipement de notre clientèle en outils cashmanagement avec une utilisation majoritaire du transactionnel.

Dépôts

- Poursuite de la politique de maîtrise des coûts des dépôts en privilégiant les dépôts à vue par le développement des flux domestiques et internationaux
- Renforcement du positionnement de l'UIB sur le marché des entreprises par un développement ciblé sur les entreprises multinationales y compris les sociétés non résidentes.
- Développement de la distribution de financements (produit d'appels). Cette distribution procurant des flux créditeurs et potentiellement des dépôts.

Développement de l'offre produits / services

Optimiser des capacités en termes de cashmanagement par :

- L'amélioration de la qualité de services fournis aux clients
- Accentuer le taux d'équipement et le taux de dématérialisation des opérations.
- Enrichir l'offre monétaire.

Banque de financement et d'investissement

- Concrétisation des opérations BFI en synergie avec la banque d'investissement et de financement de la Société Générale et la plateforme des financements structurés de Casablanca.
- Custody : Intégration de nouveaux clients et au portefeuille actuel.
- Développement de l'activité change en lien avec l'activité TRADE (accompagnement des commerciaux par les experts métiers Trade, Change) et en lien avec le rôle de teneur de marché de la salle des marchés de UIB.

Maitrise des risques

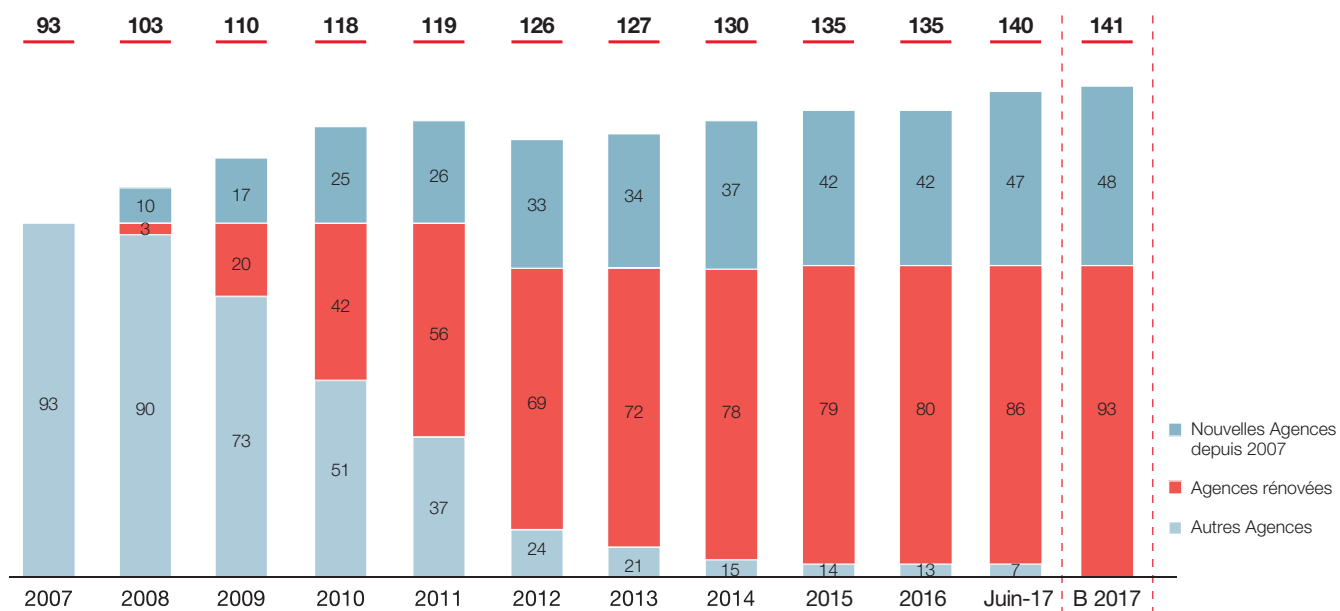
- Poursuite du processus de maîtrise des risques (traitement des dossiers et notations échus)
- Finalisation de l'enrichissement des dossiers KYC de la clientèle corporate et renforcement continu des contrôles de surveillance permanente sur l'activité corporate et BFI

Amélioration continue de la rentabilité des relations (Axe PNB)

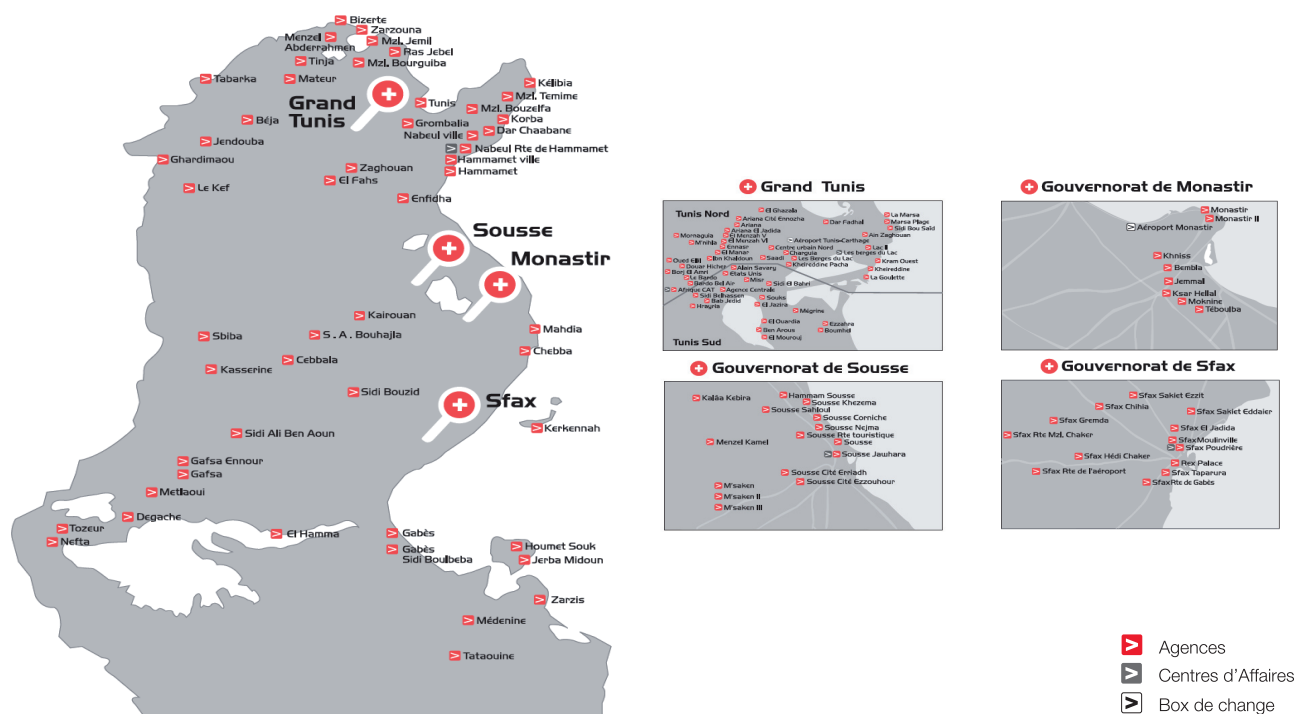
C.3 EVOLUTION DU RÉSEAU

UNE STRATÉGIE D'EXTENSION ET DE MODERNISATION DU RÉSEAU

Un réseau modernisé et en croissance de **+50%** depuis 2007 avec 5 nouvelles ouvertures sur le S1-2017 permettant d'atteindre un réseau de **140 agences** en juin 2017 et la programmation des travaux de rénovation des 7 agences restantes du réseau au cours du S2-2017.



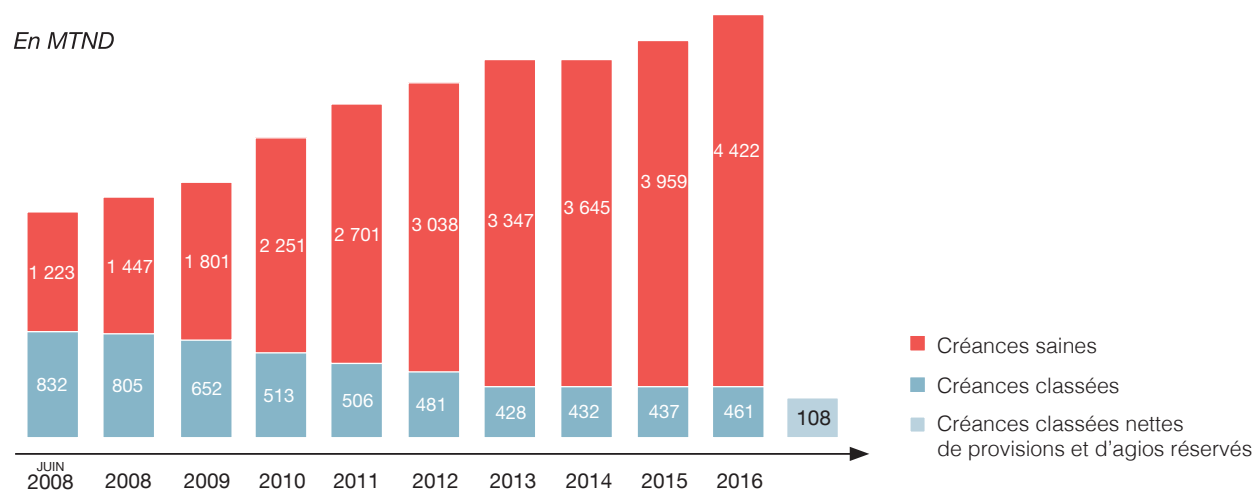
RÉSEAU UIB OUVERTURES / RÉNOVATIONS 2017



C.4 SITUATION DU PORTEFEUILLE AU 31/12/2016

STRUCTURE DU PORTEFEUILLE

Les engagements sains (yc les engagements hors bilan) sont passés de 1 223 MTND en juin 2008 à **4 422 MTND** en 2016 soit un taux de croissance annuel moyen de **16,3%**.



STRUCTURE DU PORTEFEUILLE PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

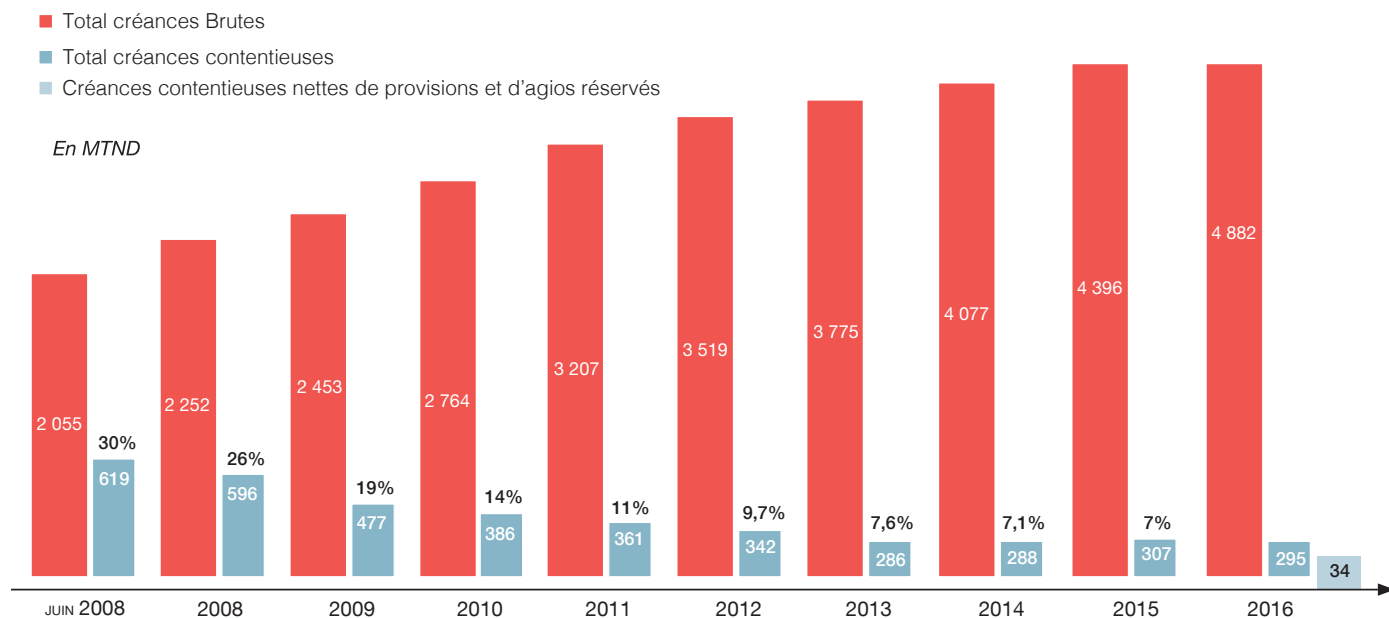
L'agriculture, le tourisme et la promotion immobilière représentent **3%** des engagements globaux de la banque (yc les engagements hors bilan)

En MTND

	Sains	Douteux	Total	Structure en %
I-Clientèle				
1-Professionnels	1 907	353	2 261	46,3%
Agriculture	55	9	64	1,3%
Industrie	990	204	1 193	24,4%
<i>Industrie manufacturière</i>	875	147	1 022	20,9%
<i>BTP</i>	51	42	93	1,9%
<i>Autres industries</i>	63	15	78	1,6%
Promotion Immobilière	6	21	27	0,6%
Tourisme	27	24	52	1,1%
Commerce	568	58	626	12,8%
Transport et communication	137	5	142	2,9%
Autres services	124	32	156	3,2%
2-Particuliers	2 512	108	2 620	53,7%
<i>Logement</i>	729	24	754	15,4%
<i>Consommation</i>	1 706	52	1 758	36,0%
<i>Autres</i>	77	31	108	2,2%
II-Etablissements bancaires et financiers	2	0	2	0,0%
TOTAL GÉNÉRAL	4 422	461	4 882	100,0%

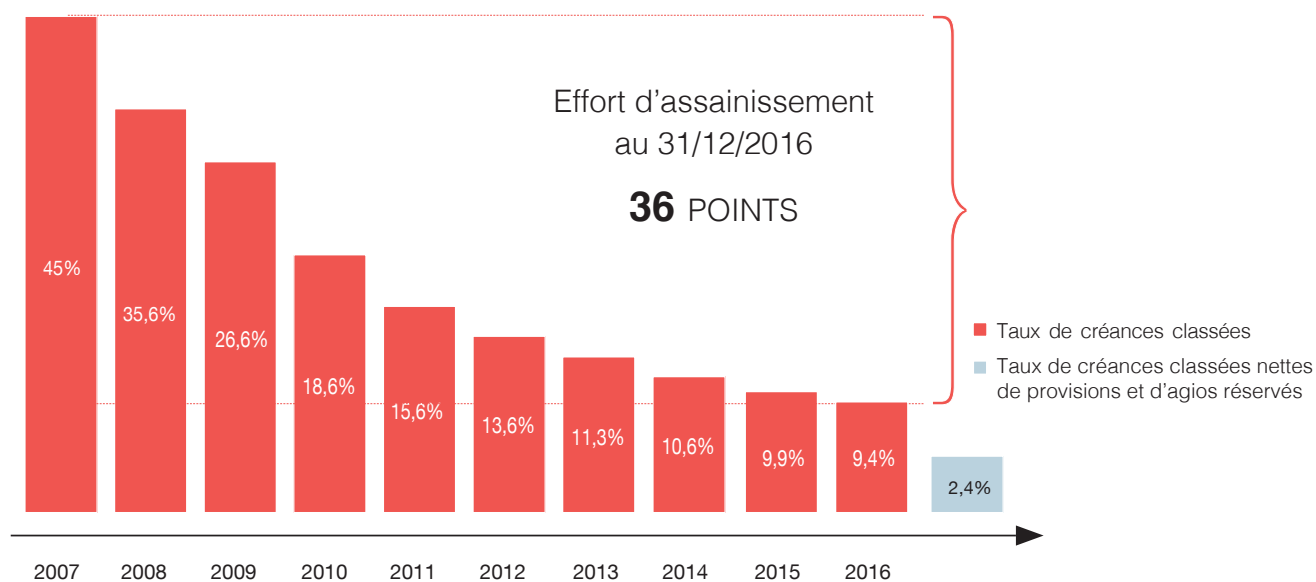
STRUCTURE DU PORTEFEUILLE CONTENTIEUX

- Les engagements en contentieux nets de provisions et d'agios réservés totalisent un montant de 34 MTND vs 260 MTND à fin 2007
- Les engagements en contentieux (bruts) sont passés est de 619 MTND en Juin 2008 (30% des engagements globaux) à **295 MTND** à fin 2016 (6% des engagements globaux).



TAUX DE CRÉANCES CLASSÉES

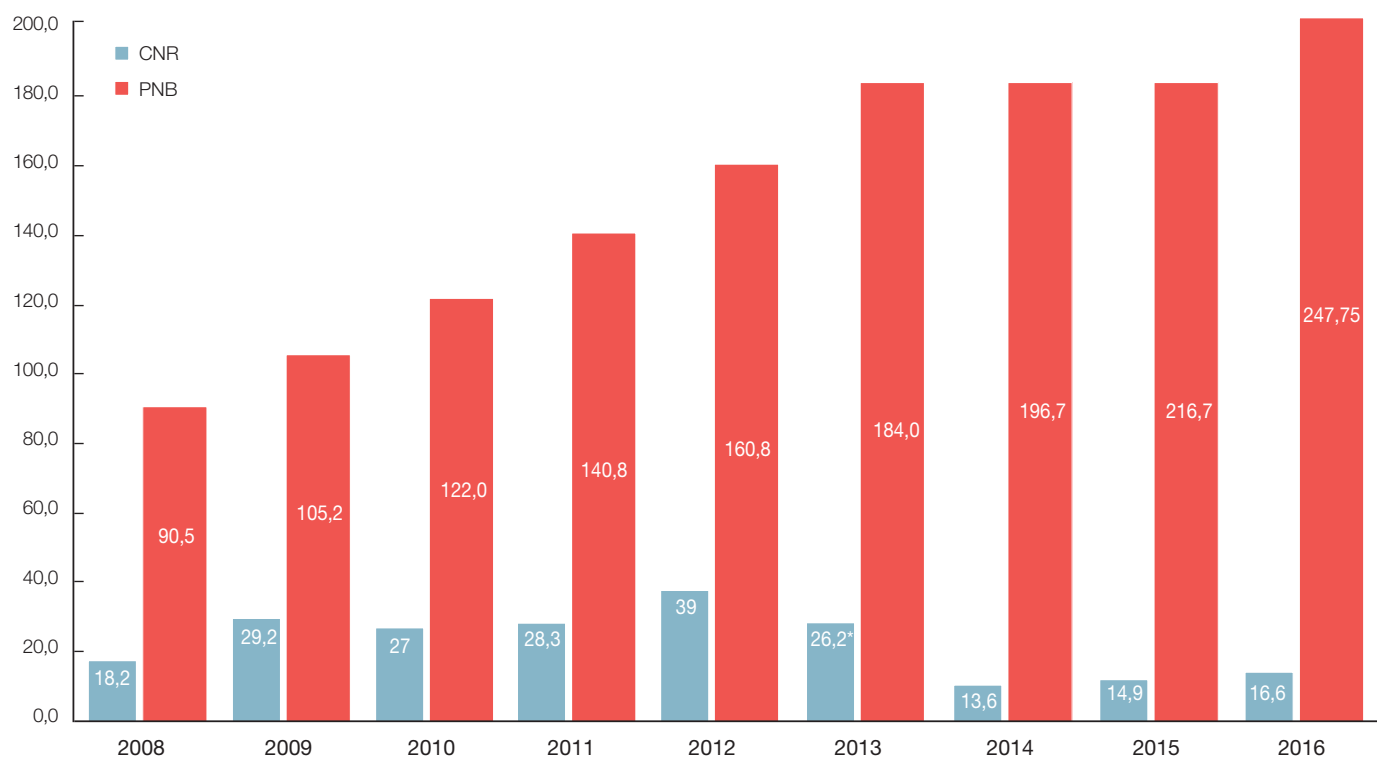
Le taux des créances classées (yc les engagements hors bilan) est passé de 45% en 2007 à **9.4%** en 2016 grâce à un traitement dynamique (recouvrement, cessions...)



COÛT NET DU RISQUE

Le CNR* consomme **6,7%** du PNB en 2016.

En MTND

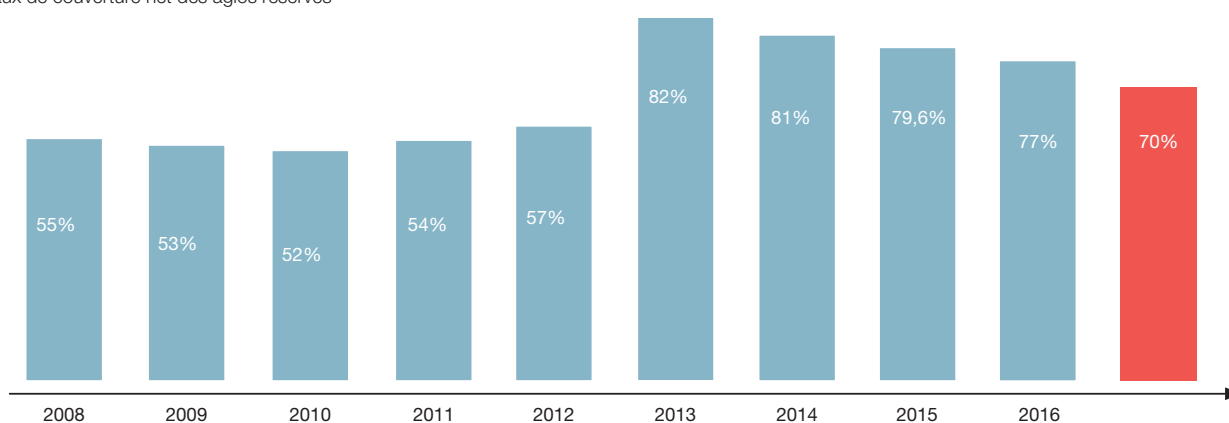


* CNR de Contrepartie compte non tenu des provisions à caractère général prévues par la circulaire BCT 2012-20 ainsi que la décote des garanties prévue par la circulaire BCT 2013-21.

RATIOS DE COUVERTURE

Le ratio de couverture atteint **77%** en 2016 (70% nets des agios réservés).

Taux de couverture net des agios réservés



C.5 RÉSULTATS FINANCIERS AU 31/12/2016

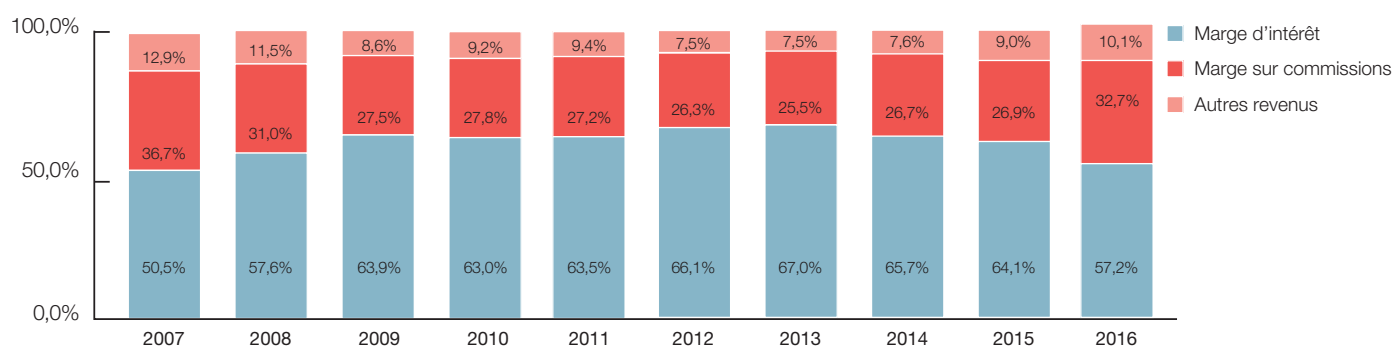
DES INDICATEURS DE GESTION ET DES RÉSULTATS BIEN ORIENTÉS

- **247,8 MTND** de PNB à fin 2016, soit un taux de croissance de **+ 14,3 %** vs 2015
- **375 MTND** de Produits d'Exploitation Bancaire, soit un taux de croissance de **+11%** vs 2015
- **24,1 MTND** de charges générales d'exploitation, soit un taux de croissance de +7.9 % vs 2015 expliqué notamment par la tendance haussière des frais de maintenance des infrastructures informatiques.
- **87.7 MTND** de frais de personnel, soit un taux de croissance de **+11.3 %** vs 2015 sous l'effet notamment des augmentations salariales conventionnelles et non conventionnelles et de l'impact des dispositifs d'incitation liés aux performances de la banque.

PROFIL DU PNB

Une croissance notable de la part des commissions dans le PNB en 2016

En MTND	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	Δ16 15	Δ07 16
Marge d'intérêt	34,4	52,1	67,2	76,9	89,4	106,4	123,3	129,3	138,9	141,6	1,9%	17,0%
Marge sur commissions	25,0	28,0	29,0	34,0	38,2	42,3	46,9	52,5	58,3	81,0	39,1%	14,0%
Autres revenus	8,8	10,4	9,0	11,2	13,2	12,1	13,7	14,9	19,5	25,1	28,9%	12,4%
PNB	68,1	90,5	105,2	122	140,8	160,8	184	196,7	216,7	247,8	14,3%	15,4%



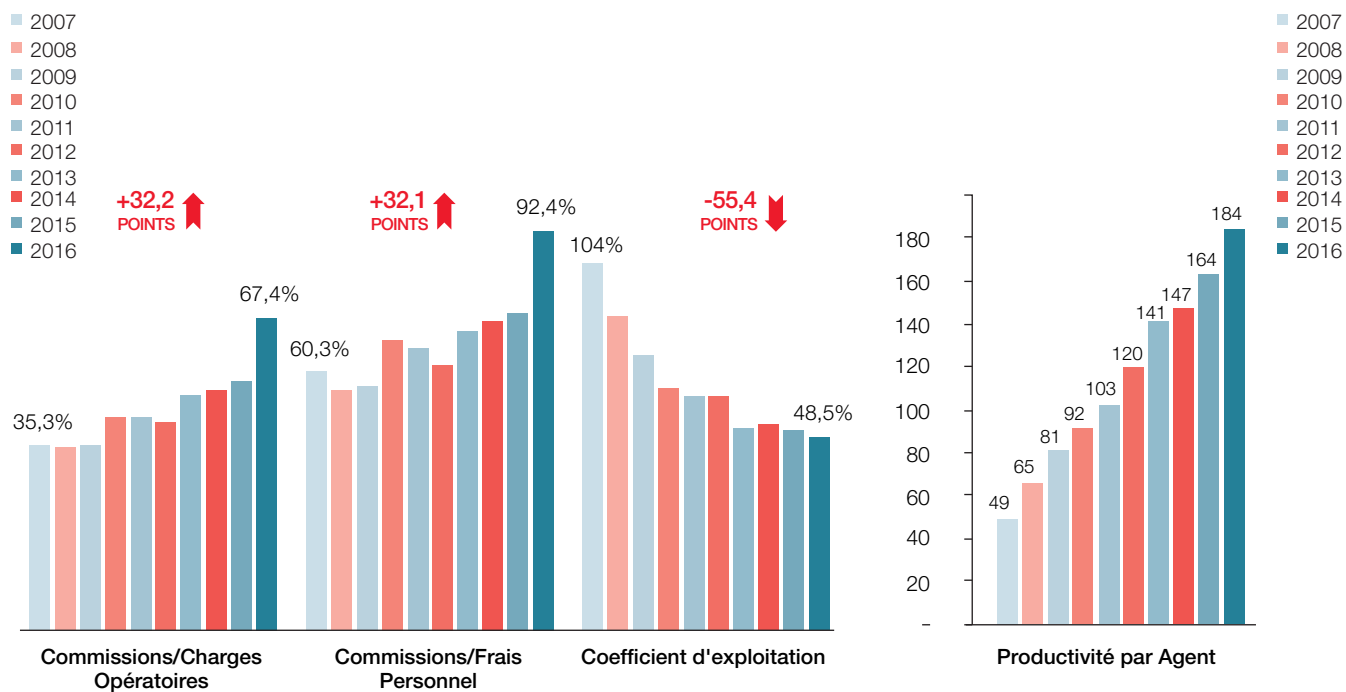
RATIOS DE GESTION

Des charges d'exploitation maîtrisées évoluant à un rythme inférieur à celui du PNB, malgré un effort soutenu en matière d'extension et de modernisation du Réseau, ce qui a permis de ramener le **coefficient d'exploitation** à **48,5%** au 31/12/2016 contre 104% au 31/12/2007.

La progression des commissions en 2016 a permis d'atteindre un **ratio commissions nettes/charges opératoires** de 35,3% en 2007 à **67,4%** en 2016 et un **ratio commissions nettes/frais de personnel** de 60,3% en 2007 à **92,4%** en 2016.

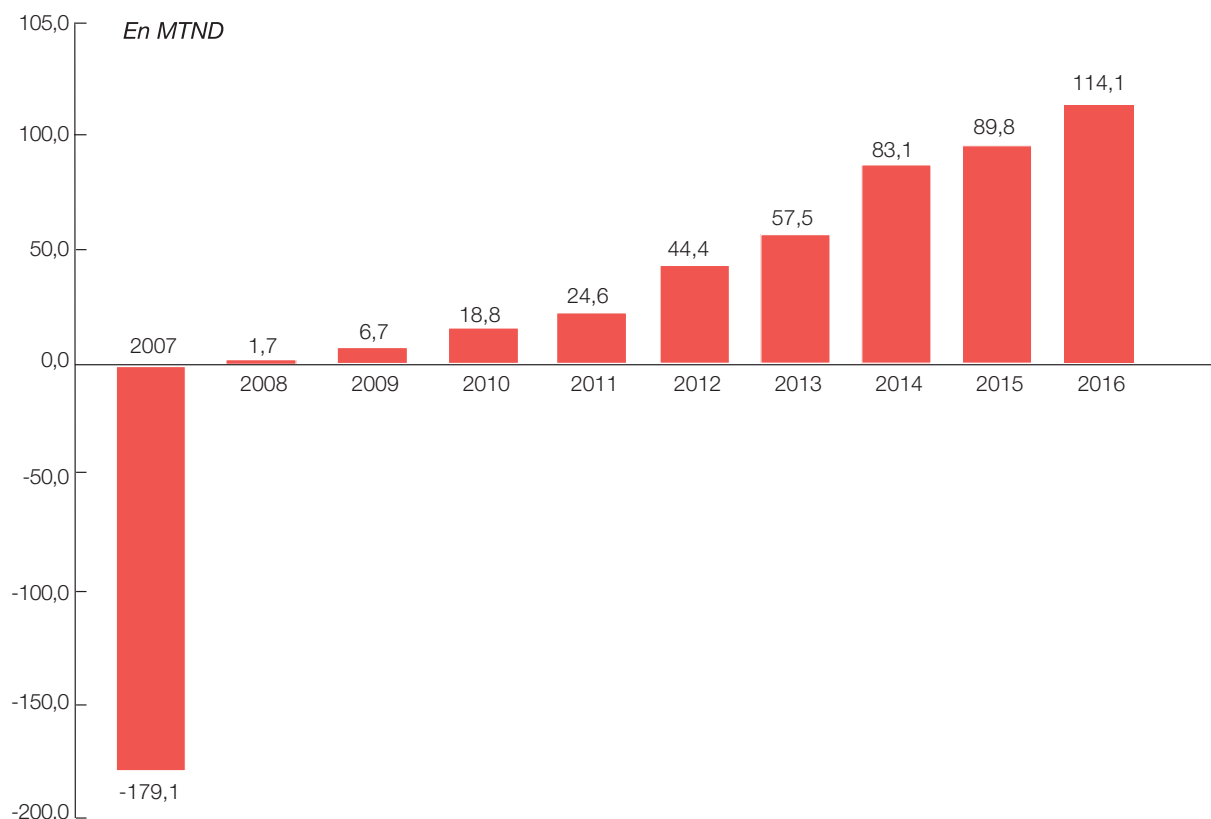
La **productivité par agent** a été multipliée par 3.75 fois en passant de de 49 KTND en 2007 à **184 KTND** en 2016.

1 | RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION À L'AGO RELATIF À LA GESTION DE L'UIB



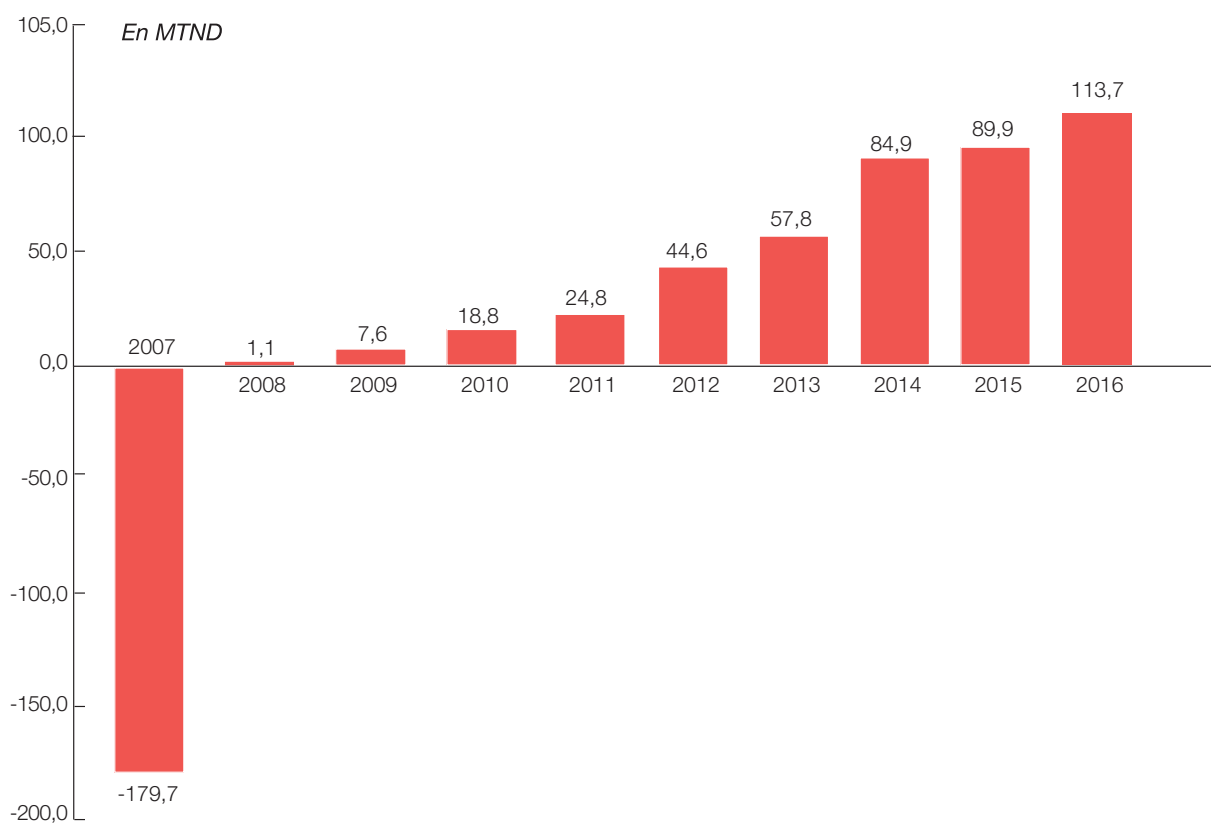
| RÉSULTAT D'EXPLOITATION

Un résultat d'Exploitation de **114,1 MTND** en 2016 vs 89,8 en 2015 (soit un taux de croissance de **27%**)



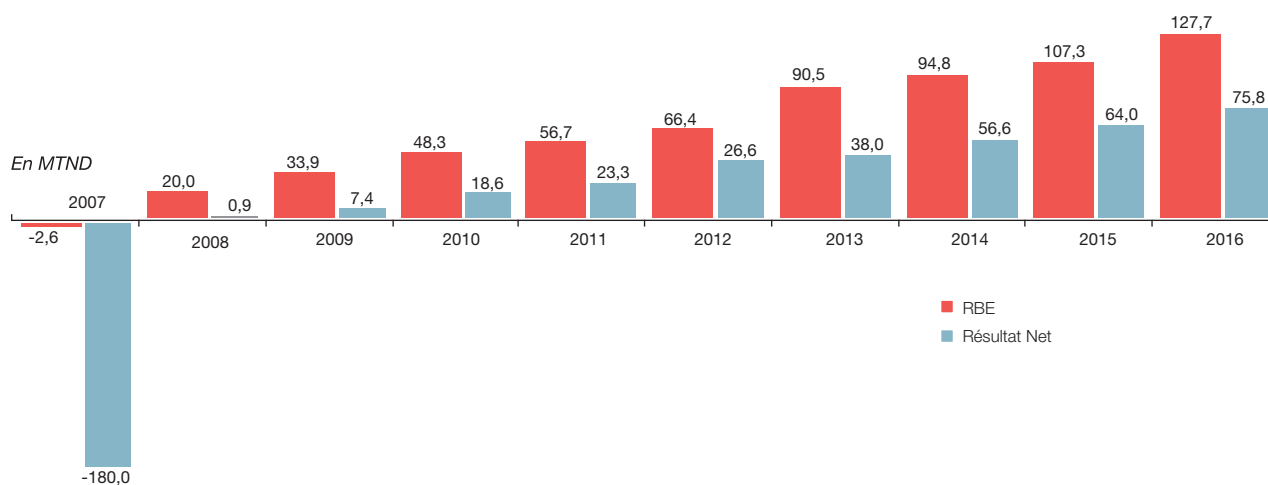
RÉSULTAT AVANT IMPÔT

Un résultat avant impôt de **113,7 MTND** en 2016 vs 89,9 en 2015 (soit un taux de croissance de **26,4%**)



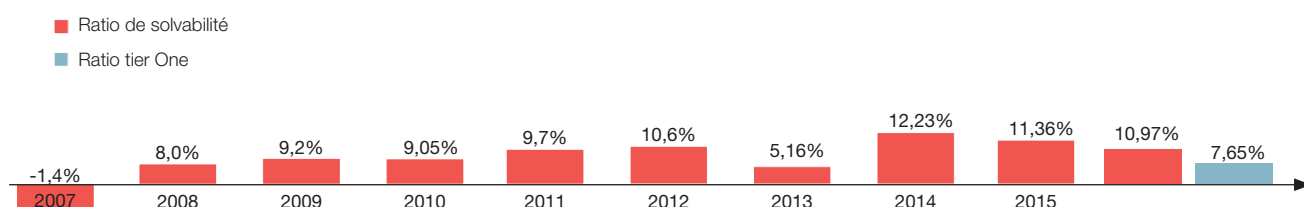
RÉSULTAT NET

75.8 MTND de résultat net au titre de l'exercice 2016, en tenant compte d'un impôt sur les sociétés de 38 MTND dont 7,9 MTND sous forme de contribution exceptionnelle prévue par la loi de finance 2017.

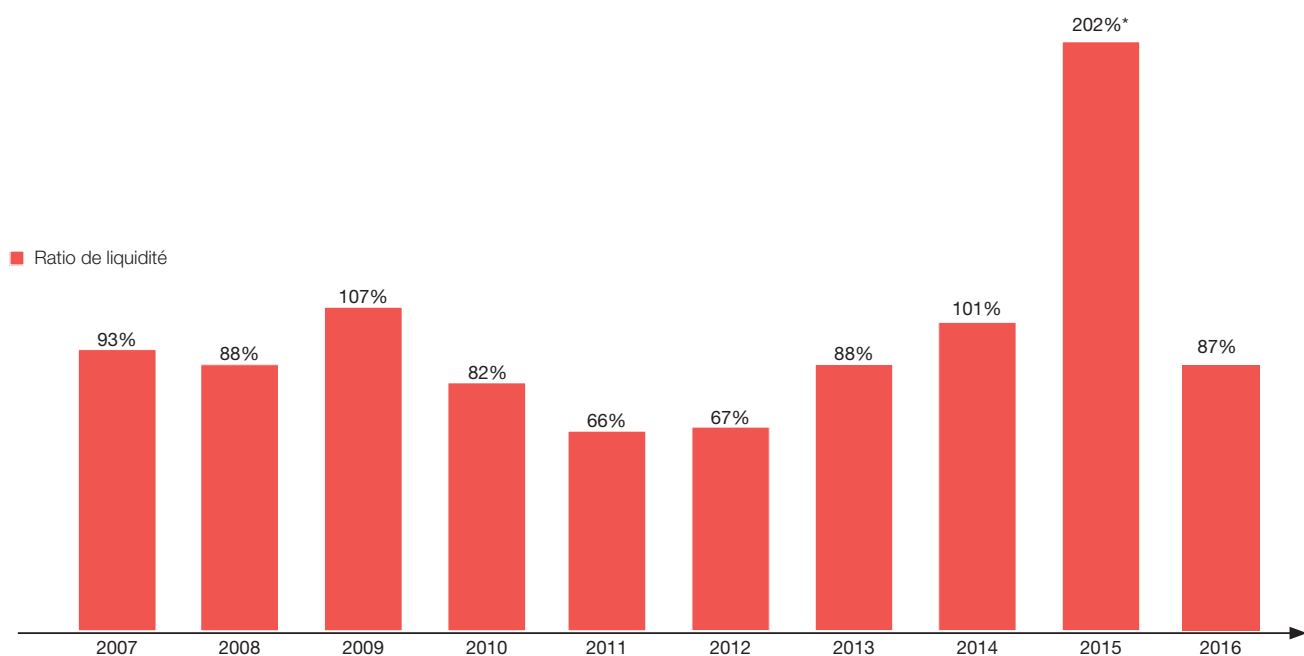


RATIOS PRUDENTIELS

Les fonds propres nets de l'UIB sont de 501 675 KTND (y compris les fonds propres complémentaires). En tenant compte des risques encourus totalisant 4 572 266 KTND à fin 2016 (dont 413 220 KTND risque opérationnel*), le ratio de solvabilité est de **10,97%** (le ratio est de 12,06% si l'on ne tient pas compte de l'impact des risques encourus en lien avec le risque opérationnel*); le ratio Tier one étant de **7,65%**.



Un ratio de liquidité de **87%** (vs un ratio minimum exigé par la BCT de 80% au titre de 2017)



- Ratio LCR : Première application de la circulaire BCT N°2014-14 le 31 décembre 2014.
- La baisse du ratio vs 2015 (202%) s'explique notamment par un développement plus soutenu des crédits que celui des dépôts. Le ratio reste toutefois conforme aux exigences réglementaires prévues par la BCT.

* Circulaire BCT 2016-03

BILAN ARRÊTÉ AU 31 DÉCEMBRE 2016

(UNITÉ : EN MILLIERS DE DINARS)

ACTIF	31 12 2016	31 12 2015
AC 1- Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT	210 328	62 742
AC 2- Créances sur les établissements bancaires et financiers	49 590	153 200
AC 3- Créances sur la clientèle	4 130 691	3 725 437
AC 4- Portefeuille - titres commercial	29 740	-
AC 5- Portefeuille d'investissement	155 260	114 971
AC 6- Valeurs immobilisées	41 128	42 199
AC 7- Autres actifs	44 123	42 385
TOTAL ACTIFS	4 660 860	4 140 934
PASSIF		
PA 2- Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers	147 312	3 495
PA 3- Dépôts et avoirs de la clientèle	3 661 340	3 402 262
PA 4- Emprunts et ressources spéciales	329 449	320 914
PA 5- Autres passifs	151 175	99 634
TOTAL PASSIFS	4 289 276	3 826 305
CAPITAUX PROPRES		
CP 1- Capital	172 800	172 800
CP 2- Réserves	122 982	77 789
CP 5- Résultats reportés	4	2
CP 6- Résultat de l'exercice	75 798	64 038
TOTAL CAPITAUX PROPRES	371 584	314 629
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	4 660 860	4 140 934

ÉTAT DES ENGAGEMENTS HORS BILAN ARRÊTÉ AU 31 DÉCEMBRE 2016

(UNITÉ : EN MILLIERS DE DINARS)

PASSIFS ÉVENTUELS	31 12 2016	31 12 2015
HB 1- Cautions, avals et autres garanties données	592 913	499 161
HB 2- Crédits documentaires	211 460	114 210
TOTAL DES PASSIFS ÉVENTUELS	804 373	613 371
ENGAGEMENTS DONNÉS		
HB 4-Engagements de financements donnés	141 886	72 066
TOTAL DES ENGAGEMENTS DONNÉS	141 886	72 066
ENGAGEMENTS REÇUS		
HB 7- Garanties reçues	756 437	643 145
TOTAL DES ENGAGEMENTS REÇUS	756 437	643 145

ÉTAT DE RÉSULTAT PÉRIODE DU 1^{ER} JANVIER 2016 AU 31 DÉCEMBRE 2016

(UNITÉ : EN MILLIERS DE DINARS)

PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	31 12 2016	31 12 2015
PR 1- Intérêts et revenus assimilés	265 099	255 901
PR 2- Commissions perçues	84 656	62 221
PR 3- Gains sur portefeuille titres commercial et opérations financières	16 012	11 397
PR 4- Revenus du portefeuille d'investissement	9 070	8 067
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	374 837	337 586
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE		
CH 1- Intérêts courus et charges assimilées	-123 472	-116 960
CH 2- Commissions encourues	-3 615	-3 942
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	-127 087	-120 902
PRODUIT NET BANCAIRE	247 750	216 684
PR 5/CH 4 - Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances, hors bilan et passif	-13 328	-16 755
PR 6/CH 5- Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement	-316	-724
PR 7- Autres produits d'exploitation	113	113
CH 6- Frais de personnel	-87 688	-78 795
CH 7- Charges générales d'exploitation	-24 050	-22 283
CH 8- Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations	-8 428	-8 399
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	114 053	89 841
PR 8/CH 9 - Solde en gain / perte provenant des autres éléments ordinaires	-389	57
CH 11- Impôt sur les bénéfices	-30 000	-25 869
PR9/CH10 - Solde en gain / perte provenant des autres éléments extraordinaires	-7 866	9
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	75 798	64 038
RESULTAT APRES MODIFICATIONS COMPTABLES	75 798	64 038
RÉSULTAT PAR ACTION (EN DT)	2,193	1,853

ÉTAT DE FLUX DE TRÉSORERIE PÉRIODE DU 1^{ER} JANVIER 2016 AU 31 DÉCEMBRE 2016
(UNITÉ : EN MILLIERS DE DINARS)

FLUX D'EXPLOITATION	31 12 2016	31 12 2015
Produits d'exploitation encaissés	364 753	330 339
Charges d'exploitation décaissées	-128 430	-118 461
Dépôts / retrait de dépôts des autres établissements financiers	-	-
Prêts, Avances / Remboursement prêts et avances accordés à la clientèle	-425 578	-302 401
Dépôts/ retrait de dépôts de la clientèle	259 302	248 433
Titres de placement / Titres de transaction	-29 740	-
Sommes versées au personnel et créditeurs divers	-81 984	-101 497
Autres flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	14 265	-816
Impôts sur les bénéfices	-15 390	-36 198
FLUX DE TRÉSORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION	-42 802	19 399
FLUX D'INVESTISSEMENT		
Intérêts et dividendes encaissés sur portefeuille d'investissement	8 622	8 669
Acquisition / Cession sur portefeuille d'investissement	-40 151	-2 781
Acquisition / Cession sur immobilisations	-15 999	-9 723
FLUX DE TRÉSORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT	-47 528	-3 835
FLUX DE FINANCEMENT		
Emission/Remboursement d'Emprunts	10 398	19 540
Augmentation/Diminution des ressources spéciales	-841	-4 125
Dividendes versés	-19008	17 280
Encaissement suite à l'émission d'actions	-	-
FLUX DE TRÉSORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT	-9 451	-1 865
Variation des liquidités et équivalents de liquidités au cours de l'exercice	-99 781	13 699
Liquidités et équivalents de liquidités début de l'exercice	212 621	198 922
LIQUIDITÉS ET ÉQUIVALENTS DE LIQUIDITÉS FIN DE L'EXERCICE	112 840	212 621

C.6 RÉSULTATS FINANCIERS AU 31/12/2016 DES AUTRES ENTITÉS DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION DE L'UIB

PARTICIPATIONS SIGNIFICATIVES DE L'UIB

INTERNATIONAL SICAR - IS		INTERMEDIAIRE EN BOURSE		INTERNATIONAL DE RECouvreMENT DE CREANCES	
IS		UIB FINANCE		IRC	
UIB	34%	UIB	99,92%	UIB	99,97%
ABS	20%				
AIL	13%				
ETS SLAMA	7,5%				
Divers	25,5%	Divers	0,08%	Divers	0,03%

RÉSULTATS FINANCIERS DES FILIALES

ENTITÉ	IS		UIB FINANCE		IRC	
	2015	2016	2015	2016	2015	2016
<i>EN KTND</i>						
Produits d'exploitation	393	422	186	288	2 070	2 001
Charges d'exploitation	-481	-846	-326	-349	-609	-622
Dotations / reprises nettes aux provisions	87	-264	-	-	-31	-16
Résultat d'exploitation	-88	-424	-140	-61	1 461	1 379
Produits financiers / Placements	150	154	12	2	183	150
Résultat net	61	-286	-124	-62	1 103	877
Capitaux Propres (Avant Affectation)	5 003	4 717	504	1 103	2 252	1 989
TOTAL BILAN	33 499	34 258	1 167	1 947	3 942	2 433

C.7 LE TITRE EN BOURSE

TITRE UIB : INDICATEURS BOURSIERS

L'UIB est la **5^{ème}** capitalisation boursière du secteur bancaire en Tunisie avec un PER de **8,66** et un P/B de **1,77** vs respectivement 12,2 et 1.56 pour le secteur
 Un titre qui évolue de **+15,7%** en 2016 (vs 10,7% pour le secteur bancaire)

	Résultat par Action	Capitalisation Boursière	PER	P/B
05 Mai 2017	2,193 TND*	656 640 KTND	8,66	1,77

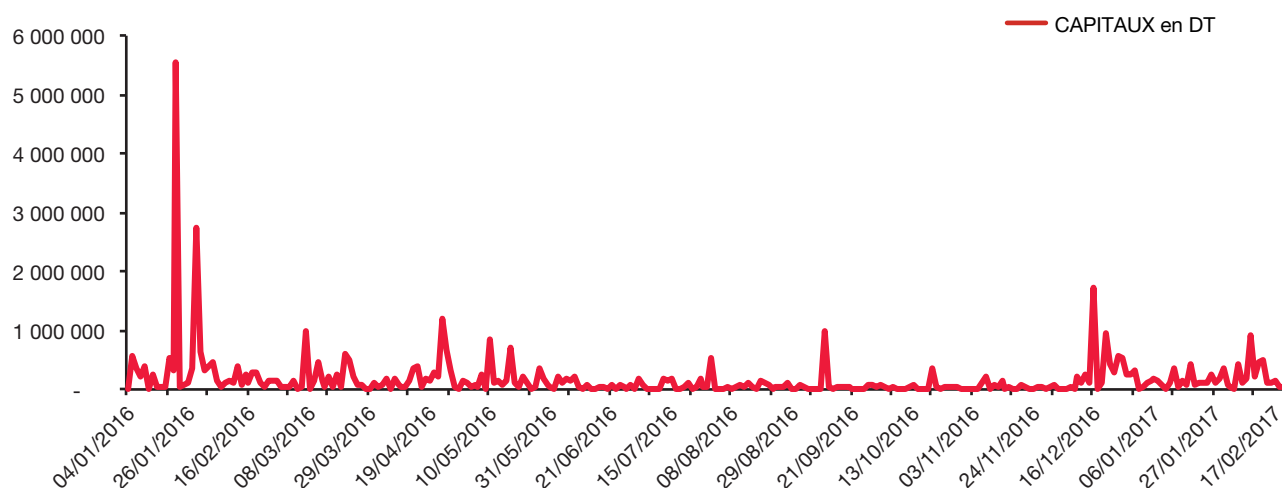
	2014	2015	2016	05/05/2017	Δ15 14	Δ16 15	Δ Mai17/ Dec16
Action UIB	14,7	15,9	18,39	19,00	8,2%	15,7%	3,3%
Tunindex	5 108	5 042	5 489	5 715	-1,3%	8,9%	3,9%
Indice Banques	3 115	3 178	3 517	3 643	2,0%	10,7%	3,6%

Avis Tunisie Valeurs – Janvier 2017 : « Autre valeur du trio gagnant du secteur privé. Le titre connaît un retour massif des investisseurs après l'opération de recapitalisation de 2014. L'assainissement finalisé, la filiale du groupe Société Générale, figure aujourd'hui parmi les banques les plus saines et les plus rentables de la place. Sans compter le retour aux dividendes qui a donné un nouveau souffle au titre sur le marché. Les niveaux de valorisation son attractifs ».

*Le résultat par action ainsi déterminé en 2016 correspond à la fois au résultat de base par action et au résultat dilué par action, tels que définis par les normes comptables. Il est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actions ordinaires et aux certificats d'investissement par le nombre moyen pondéré d'actions et de certificats d'investissement en circulation au cours de l'exercice.

CAPITAUX ÉCHANGÉS DEPUIS LE 4 JANVIER 2016

Evolution du volume des échanges sur le titre UIB de +75,6% en 2016 (43,2 MTND en 2016 vs 24,6 MTND en 2015)
La liquidité du titre UIB est de 16% en 2016 vs 10,2% en 2015



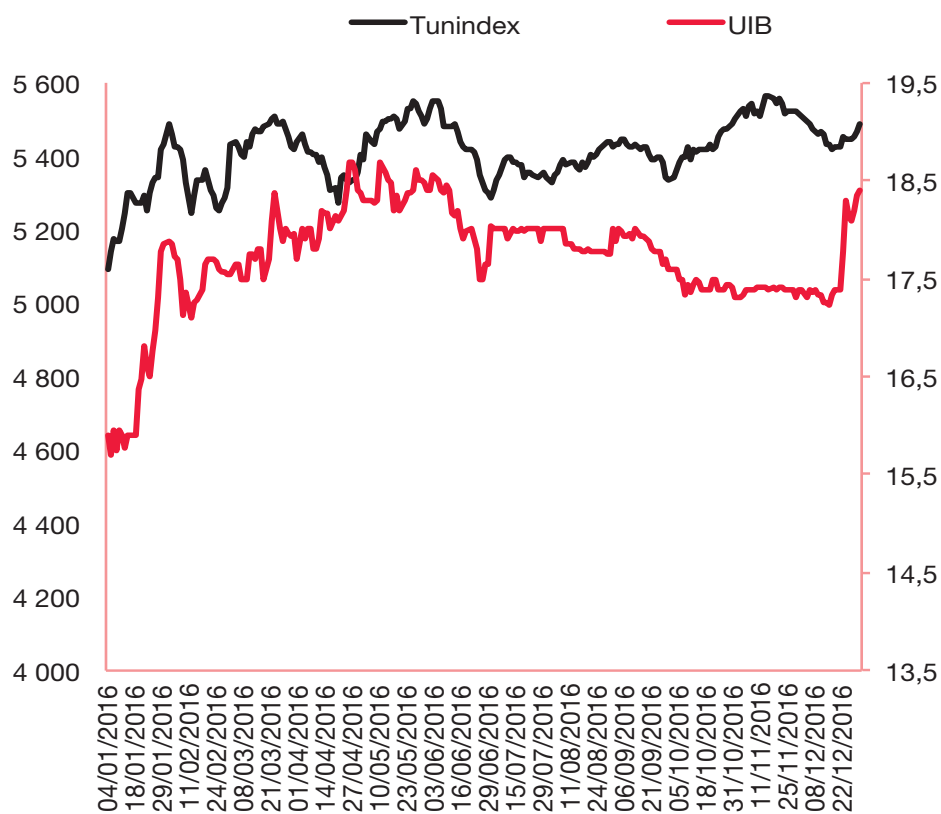
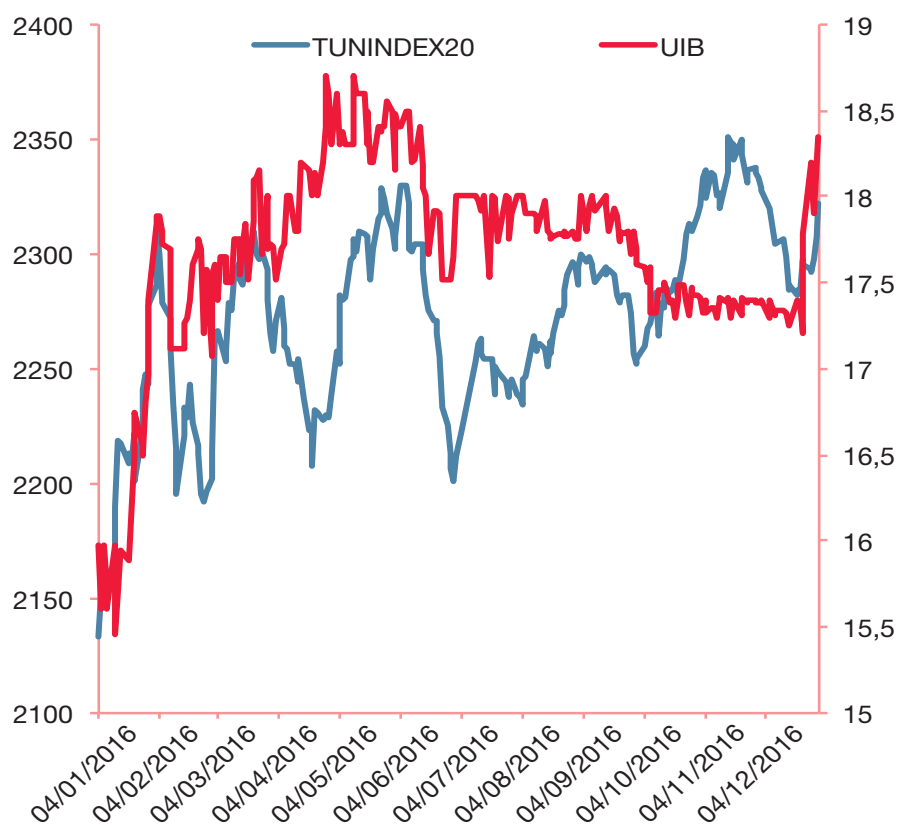
- Pour la semaine du 18 Janvier (pic journée du 21 janvier) ainsi que celle du 25 Janvier (pic journée du 28 janvier), le titre UIB a réalisé le plus fort volume du Marché avec respectivement 6 507 KTD et 3 911 kDT. Cette hausse du volume s'explique par la publication d'indicateurs financiers bien orientés au 31/12/2015.

- Pour la journée du 16 décembre 2016, le volume affiché est de 1 740 kTD. Cette hausse est due à une transaction de bloc de 100 002 actions à un prix de 17,110 TND pour un montant total de 1 711 KTD.

- Une transaction de bloc a eu lieu le 7 Mars 2016 portant sur un nombre de 44 200 actions.

1 | RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION À L'AGO RELATIF À LA GESTION DE L'UIB

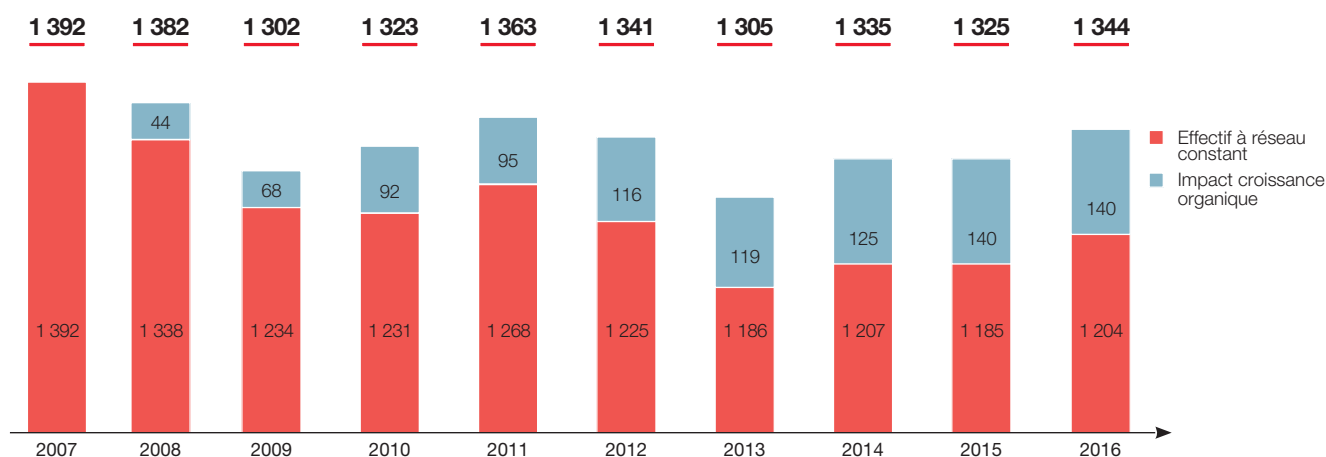
Un titre qui a évolué de **+15,7%** en 2016 (vs 10,7% pour le secteur bancaire et 8,9% pour le Tunindex et 9,87% pour le Tunindex 20)



D. RESSOURCES HUMAINES

OPTIMISATION CONTINUE

Un effectif-à réseau constant- de **1 201** collaborateurs en 2016 vs 1392 collaborateurs à fin 2007. Sans compter le déploiement de 123 ressources pour de nouveaux métiers et activités créés depuis 2008



RENFORCEMENT DU CAPITAL HUMAIN AVEC UN NOMBRE DES DIPLÔMÉS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DE 775

	Effectif en Nb	%
Femmes	733	54,5%
Hommes	611	45,5%
TOTAL	1 344	100%
Dont Cadres Supérieurs et Cadres (*)	1 169	

* Dont 775 diplômés de l'Enseignement Supérieur.

- L'âge moyen est de **41 ans** et **47%** des collaborateurs ont moins de 40 ans
- Le taux d'encadrement est de **87%**
- Les 775 diplômés de l'enseignement supérieur représentent 66,3% du personnel d'encadrement et de direction et **58%** de l'effectif global.
- Le pourcentage des femmes dans l'effectif global (**54.5%**) est nettement supérieur à la moyenne du secteur qui est de 38.2% en 2015.
- Le pourcentage des femmes dans le personnel d'encadrement est de **57%**
- Une présence accrue des profils techniques avec notamment **45** ingénieurs à fin 2016 vs 17 ingénieurs à fin 2007
- Un recrutement ciblé via des partenariats avec l'école polytechnique de Tunis, ISG, IHEC et plus récemment avec l'Université Paris Dauphine à Tunis.

UN DISPOSITIF DE FORMATION AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL ET DU DÉVELOPPEMENT PERSONNEL

Activité	2015				2016			
	Nbre de participants	%	Volume Horaire	%	Nbre de participants	%	Volume Horaire	%
Formation Intra Entreprise	1 283	90,28%	20 388	83,85%	1 672	92,32%	30 695	86,84%
Formation Inter Entreprise	65	4,58%	1 240	5,10%	73	4,03%	1 248	3,53%
Formation diplômante	5	0,35%	503	2,07%	2	0,11%	469	1,33%
Formation à l'étranger	68	4,79%	2 184	8,98%	64	3,53%	2 936	8,31%
TOTAL	1 420	100%	24 315	100%	1 811	100%	35 348	100%

En termes de formation, l'année **2016** a été marquée par un effort accru au niveau de l'ancrage des compétences métiers à travers les différents parcours et cursus métiers dispensés. Cette année a aussi vu se confirmer la tendance vers le développement des formations comportementales (gestion du temps et du stress, prise de parole en public...) et managériales ainsi que des formations en langues.

E. SYNTHÈSE DES TRAVAUX DES COMITÉS RATTACHÉS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION ET ÉLÉMENTS SUR LE CONTRÔLE INTERNE

E.1 COMITÉ EXÉCUTIF DE CRÉDIT

Le Comité Exécutif de crédit s'est réuni 6 fois en 2016 et ses travaux ont porté principalement sur les points ci-après :

- Analyse de l'évolution du portefeuille de crédits de la banque retail et non retail
- Suivi et évolution des grands risques
- Suivi de la concentration individuelle et par secteur d'activité
- Suivi des engagements irréguliers
- Suivi des principaux risques sensibles
- Suivi des engagements en défaut
- Suivi des dossiers valides
- Suivi de la notation des contreparties
- Suivi des provisions pour risque de contrepartie
- Suivi de l'évolution du portefeuille contentieux
- Suivi des indicateurs de mesure du risque Retail

Les travaux du Comité Exécutif de Crédit ont mis notamment en exergue :

- Le rééquilibrage en cours du modèle Retail/ Non Retail avec une part de l'encours sain Non Retail en progression (40,5% à fin 2016 vs 38,6% en 2015)
- La croissance significative des engagements Non Retail (+17,1%)
- La reprise de la production des crédits à la consommation avec une croissance des encours de +4,4% en 2016 (vs -0,6% en 2015).
- La poursuite de la progression dynamique des crédits immobiliers avec des encours qui progressent de + 20,5% en 2016 vs +16,4% en 2015
- La baisse du taux de créances classées à 9,4% à fin 2016 vs 9,9% à fin 2015
- La maîtrise du coût du risque sur les portefeuilles Retail & Non Retail avec un CNR de 36 pbs en 2016
- Le bon comportement des relations en sensible avec un taux de prédictivité de la liste des sensibles (WatchList) de 95% en 2016
- La baisse des engagements irréguliers avec un taux de 28% à fin 2016 vs 31% à fin 2015
- L'amélioration du taux des engagements Non Retail avec une note valide (82% à fin 2016)
- Le bon comportement des indicateurs de suivi du portefeuille Retail malgré une légère augmentation du taux d'entrée en défaut.
- La bonne tenue de l'activité de recouvrement amiable
- L'amélioration du taux d'efficacité du recouvrement amiable

- Le déploiement de l'outil de gestion des garanties
- La revue des politiques de crédit PPO & PPI ainsi que la refonte de la politique de crédit sur les professionnels

Conclusions

Les membres du comité ont recommandé notamment :

- La poursuite des travaux en lien avec le déploiement de l'outil d'octroi Retail (OCRE)
- La poursuite de l'implémentation de la norme défaut (dépassement > 90 jours) et mise en place d'un plan d'atténuation en collaboration avec la filière commerciale
- La poursuite des travaux en lien avec IFRS 9.2
- La poursuite du traitement des dossiers Non Retail irréguliers

E.2 COMITÉ DES RISQUES

Le comité des risques de l'UIB s'est réuni six fois en 2016 et a examiné les aspects suivants :

Les membres du comité ont recommandé notamment :

- Le suivi du risque inhérent aux opérations de change
- L'exposition de l'UIB au risque de liquidité
- L'exposition de l'UIB au risque de taux
- La position de change structurelle et la position de change marché
- Le suivi des ratios réglementaires
- Le suivi des crédits accordés aux clients dont les engagements auprès des établissements de crédit dépassent les montants prévus à l'article 7 de la circulaire BCT n° 91-24
- Le suivi des ratios Bâlois de liquidité
- La validation du nouveau modèle ALM d'écoulement des dépôts à vue
- La validation des conditions de l'émission de l'emprunt obligataire subordonné UIB 2016

Les travaux du Comité des risques ont mis notamment en exergue :

- La régularisation des suspens comptables au niveau des positions de change.
- La mise en place de lignes CVAR pour les clients ne disposant pas d'autorisations pour la réalisation d'opérations à terme.
- L'amélioration du taux de collecte des états financiers à jour pour les relations avec un engagement au niveau du secteur bancaire > 5 MDT (76% en 2016 vs 74% en 2015).
- L'approbation du nouveau modèle ALM d'écoulement des dépôts à vue (à partir de l'arrêté de novembre 2016) ayant rallongé la maturité des dépôts à vue Retail et PME en devise locale et devises étrangères. Les maturités des dépôts à vue des corporate ont par contre étaient raccourcies. Ce nouveau modèle permet d'améliorer la position de liquidité pour toutes les maturités.
- La baisse de la sensibilité de la valeur actuelle nette (VAN) du bilan à un choc de 100 Bps sur les taux d'intérêt de 12,9 MTND en septembre 2016 vs 15,4 MTND en juin 2016. La sensibilité a évolué en 2016 dans l'intervalle des limites autorisées. Les travaux sur la sensibilité de la MNI (marge nette d'intérêt) sont prévus pour le S1-2017.

- La position de change structurelle ainsi que la position de change marché ont évolué dans les limites autorisées.
- Le ratio de solvabilité a évolué au cours de l'année 2016 au dessus du seuil minimum de 10% prévu au titre de 2016. L'intégration du risque opérationnel dans les risques encourus tel que prévue par la circulaire BCT 2016-03 a eu comme impact une baisse du ratio de -106 Bps à fin 2016 (10,97 %). Le ratio tier one a évolué au dessus de la limite de 7% exigée par la BCT en 2016. Le retour à fin 2016 du ratio de liquidité au dessus du seuil minimum de 70% exigé par la BCT suite à la mise en place d'un plan d'actions visant notamment l'amélioration de la collecte des ressources.
- Le niveau de ratio bâlois LCR à fin 2016 (67%) est inférieur au seuil de 70% exigé par le groupe SG. Un plan d'action visant à relever le niveau de ce ratio a été mis en place. Le ratio NSFR (Net stable funding ratio) s'est élevé à 81,1% à fin septembre 2016.
- Les ratios de concentration ont été respectés au cours de l'année 2016.
- La répartition par maturité des placements en compte à terme et bons de caisse en dinars durant l'année 2016 montre une stabilité des encours (renouvellement des tombées) sur toute les maturités ([3-6M[; [6-12M[; [<12M])
- Un volume mensuel moyen de 80 MTND des souscriptions des comptes à terme en dinar durant 2016 rémunérées à un taux supérieur au TMM représentant 92 % du volume moyen des souscriptions des comptes à terme (87,3 MTND). Au 31/12/2016, l'encours de comptes à terme (comptes à terme, compte à terme TND convertible et comptes à échéances variables) rémunérés à un taux supérieur au TMM s'élève à 653 MTND et représente 93 % de l'encours total (701 MTND).

E.3 COMITÉ PERMANENT D'AUDIT INTERNE

Rattaché au Conseil d'Administration, cet organe collégial est primordial dans le cadre de la gouvernance de la banque. Son indépendance lui permet d'assurer ses missions de contrôle et de rapporter ses conclusions au Conseil d'Administration. Il veille à ce que les mécanismes de contrôle interne appropriés soient mis en place par l'UIB.

Il intervient essentiellement dans la revue et la coordination des travaux liés :

- au contrôle permanent pris en charge par la Direction du Contrôle Permanent,
- au contrôle périodique pris en charge par la Direction de l'Audit et de l'Inspection.

Sur la base de travaux des structures de contrôle de l'UIB ou des structures externes, intervenant en vertu d'un mandat légal ou contractuel, le comité établit des recommandations idoines visant à optimiser le système de contrôle interne.

| LE CONTRÔLE PERMANENT

Au cours de l'année 2016, le Comité Permanent d'Audit s'est réuni 6 fois et a suivi les risques majeurs et le déploiement des recommandations prioritaires des corps du contrôle permanent :

- Le déploiement effectif de la surveillance permanente avec un suivi régulier des réalisations des travaux de supervision managériale

1 | RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION À L'AGO RELATIF À LA GESTION DE L'UIB

- Les risques opérationnels à travers l'analyse des pertes, le contrôle des KRI en dépassement des seuils fixés, l'exercice RCSA ainsi que l'analyse des scénarios
- La sécurité du système d'information en s'assurant de l'avancement des projets visant à améliorer la sécurité et la fiabilité du système de la Banque
- L'avancement du projet de déploiement du plan de continuité de l'activité de la Banque
- Les risques de non-conformité et la sécurité financière en lien avec la maîtrise des risques de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme
- L'avancement des projets du contrôle permanent notamment en lien avec le volet de la connaissance client et la mise en conformité avec la loi FATCA
- Le dispositif embargos
- Les risques juridiques majeurs
- Les risques structurels avec notamment le contrôle des ratios réglementaires de solvabilité et de liquidité
- Le Comité Permanent d'Audit Interne a également examiné les états financiers intermédiaires et annuels de la banque, comme il a suivi l'avancement des missions d'Audit prévues dans le plan d'audit 2016 et passé en revue les constats des missions réalisées.

Le taux de réalisation des contrôles de la **Supervision Managériale** atteint au T-4 les meilleurs niveaux de l'année 2016. Les agences affichent un taux de 98,7% pour les contrôles des procédures et 100% pour les contrôles comptables. Quant aux entités du siège, et grâce à une amélioration significative au niveau de la DRH, les taux atteignent 99% aussi bien pour les contrôles des procédures que pour les contrôles comptables.

La qualité de la Supervision Managériale (SM), telle qu'évaluée par les missions de contrôle de la SM, garde le même niveau de cotation globale « **Acceptable** », avec en l'occurrence une amélioration de la qualité des contrôles au niveau des agences Grandes Entreprises qui passent d'une cotation « **Moyenne** » à une cotation « **Acceptable** ».

L'analyse comparative fait ressortir une divergence de cotations entre l'Audit et le contrôle de 2^{ème} niveau de la SM, pour 6 des 12 missions conduites en 2016 (50%). La divergence de cotation constatée sur 3 missions s'explique par le fait que l'approche de l'audit est différente de celle du contrôle de 2^{ème} niveau qui se limite à l'appréciation de la qualité des contrôles effectués par les opérationnels. En outre, le périmètre en termes de couverture des risques de l'audit est plus large que le périmètre du contrôle de 2^{ème} niveau.

Les risques opérationnels indiquent un total de pertes opérationnelles pour l'année 2016 de 512 K, générées essentiellement par la sanction infligée par la BCT (163 K) pour non-conformité du produit Optima et par les pertes relatives aux reliquats de capital non remboursés par l'assurance, pour incohérence des tableaux d'amortissement (130 K). Le délai de validation sur Caroline a de nouveau été dépassé sur le T3 et le T4 et s'établit à 87 jours. En effet, le délai a été impacté négativement par une perte partagée avec MARK et sur laquelle l'UIB n'a aucune information (perte déclarée par RESG/GTS) et par une perte remontée suite à une mission d'audit sur la monétique. Sans l'impact de la perte partagée et en corrigeant l'erreur sur la perte de la Monétique, le délai serait de 49 jours dont 34 jours pour le délai de validation de UIB.

L'avancement des plans d'actions en lien avec les 8 constats de risque identifiés avec une cotation élevée par le RCSA 2016 est conforme avec les échéances fixées : 2 actions sont réalisées, 4 actions

sont en cours et affichent des taux d'avancement entre 50% et 80%. Les 2 actions qui ne sont pas encore entamées portent sur l'inventaire des immobilisations (tributaire du choix d'une application informatique) et sur la mise en place d'un nouveau dispositif d'archivage (projets connexes).

Le programme des tests du **plan continuité d'activité et gestion de crise** a été globalement respecté. Le secours des 5 applications du lot 2 a été achevé avec la réalisation des tests de secours de TTN, SIRH et Monétique durant le T4. La feuille de route a été partagée avec IBFS et un plan d'actions est en phase de mise en place conjointement entre la DCP et la DSI pour assurer la réalisation d'un test grandeur nature à la fin du T4 2017. L'évaluation de IBFS du dispositif du PCA est acceptable et la cotation pour le T1 2017 s'améliorera suite à la finalisation de la mise à jour des BIAs.

La gestion des **risques relatifs au SI** est globalement maîtrisée. L'évaluation des mesures de réduction des risques SI est satisfaisante pour la réduction de l'indisponibilité et la lutte contre la fuite d'information. La lutte contre la fraude, la conformité PCI-DSS et la confidentialité des données sont perfectibles et font l'objet d'une mise à niveau dans le cadre du projet SIEM en cours de déploiement. Une mission de scan PCI/DSS a été réalisée à ce titre par le prestataire EY (rapport en cours de validation). Egalement, une mission de pré audit menée par le QSA DataProtect a été lancée en février 2017. La mission d'audit de sécurité réglementaire est arrivée à échéance en 2016 (le rapport est en cours de validation).

Pour le volet ayant trait à la **sécurité financière**, le lancement du projet KYC, visant à remédier la base clientèle entre 2017 et 2019, a eu lieu en décembre 2016. La démarche de remédiation pour l'année 2017 est établie et les travaux de fiabilisation seront lancés dès la mise en place de l'équipe projet (avril 2017). Le déploiement de ce projet vise à améliorer sensiblement la fiabilisation des fiches clients pour les nouvelles entrées en relation qui demeure largement perfectible (faibles taux de saisie (**71%**) et de validation RA (**60%**) sur le workflow OLCOM).

Le taux de clôture des **alertes SIRON** a enregistré une évolution positive de **18 points** et passe de **59%** en T3 à **77%** en T4 2016. Ce taux, qui reste en dessous de l'objectif de 100%, poursuit néanmoins un trend positif, notamment compte tenu de l'affectation d'un quatrième analyste Siron (86% en janvier 2017). Aussi, une baisse du nombre d'alertes est attendue consécutivement à la mise en production de la liste actualisée des codes et des chapitres et de la correction de la segmentation de certains clients (échéance avril 2017).

La direction du contrôle permanent/AMLO a procédé à l'analyse des flux financiers (transferts émis et reçus) en lien avec les pays à risque Lutte Anti Blanchiment (LAB) élevé, l'AMLO a traité 2078 opérations sur l'année 2016, correspondant à 3% du total des opérations de transferts de la banque. 49 opérations ont été rejetées, soit 0,07% du total des opérations de la banque. Aussi, l'AMLO a traité 104 dossiers Trade en lien avec des pays à risque LAB élevé, soit 3% du total dossiers de la banque. 2 dossiers ont été refusés, soit 0,06% des dossiers Trade de la banque.

La Banque compte 69 affaires en actions en défense. Des provisions sont constituées à hauteur de 1.774 KTND (739 K) pour 4 affaires. Pour les autres affaires, le **risque juridique** lié à la sentence est jugé faible et les provisions ne sont pas constituées, compte tenu du stade de la procédure judiciaires (Affaires pendantes).

Les risques liées aux ressources humaines n'ont pas fait l'objet de commentaires particuliers de la part du CPAI.

LE CONTRÔLE PÉRIODIQUE

Le plan d'audit 2016 a été couvert dans son intégralité (20 missions sur 20), dont 3 missions réalisées conjointement avec l'Inspection Générale Groupe (IG) et 1 mission traitée également par l'IG mais dans le cadre d'une transversale IBFS. Sur les missions cotées (4 missions IG non cotées), la représentativité des missions cotées « avec réserves » et « insatisfaisant » se dégrade et passe à 9 missions sur 16 missions réalisées vs 9 missions sur 19 missions réalisées en 2015. L'année 2016 a également été marquée par la réalisation d'une mission de revue globale de l'UIB par l'Inspection Générale Groupe qui a donné lieu à l'émission de 37 préconisations (7 significatives, 16 standards et 14 conseils).

Revue des missions du plan :

■ Diffusées au T2 2016 :

2 missions cotées convenables ont été diffusées, l'une portant sur notre prestataire externe en charge de la confection des chéquiers et, l'autre, relative au Back Office Efficacité Opérationnelle et Satisfaction clientèles, aucune anomalie significative n'a été détectée. Néanmoins, le renforcement du contrôle permanent au sein du Back Office apparaît inévitable eu égard à la volumétrie des traitements manuels.

■ Diffusées au T 3 2016 :

5 missions ont été diffusées, la mission portant sur la Monétique, a été cotée « Insatisfaisant ». En effet, cette dernière a mis en lumière la défaillance du pilotage et du monitoring avec des constats forts relevés sur l'organisation, la facturation, la gestion des TPE et des GAB ou encore le dispositif de contrôle interne et ce malgré d'importants « efforts » déployés depuis la dernière mission de 2013 sur le sujet et plus particulièrement avec la création d'un centre regroupant l'ensemble des activités monétiques. Ces dernières devant faire l'objet d'un suivi rapproché notamment dans le déploiement de la stratégie monétique et multicanal 2016-2018 de la banque.

- 4 missions sur des Directions Régionales ont également été réalisées avec 2 DR (Tunis Sud et Nord), cotées « Avec Réserves » et 2 autres (Tunis Nord et Sud Ouest) cotées « Convenable ». Si une meilleure appropriation des risques est constatée sur les Directions Régionales, cette culture se doit d'être répandue aux Responsables d'agence puis à l'ensemble des collaborateurs du réseau afin de s'assurer d'une meilleure maîtrise des processus et procédures internes.

■ Diffusées au T4 2016 :

- 6 rapport ont été cotés « Avec Réserves ». Le premier concerne le traitement des alertes SIRON dans le cadre du dispositif de lutte anti-blanchiment qui fait ressortir un traitement des alertes insuffisant en termes de quantité (absence de revue exhaustive des alertes) mais également en termes de qualité (absence de suivi sur les alertes en cours, aucune déclaration de soupçon remontée à la CTAF.)
- Au niveau de la mission sur le département Contrôle réglementaire, si le dispositif mis en place se doit d'être revu, la principale anomalie concerne le fait que cette entité réalise à ce jour majoritairement du traitement d'opérations, en lieu et place de réaliser des opérations de contrôles sur la réglementation des changes, et ce sans contrôle de 2nd niveau sur ces dossiers. Concernant la mission Surveillance Permanente du réseau, si une amélioration de la gestion du processus est constatée au cours des deux dernières années, la DAI a relevé un manque d'animation et de pilotage de ce dispositif avec un cloisonnement encore trop fort entre les différents organes de contrôle.

- La mission Back Office Marchés a relevé des lacunes au niveau du système d'information en place qui ne permet pas d'obtenir les états nécessaires à un pilotage efficace des risques mais également un dispositif de contrôle interne totalement inefficace du fait que les agents qui réalisent les contrôles sont ceux qui réalisent les opérations.
- S'agissant du rapport relatif à l'octroi des lignes de crédits de gestion sur la GE, la mission a fait ressortir une absence de gestion proactive du risque de crédit sur ce type d'engagement avec notamment l'absence d'une politique d'octroi de crédit qui permettrait de cadrer cette activité. En outre, la mission sur la DR Sud Est a également fait l'objet d'une cotation « avec réserves » due à un nombre significatif de lacunes constatées à la fois dans le dispositif de contrôle interne propre à la DR mais également sur le respect des règles et procédures internes sur les agences revues.
- Les 3 autres rapports diffusés concernent des missions cotées « Convenable » et ont porté sur les Directions Régionales Est et Centre et également sur la personnalisation des cartes par le prestataire de service SMT.
- Par ailleurs, il convient de noter que 111 missions en agences ont été réalisées, que ce soit sous le format « flash » (65 agences) ou « vérification » (46 agences), soit un taux de couverture 83% pour un cycle d'audit de 15 mois sur les agences. Si ces missions font ressortir une dégradation de la cotation par rapport à l'exercice 2015 (53% de scores Avec Réserve ou Insatisfaisant vs 46% en 2015), cette dégradation est moins marquée sur le 2ème semestre avec une sensibilisation plus forte des agences aux règles de surveillance permanente. Les points d'attention restent à ce jour la gestion des valeurs, la connaissance client (KYC) ou encore les comptes sensibles.
- En outre, sur les missions spéciales, bien que le nombre de ces dernières soit sensiblement plus élevé que sur l'exercice précédent (27 vs 12 en 2015) le préjudice final subi par la banque est peu significatif (~ 60 KTND). En effet, la majorité des missions traitées concernent des négligences ou des non-respect de procédures internes par les agents mais pour lesquels le préjudice financier final pour la banque est non substantiel, voire nul.
- Sur les préconisations, un travail important a été réalisé dès le mois de septembre 2016 sur les préconisations prioritaires échues depuis plus de 6 mois (HP06), pour finir au 31/12/2016 avec un stock de HP06 à 1.
- Ce travail d'apurement, réalisé avec l'appui de la Direction Générale a été étendu à l'ensemble des préconisations échues (78 au 31/12/2016 vs 131 au 31/12/2015) dans un premier temps puis à l'ensemble du stock par la suite afin de s'assurer la mise en place effective des préconisations avant leur date d'échéance. Ainsi, un suivi formalisé régulier de l'état d'avancement de mise en place est réalisé avec les Responsables de pôles et des revues sont effectuées en CODIR.
- S'agissant du stock actuel de préconisations échues ou à échoir au 30/06/2017, il ressort une concentration de ces dernières sur des actions à mener au niveau du PSO (48 préconisations) et de la DCP (28 préconisations). Ces concentrations s'expliquent par les constats généraux relevés sur les missions, à savoir un dispositif de contrôle interne encore trop faible sur la banque mais également des évolutions « système » nécessaires afin de sécuriser les processus. À noter également que les préconisations de la dernière mission IG Groupe sont actuellement « en cours » avec des premières tombées d'échéances en 07/2017.

E.4 ELÉMENTS SUR LE CONTRÔLE INTERNE

Rattachée au **Comité D'Audit**, la Direction de l'Audit et Inspection est chargée de superviser en tant qu'Organe de contrôle périodique (3^{ème} niveau de contrôle) les dispositifs de contrôle interne. Ses missions couvrent l'ensemble des activités de la Banque sous tous ses aspects sans restriction d'aucune sorte. Chacune de ces missions donne lieu à la rédaction d'un rapport de mission contradictoire, consécutif à ses travaux.

L'activité de l'Audit Interne et Inspection a été caractérisée par un nombre plus important de missions par rapport à 2015 (**157 contre 118**) s'articulant autour de **112 missions agences** (vs 87 missions en 2015), 29 missions spéciales (vs **12 missions en 2015**) et **16 missions d'audit (vs 19 en 2015)**.

La couverture par la Direction Audit et Inspection des entités a été élargie sur l'exercice 2016 permettant ainsi de revoir l'exhaustivité des agences tous les 18 mois.

MISSIONS EXÉCUTÉES EN 2016

Intitulé
1 Traitement des alertes SIRON
2 Surveillance Permanente Réseau
3 Secteur de développement Tunis Nord
4 Secteur de développement Centre
5 Secteur de développement Sud Est
6 Secteur de développement Tunis Sud
7 Secteur de développement Nord
8 Secteur de développement Sud Ouest
9 Secteur de développement Est
10 PSEE confection et personnalisation de chéquiers
11 PSEE Confection Cartes SMT
12 Gestion des lignes court terme
13 Back Office Efficacité Opérationnelle et Satisfaction Clientèle BOEOSC
14 Back Office Marché
15 Activité Monétique

RÉALISATIONS 2016

Activité (en nombre de mission/an)	2016	2015
Missions d'inspection en Agences	112	87
Audit des procédures/projet	-	-
Missions d'assistance aux agences / Siège	-	-
Missions d'audit Siège	16	19
Missions spéciales : enquêtes, fraudes, traitement des réclamations de la clientèle	29	12
Participation et validation de projets (nouvelles applications, plan d'action prévention fraude)	-	2
Suivi des recommandations des CAC	Oui	Oui
Suivi des recommandations des Auditeurs externes (i.e. BHF, SEGL/INS..)	Oui	Oui

PLANNING DES MISSIONS PRÉVUES POUR 2017

Un budget de **1 955** jours/homme.



4

OÙ ALLONS NOUS ?

- A. EVOLUTION ET PERFORMANCES AU COURS
DES 10 DERNIÈRES ANNÉES **72**
- B. PERSPECTIVES SUR 3 ANS **73**

4. Où allons nous ?

A. EVOLUTION ET PERFORMANCES AU COURS DES 10 DERNIÈRES ANNÉES

	EN MD	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013*	2014	2015	2016
ACTIVITE	Dépôts de la Clientèle	1 617	1 775	2 006	2 250	2 423	2 690	2 956	3 151	3 402	3 661
	Crédits à la Clientèle	1 309	1 641	1 884	2 299	2 727	3 052	3 151	3 442	3 725	4 131
	TOTAL BILAN	1 738	2 114	2 414	2 843	2 981	3 369	3 619	4 022	4 141	4 661
RESULTAT	Produit Net Bancaire	68,1	90,5	105,2	122	140,8	160,8	184	196,7	216,7	247,8
	Charges d'Exploitation*	70,6	70,4	71,3	73,7	84,1	94,4	93,4	101,9	109,5	120,1
	Résultat Brut d'Exploitation*	-2,2	20,1	33,9	48,3	56,7	66,4	90,6	94,8	107,2	127,7
	Provisions	177	18,4	27,3	29,5	32,1	38,1	33	11,7	17,5	13,6
	Impôt sur les sociétés	0,12	0,15	0,17	0,2	0,22	3	20	28,6	25,9	38,0**
	RÉSULTAT NET	-180	0,9	7,4	18,6	23,3	26,6	38	56,6	64	75,8
RATIOS	Coefficient d'Exploitation	104%	77,8%	67,78%	60,41%	59,73%	58,71%	50,76%	51,80%	50,53%	48,50%
	TAUX D'ACTIFS CLASSÉS	45%	35,60%	26,60%	18,60%	15,80%	13,60%	11,30%	10,60%	9,9%	9,40%

* Chiffres retraités

** dont 7.9 MDT Impôt exceptionnel selon la loi de finance 2017

B. PERSPECTIVES SUR 3 ANS

NOS CLIENTS

- Etre une banque relationnelle de référence sur le marché tunisien en mesure de fidéliser nos clients et leur offrir la relation que nous leur promettons en améliorant notre efficacité opérationnelle,
- Etre une marque reconnue leader sur le marché des particuliers et sur les segments aisés,
- Etre une banque de détail locale reconnue par les entreprises tunisiennes, et ce en misant sur les synergies avec notre groupe qui est une banque universelle internationale, ayant aujourd'hui une réelle ambition dans la région du Maghreb et en Afrique.

NOTRE MODELE OPERATIONEL

- Augmenter notre efficacité commerciale, achever la mise à niveau de notre filière de traitements, réduire les risques opérationnels et renforcer la gestion des risques et notre dispositif de contrôle permanent.

NOS COLLABORATEURS

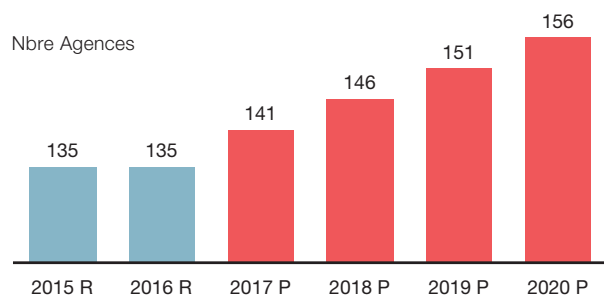
- Pour eux, nous allons œuvrer à faire :
 - Évoluer les valeurs managériales,
 - Développer les talents,
 - Renforcer leur engagement et consolider l'attractivité de notre banque.

NOTRE IMAGE

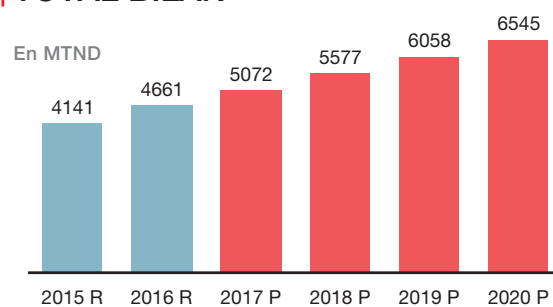
- Une banque qui ne peut se contenter de sa place actuelle dans le palmarès des banques tunisiennes, une banque qui continue à être au service de l'économie tunisienne tout en assurant le développement et la promotion de nos collaborateurs,
- Une banque avec une ambition forte, un référentiel de valeurs porteuses et de l'humilité...Bref, un ensemble d'atouts pour continuer à pousser à l'avant scène l'UIB que nous voulons plus chaleureuse, plus communicante, mieux organisée, plus réactive, plus généreuse et plus rentable,
- Une banque qui est en posture de relever les défis et qui ne peut se relâcher tant notre plan est vaste et ambitieux.

1 | RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION À L'AGO RELATIF À LA GESTION DE L'UIB

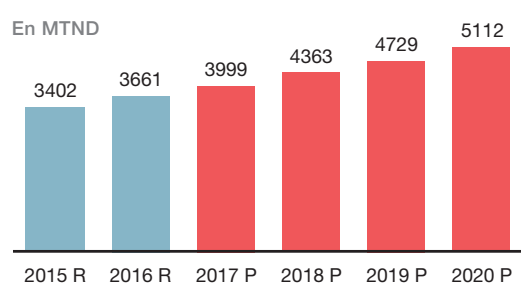
RÉSEAU



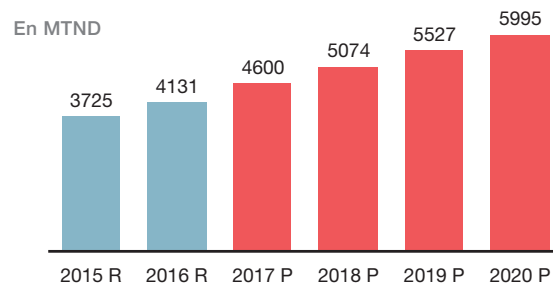
TOTAL BILAN



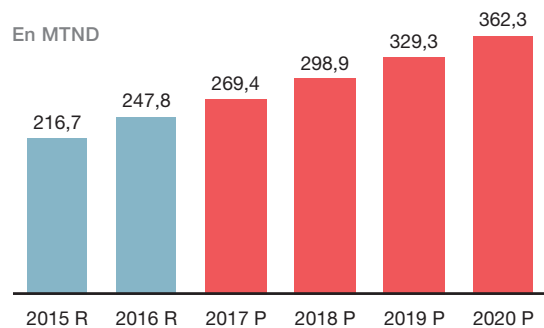
DÉPOTS



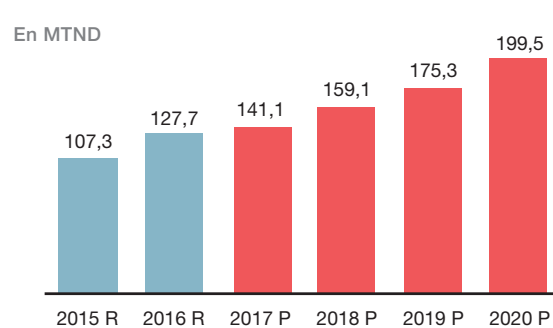
CRÉDITS



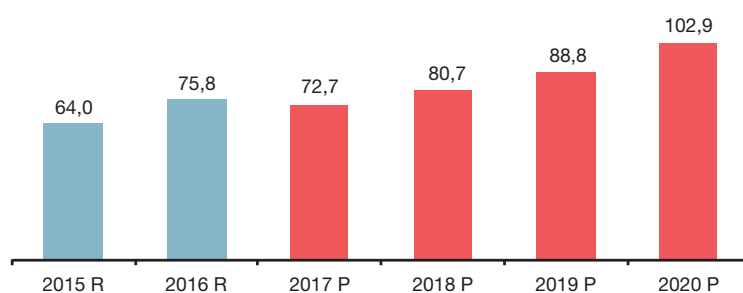
PNB



RBE



RÉSULTAT NET



*Source : Document de référence UIB 2016 construit sur la base d'un estimé 2016

DES PROJECTIONS CRÉDIBLES ET COHÉRENTES AVEC LA STRATÉGIE COMMERCIALE ET L'ÉVOLUTION DU SECTEUR

- Les projections d'expansion du Réseau (5 agences par an) prennent en compte à la fois le potentiel de renforcement de notre présence sur les zones à fort potentiel, l'impératif de développement et de densification du fonds de commerce des agences récemment ouvertes ainsi que l'adoption croissante par les clients bancaires des canaux digitaux et à distance, dont le développement est poursuivi activement par l'UIB, comme mode privilégié de contact avec la banque
- Les objectifs de croissance des crédits (un additionnel moyen de 465 MTND en 2017-2020) et des dépôts (additionnel moyen de 371 MTND en 2017-2020) sont cohérents en taux de progression et en valeur absolue avec les réalisations de l'UIB durant les dernières années (respectivement 405 MTND et 259 MTND en 2016). Il intègrent également le découplage persistant sur le marché bancaire entre le taux de progression des dépôts (8,4% en rythme annuel) et des concours à l'économie (+9,9% en rythme annuel - source BCT, en janvier 2017)
- Les Pôles commerciaux sont pilotés à travers des objectifs opérationnels de croissance des encours de dépôts et de crédit intégrant une marge de prudence par rapport aux objectifs budgétaires communiqués

DES PROJECTIONS VISANT LA POURSUITE DE LA CROISSANCE SAINE ET RENTABLE

- La progression du PNB devrait se poursuivre à un taux de l'ordre de 10,4% durant la période 2017-2020, un rythme cohérent avec la progression des encours et prenant en compte la tendance au resserrement des marges et les mesures prises par l'UIB pour dynamiser et diversifier les sources de revenus.
- Le rythme de croissance prévu du PNB est empreint de prudence dictée par l'environnement économique.
- La progression du RBE est projetée à un rythme moyen de 12,2% durant la période 2017-2020, cette progression, bien qu'elle soit en deçà des performances actuelles de la banque, intègre la complexité de l'environnement actuel, sans pour autant ralentir les efforts en matière de maîtrise des coûts, à travers de nombreuses initiatives d'automatisation, d'optimisation et de digitalisation des processus.

ADOPTION DE LA RÉGLEMENTATION BÂLOISE

L'UIB est perçue aujourd'hui comme une banque avant-gardiste dans l'adoption des nouvelles réglementations internationales. Elle s'est déjà engagée dans le processus d'adoption des normes bâloises notamment celles en lien avec la qualité de gestion et de suivi du risque à travers principalement :

- L'adoption des normes Bâle III relatives aux fonds propres réglementaires au niveau de la qualité, de la composition, des exigences minimales et des coussins additionnels (réalisée dans le cadre de l'établissement états financiers élaborés en normes IFRS)
- La mise en place d'une exigence en fonds propres au titre du risque de marché (prévue S1-2017)
- L'introduction du ratio structurel de liquidité à long terme NSFR (réalisée)
- Le déploiement d'un système de notation des contreparties (réalisé)
- La mise en place d'une procédure de gestion des « noms sous surveillance – Relations sensibles » afin d'identifier rapidement des contreparties Corporate (personnes morales ou groupes clients) qui ne sont pas en défaut mais en situation fragilisée (réalisée)
- La mise en place de normes de provisionnement à caractère général sur les encours incidentés sains (réalisée dans le cadre de l'établissement des états financiers élaborés en normes IFRS)
- L'adoption des normes Bâloises en matière d'identification des créances en défaut (dépassement sur découverts, restructurés)
- L'élaboration des stress tests pour évaluer la résilience des fonds propres aux chocs externes et la capacité de la banque à couvrir les risques non pris en compte au niveau du Pilier 1 du dispositif Bâlois (réalisée pour les stress tests de taux, de liquidité et de concentration des risques)
- La préparation à la mise en place de normes prudentielles spécifiques aux banques d'importance systémique (2017/2018)
- La mise en place d'un processus d'évaluation interne de l'adéquation des fonds propres « ICAAP » (en cours)

ADOPTION DES NOUVELLES NORMES COMPTABLES INTERNATIONALES

- Déploiement de la norme IFRS 9.1 qui régit les règles de classification et d'évaluation des instruments financiers (titres et prêts) selon les 2 critères : l'intention de gestion adopté (le business model) et les caractéristiques intrinsèques de l'instrument cash flow basiques ou SPPI* (versement unique en principal et intérêts) ou non basiques (réalisé).
- Déploiement de la norme IFRS 9.2 qui introduit de nouvelles règles de provisionnement, et notamment la comptabilisation d'une perte attendue dès l'octroi de crédit. Projet en cours/ actions entamées : détermination sur des bases statistiques des portefeuilles homogènes pour la clientèle Retail, validation des critères de transfert entre le Stage 1 (relations avec impayés/dépassement inférieur à 30j) et le Stage 2 (relations avec impayés/dépassement supérieur à 30j), calcul de la probabilité de défaut et du taux de provisionnement à l'entrée.

5

ANNEXES

A. ACTIONNARIAT	78
B. ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE GESTION	80
C. AFFECTATION DU RÉSULTAT	82
D. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	83

5. ANNEXES

A. ACTIONNARIAT

RÉPARTITION DU CAPITAL ET DES DROITS DE VOTE AU 31/12/2016

Actions	Nombre	Montant en TND	%
Actionnaires Tunisiens	15 510 419	77 552 095	47,64
Actionnaires Etrangers	17 049 581	85 247 905	52,36
Total	32 560 000	162 800 000	100,00
Certificats d'Investissement	Nombre	Montant en TND	%
Société Générale	2 000 000	10 000 000	100,00

CONDITIONS D'ACCÈS À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Tout actionnaire possédant dix **(10)** actions et plus, libérées des versements exigibles inscrites à leurs comptes de valeurs mobilières cinq jours au moins avant la date de l'assemblée peut assister à l'Assemblée Générale Ordinaire sur justification de son identité ou se faire représenter par toute personne munie d'un mandat spécial.

Les représentants légaux d'actionnaires juridiquement incapables et les représentants des sociétés actionnaires ont accès aux assemblées qu'ils soient ou non personnellement actionnaires.

L'usufruitier représente valablement le nu-proprétaire. A défaut de convention contraire entre l'usufruitier et le nu-proprétaire signifiée à la société, celle-ci ne reconnaît que l'usufruitier.

RÉPARTITION DU CAPITAL ET DES DROITS DE VOTE AU 31/12/2016

Intitulé de l'actionnaire	Nombre d'actions	% capital
Actionnaires tunisiens	15 510 419	47.64%
(10) Divers Groupes Tunisiens Total participation sup 0,5%	10 696 094	32.85%
GROUPE BOUCHAMAOU	2 410 500	7.40%
GROUPE MONCEF MZABI	1 876 616	5.76%
GROUPE FAMILLE MZABI	1 683 914	5.17%
GROUPE HABIB BOUAZIZ	1 594 101	4.90%
GROUPE MED HEDI BEN AYED	1 177 795	3.62%
GROUPE ABDELAZIZ SASSI	723 513	2.22%
GROUPE AZIZ MILED	485 543	1.49%
GROUPE SFBT	363 662	1,12%
GROUPE MOHAMED SADOK DRISS	201 950	0,62%
GROUPE HOUSSINE DOGHRI / LA CARTE	178 500	0,55%
(9) Divers Groupes Tunisiens Total participation inf 0,5%	418 232	1.28%
(37) OPCVM détenant moins de 0,5% du capital	513 313	1.58%
Personnes physiques	3 247 086	9,97%
Personnes morales privées	560 210	1.72%
Personnes morales étatiques	75 484	0,23%
Actionnaires étrangers	17 049 581	52.36%
SOCIETE GENERALE	17 041 016	52,34%
Divers Etrangers	8 565	0.03%
TOTAL	32 560 000	100,00%

B. ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Mr Alexandre MAYMAT

Président du Conseil d'Administration

La Société Générale, représentée par

Mme Véronique DE LA BACHELERIE

Administrateur

Mr Mokhtar Ben CHEIKH AHMED

Administrateur représentant les intérêts des petits actionnaires

Mr Habib BOUAZIZ

Administrateur

Mme Ouided BOUCHAMAOU

Administrateur

Mme Asmae HAJJAMI

Administrateur

Mr Pierre BOURSOT

Administrateur

Mr Bernard DAVID

Administrateur

Mr Romuald HAJERI

administrateur indépendant

Mr Mongi MOKADDEM

Administrateur indépendant

Mr Moncef M'ZABI

Administrateur

Mr Grégoire LEFEBVRE

Administrateur

MÉDIATEUR

Mr Tahar HADRICHE

COMMISSAIRES AUX COMPTES

AMC- Ernst & Young représenté par
Mr Nouredine HAJJI

Tunisie Audit & Conseil - Grant Thornton - représenté par
Mr Lamjed BEN MBAREK

COMITÉ DES RISQUES

Président du Comité
Mr Mongi MOKADDEM

Membres

Mr Alexandre MAYMAT
Mr Pierre BOURSOT
Mme Véronique DE LA BACHELERIE
Mr Mokhtar BEN CHEIKH AHMED

COMITÉ PERMANENT D'AUDIT

Président du Comité
Mr. Romuald HAJERI

Membres

Mr Bernard DAVID
Mr. Moncef M'ZABI

COMITÉ DE NOMINATION ET DE RÉMUNÉRATION

Président du Comité
Mr Alexandre MAYMAT

Membres

Mme Véronique DE LA BACHELERIE
Mr. Moncef M'ZABI

*Composition des comités décidée par le conseil d'administration de l'UIB en janvier 2017 en conformité avec les dispositions de la loi n°48-2016 du 11 juillet 2016 relative aux banques et institutions financières.

C. AFFECTATION DU RÉSULTAT

ÉVOLUTION DES CAPITAUX PROPRES SUR 3 ANS

	CAPITAL SOCIAL	RÉSULTAT REPORTÉS	RÉSERVE LÉGALE	AUTRES RÉSERVES	FONDS SOCIAL	PRIME D'ÉMISSION	RÉSULTAT DE LA PÉRIODE	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES
Situation à l'ouverture de l'exercice 2014	196 000	-187 187	4 760	289	9 457	-	38 016	61 335
Affectation du résultat de l'exercice N-1	-	38 016	-	-	-	-	-38 016	-
Changement de méthodes comptables	-	-	-	-	-	-	-	164
Réserves sur fonds social	-23 200	98 000	-	-	164	74 800	-	149 600
Résultat de l'exercice	-	-	-	-	-	-	56 616	56 616
Situation à l'ouverture de l'exercice 2015	172 800	-51 171	4 760	289	9 621	74 800	56 616	267 715
Affectation du résultat de l'exercice N-1	-	1 171	2 772	34 390	1 000	-	-39 333	-
Distribution de dividendes	-	-	-	-	-	-	-17 280	-17 280
Report à nouveau	-	2	-	-	-	-	-2	-
Résorption des pertes	-	50 000	-	-	-	-50 000	-	-
Résultat de l'exercice	-	-	-	-	-	-	64 038	64 038
Autres mouvements sur Fonds social	-	-	-	-	157	-	-	157
Situation à l'ouverture de l'exercice 2016	172 800	2	7 532	34 679	10 778	24 800	64 038	314 629
Affectation du résultat de l'exercice N-1	-	19 010	3 202	40 826	1 000	-	- 64 038	-
Distribution de dividendes	-	-19 008	-	-	-	-	-	-19 008
Report à nouveau	-	-	-	-	-	-	-	-
Résorption des pertes	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat de l'exercice	-	-	-	-	-	-	75 798	75 798
Autres mouvements sur Fonds social	-	-	-	-	165	-	-	165
Situation à la clôture de l'exercice 2016	172 800	4	10 734	75 505	11 943	24 800	75 798	371 584

D. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

DÉNOMINATION SOCIALE

UNION INTERNATIONALE DE BANQUES

REGISTRE DE COMMERCE N°

B6151996

DATE DE CONSTITUTION

09/12/1963

SIÈGE SOCIAL

65, Av. Habib Bourguiba - 1000 TUNIS

Tél. : (00 216) 71 218 000

Fax : (00 216) 71 218 009

Site web : www.uib.com.tn

FORME JURIDIQUE

Société anonyme de droit tunisien

INTRODUCTION EN BOURSE

18/08/1996 au cours de 13,350DT

Code ISIN : TN0003900107

Marché de la Cote : Principal

SECTEUR D'ACTIVITÉ

Banque

OBJET SOCIAL

Art. 2. de la Loi 2001-65 du 10/07/2001 relative aux Etablissements de crédit tel que modifié par la loi n°2016-48 du 11 juillet 2016 relative aux banques et institutions financières :

- Réception des dépôts du public quelles qu'en soient la durée et la forme,
- Octroi de crédits sous toutes leurs formes,
- Exercice, à titre d'intermédiaire, des opérations de change,
- Mise à la disposition de la clientèle et la gestion des moyens de paiement,
- Conseil et assistance en matière de gestion de patrimoine, de gestion financière, d'ingénierie financière et d'une manière générale tous les services destinés à faciliter la création, le développement et la restructuration des entreprises,
- Prise de participations, sous certaines conditions, au capital d'entreprises existantes ou en création.

2

RAPPORT GÉNÉRAL ET SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

2

RAPPORT GÉNÉRAL ET SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

1. RAPPORT GÉNÉRAL	88
2. RAPPORT SPÉCIAL	90
3. ÉTATS FINANCIERS	96

1. RAPPORT GÉNÉRAL

UNION INTERNATIONALE DE BANQUES (UIB) RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ÉTATS FINANCIERS - EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2016

Messieurs les actionnaires de l'Union Internationale de Banques,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 04 juin 2015, nous vous présentons notre rapport sur le contrôle des états financiers de l'Union Internationale de Banques relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2016, tels qu'annexés au présent rapport, ainsi que sur les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi et les normes professionnelles.

I. RAPPORT SUR LES ÉTATS FINANCIERS

Nous avons effectué l'audit des états financiers de l'Union Internationale de Banques (UIB), comprenant le bilan et l'état des engagements hors bilan arrêtés au 31 décembre 2016, l'état de résultat et l'état de flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives. Ces états financiers font ressortir des capitaux propres positifs de 371 584 KTND, y compris le résultat bénéficiaire de l'exercice s'élevant à 75 798 KTND.

1. RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION POUR LES ÉTATS FINANCIERS

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère des états financiers conformément au Système Comptable des Entreprises. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne qu'elle juge nécessaire pour permettre l'établissement d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, ainsi que la détermination

d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

2. RESPONSABILITÉ DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en Tunisie. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

3. OPINION SUR LES ÉTATS FINANCIERS

À notre avis, les états financiers sont réguliers et sincères et donnent, pour tout aspect significatif, une image fidèle de la situation financière de l'Union Internationale de Banques (UIB) ainsi que des résultats de ses opérations et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie.

II. RAPPORT SUR LES VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi et les normes professionnelles.

Sur la base de ces vérifications, nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité

et la concordance avec les états financiers des informations d'ordre comptable données dans le rapport du Conseil d'Administration sur la gestion de l'exercice.

Nous avons également, dans le cadre de notre audit, procédé à l'examen des procédures de contrôle interne relatives au traitement de l'information comptable et à la préparation des états financiers. Nous signalons, conformément à ce qui est requis par l'article 3 de la loi 94- 117 du 14 novembre 1994 tel que modifié par la loi 2005-96 du 18 octobre 2005, que nous n'avons pas relevé, sur la base de notre examen, d'insuffisances majeures susceptibles d'impacter notre opinion sur les états financiers.

Par ailleurs et en application des dispositions de l'article 19 du décret n° 2001-2728 du 20 novembre 2001, nous avons procédé aux vérifications nécessaires et nous n'avons pas d'observations à formuler sur la conformité de la tenue des comptes en valeurs mobilières émises par la banque à la réglementation en vigueur.

Tunis, le 10 Avril 2017

Les commissaires aux comptes

AMC Ernst & Young
Nouredine h ajji



Tunisie Audit & Conseil
Lamjed Mbarek



2. RAPPORT SPÉCIAL

UNION INTERNATIONALE DE BANQUES (UIB) RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ÉTATS FINANCIERS - EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2016

Messieurs les actionnaires de l'Union Internationale de Banques,

En application des dispositions de l'article 29 de la loi n° 2001-65 relative aux établissements de crédits et de l'article 200 et suivants et l'article 475 du Code des Sociétés Commerciales, nous reportons cidessous sur les conventions conclues et les opérations réalisées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Notre responsabilité est de nous assurer du respect des procédures légales d'autorisation et d'approbation de ces conventions ou opérations et de leur traduction correcte dans les états financiers. Il ne nous appartient pas de rechercher spécifiquement et de façon étendue l'existence éventuelle de telles conventions ou opérations mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données et celles obtenues au travers de nos procédures d'audit, leurs caractéristiques et modalités essentielles, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et à la réalisation de ces opérations en vue de leur approbation.

I. CONVENTIONS NOUVELLEMENT CONCLUES AU COURS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2016

Votre Conseil d'Administration nous a tenu informés des conventions et opérations suivantes, nouvellement conclues au cours de l'exercice 2016.

Opérations avec la société « l'Internationale de Recouvrement des Créances – IRC »

- L'UIB a conclu avec l'IRC un contrat de cession de créances portant sur la cession d'un lot de 15 698 créances totalisant 8 365 KTND.

Ce contrat a été autorisé par le conseil d'administration du 16 Mars 2017.

Opérations avec la société « Internationale SICAR »

- L'UIB a conclu, le 09/02/2016 une convention avec la société « International SICAR » en vertu de laquelle cette dernière confie à la SICAR la gestion d'un fond d'un montant d'un million trois cent soixante-seize dinars.

Sur ce fond géré l'international SICAR percevra :

- Une commission de gestion égale à 0,65% des montants non utilisés en participations effectives perçue trimestriellement et calculée sur le solde des fonds non utilisés à la fin du trimestre ;

- Une commission de gestion égale à 1% des fonds utilisés en participations effectives perçue trimestriellement et calculée sur le solde des utilisations à la fin de chaque trimestre ;

- Une commission de rendement du portefeuille calculée sur la base de 10% des produits perçus sur le placement de la trésorerie disponible non encore investi.

Le montant de la charge constatée par la banque au titre de la gestion des fonds confiés en 2016 s'élève à 7 KTND.

Le montant de la commission de rendement supportée par la banque en 2016 s'élève à 9 KDT.

Cette convention a été autorisée par le conseil d'administration du 16 mars 2016.

II. OPÉRATIONS RÉALISÉES RELATIVES À DES CONVENTIONS CONCLUES AU COURS DES EXERCICES ANTÉRIEURS ET RENOUVELÉES AU COURS DE L'EXERCICE 2016

Opérations avec le Groupe Société Générale

- Le conseil d'administration réuni le 07 Octobre 2016 a autorisé la reconduction des contrats de services techniques avec le groupe SG pour l'année 2016. Ces contrats comprennent :

- L'assistance dans les domaines informatiques et organisationnels.
- La mise en place d'un contrôle à travers le dispositif « LABO » des bénéficiaires et émetteurs de transferts internationaux par SWIFT.
- Des services financiers associés à l'accès au réseau SWIFT NET.

Les charges supportées par la banque au titre de chaque service prévu par les contrats s'élèvent respectivement à 58 KTND, 12 KTND et 146 KTND.

III. OPÉRATIONS RÉALISÉES RELATIVES À DES CONVENTIONS CONCLUES AU COURS DES EXERCICES ANTÉRIEURS

Opérations avec le Groupe Société Générale

- L'UIB a reçu une garantie de la Société Générale en couverture des engagements de la société « Nestlé Tunisie » pour un montant total de 3 000 KTND jusqu'au 15 Juillet 2015 rémunérée à 0,032% l'an. Cette garantie a été renouvelée dans les mêmes conditions jusqu'au 30 Juillet 2016.

Les commissions supportées par la banque en 2016 au titre de cette garantie s'élèvent à 0,7 KTND.

- L'UIB a reçu une garantie de la Société Générale en couverture des engagements de la société « Nestlé Tunisie Distribution » pour un montant total de 6 000 KTND jusqu'au 15 Juillet 2015 rémunérée à 0,032% l'an. Cette garantie a été renouvelée dans les mêmes conditions jusqu'au 30 Juillet 2016.

Les commissions supportées par la banque en 2016 au titre de cette garantie s'élèvent à 1,3 KTND.

- L'UIB a conclu, au cours de l'exercice 2008, un contrat d'assistance et de maintenance du site transactionnel de banque à distance sur internet à travers le système CADINET, mis à sa disposition par la Société Générale. Un avenant portant sur la reconduction tacite dudit contrat jusqu'au 31 décembre 2014 a été approuvé par le conseil d'administration du 28 Novembre 2014. Un deuxième avenant portant sur la reconduction dudit contrat jusqu'au 31 décembre 2016, a été approuvé par le conseil d'administration du 17 Décembre 2015. La charge supportée par la banque en 2016 au titre de cette convention, s'est élevée à 98 KTND Hors TVA.

- L'UIB a reçu une garantie de la Société Générale en couverture d'un crédit accordé à SONOBRA et ce, pour un montant de 43 464 KTND. Cette garantie est rémunérée à un taux de 0,25% l'an. Les commissions supportées par la banque en 2016 au titre de cette garantie s'élèvent à 39 KTND.

L'UIB a reçu une garantie de la Société Générale dans le cadre d'une convention entre BNP Paribas Securities Services et l'UIB en couverture des dépôts espèces du compte BNPSS ouvert dans le livre de l'UIB, et ce pour un montant forfaitaire maximum de 1 000 000 EUR. Cette garantie est rémunérée à un taux de 0,4805% l'an.

Les commissions supportées par la banque en 2016 au titre de cette garantie s'élèvent à 14 KTND.

- L'UIB a contracté auprès de la Société Générale en date du 23 novembre 2009 un emprunt

d'un nominal de 30 Millions de dollars destiné au financement d'un crédit d'investissement accordé à Tunisair.

L'emprunt a été intégralement remboursé au 23/11/2016. La charge d'intérêt au titre de 2016 dudit emprunt s'élève à 84 KTND.

- L'UIB a conclu, le 12 Novembre 2008, avec la Société Générale un contrat de prêt subordonné à durée indéterminée d'un montant de 40 millions de dinars, s'inscrivant dans le cadre du respect par la banque des règles prudentielles applicables en Tunisie, telles que prévues notamment par la circulaire de la BCT n°99-04 du 19 Mars 1999. Le Prêt est remboursable en une ou plusieurs fois et au plus tôt à compter du 12 Novembre 2013, à l'initiative de l'UIB et après accord préalable du Gouverneur de la Banque Centrale de Tunisie. Ce prêt est rémunéré au taux moyen annuel de l'appel d'offres de la Banque Centrale de Tunisie.

Les charges d'intérêts supportées par la banque en 2016 s'élèvent à 1 728 KTND.

- L'UIB a conclu, le 12 Novembre 2008, avec la Société Générale un contrat de prêt subordonné à durée déterminée d'un montant de 40 millions de dinars, s'inscrivant dans le cadre du respect par la banque des règles prudentielles applicables en Tunisie, telles que prévues notamment par la circulaire de la BCT n°99-04 du 19 Mars 1999. Le prêt est conclu pour une durée 10 ans. Il est rémunéré au taux moyen annuel de l'appel d'offres de la Banque Centrale de Tunisie.

Les charges d'intérêts supportées par la banque en 2016 s'élèvent à 1 728 KTND.

- L'UIB a conclu une convention avec la société générale, en vertu de laquelle la banque assure la conservation des instruments financiers ainsi que les espèces détenues pour le compte de ses clients.

Les commissions facturées par l'UIB au cours de 2016 s'élèvent à 681 KTND Hors TVA.

- L'UIB a conclu un contrat de prestation de service « Internet Banking pour les Entreprises »

portant sur l'assistance, le conseil et le support au projet de déploiement d'un dispositif de banque sur Internet à destination des entreprises, avec la Société Générale.

Le coût de la maintenance et du support post-production supporté par la banque en 2016 est de 91 KTND

- L'UIB a conclu un contrat de maintenance Narval (application ayant trait au pilotage de la surveillance permanente au sein de l'UIB) avec le Groupe moyennant une redevance annuelle de 4 632 Euros Hors TVA.

La charge constatée par la Banque au titre de l'exercice 2016 s'élève à 11 KTND.

- L'UIB a conclu, un contrat de prestation de services avec la filiale de la société Générale « Komerkni Banka » portant sur l'élaboration d'un plan directeur en matière de stratégie d'infrastructure IT. La charge supportée par la banque au titre de l'exercice 2016 s'élève à 92 KDT hors taxes.

Opérations avec la société « l'Internationale de Recouvrement des Créances – IRC »

- L'UIB a conclu, le 29 février 2012, une convention d'assistance avec l'IRC portant sur la réalisation des travaux d'assistance comptable, l'établissement, le contrôle des déclarations fiscales et l'assistance à la gestion sociale de la société.

La mission d'assistance est confiée pour une durée d'un exercice renouvelable par tacite reconduction. Les honoraires des travaux d'assistance sont fixés à un forfait annuel 20 KTND Hors TVA. A ce titre, le produit constaté par la banque en 2016 s'élève 20 KTND.

Opérations avec la société « UIB Finance »

- L'UIB a conclu un contrat d'assistance comptable avec la société « UIB Finance ». Le contrat prévoit la perception par la banque d'une rémunération annuelle de 10 KTND Hors TVA. A ce titre, le produit constaté par la banque en 2016, s'élève à 10 K TND.

- L'UIB a conclu, le 15 Novembre 2006, avec la société « UIB Finance » une convention portant sur l'exécution des ordres de bourse collectés par le réseau des agences de la banque. En vertu de cette convention UIB Finance, perçoit une rémunération calculée par référence aux taux prévus par l'arrêté du Ministre des Finances du 27 Mars 1996 au titre des frais de transactions boursières, ainsi qu'une rémunération calculée au taux de 0,4% HTVA sur les transactions réalisées au profit de la banque, au titre des frais de courtage.

A ce titre, les montants versés par l'UIB au titre de 2016, s'élèvent à 3 KTND Hors TVA.

- L'UIB a conclu le 23 juillet 2012 une convention en vertu de laquelle l'UIB loue à « UIB Finance » pour une durée de 3 ans renouvelables, un espace au lac Turkana résidence Reflets du Lac. Les produits constatés par la banque, en 2016, s'élèvent 5,359 KTND.

- L'UIB a conclu, le 30 Août 2012 avec « UIB Finance » un contrat portant sur la maintenance du parc informatique et accessoires, en vertu duquel la banque perçoit une rémunération annuelle de 5 KTND Hors TVA.

A ce titre, le produit constaté par la banque en 2016 s'élève 5 KTND.

- L'UIB a conclu, le 30 Août 2012 avec « UIB Finance » un contrat de maintenance et de gestion du service back office de cette dernière au titre duquel la banque perçoit des honoraires annuels de 5 KTND Hors TVA. Le produit constaté par la banque au titre de l'exercice 2016 est de 5 K TND.

Opérations avec la société « International Sicar »

- L'UIB a conclu un contrat d'assistance comptable avec la société « International Sicar ». Le contrat prévoit la perception par la banque d'une rémunération annuelle de 40 KTND Hors TVA.

A ce titre, le produit constaté par la banque en 2016, s'élève à 40 KTND.

- Au cours de l'exercice 2002, l'UIB a conclu une convention avec la société « International SICAR » consistant à faire bénéficier à la SICAR du mécanisme du fonctionnement et des avantages du compte à rendement optimum. Les charges d'intérêt payées par la banque au titre de l'exercice 2016 s'élèvent à 16 KTND HTVA.

- L'UIB a conclu, le 02 mai 2012, un contrat de sous location avec « International Sicar » moyennant un loyer annuel de 11 KTND.

- L'UIB a conclu, le 01/07/2015 une convention avec la société « International SICAR » qui annule et remplace la convention de gestion de fonds conclue le 13 mars 2000 et les avenants du 02 septembre 2000 et 27 décembre 2003.

Conformément à la nouvelle convention, les principales conditions de gestion desdits fonds se présentent comme suit :

- Une commission de gestion égale à 0,65% l'an du montant des fonds sur l'encours non utilisé des fonds gérés par la SICAR, perçue trimestriellement et calculée sur le solde des fonds non utilisés fin de trimestre ;

- Une commission de gestion égale à 1,5% l'an des fonds utilisés en participations effectives et productives perçue trimestriellement et calculée sur le solde des utilisations à la fin de chaque trimestre ;

- Une part des revenus des participations égale à 20% des dividendes reçus et 10% des plusvalues de cession de participation ; et

- Une commission de recouvrement égale à 10% des récupérations en principal sur les participations non productives.

Le montant des commissions supportées par la banque en 2016 au titre de la gestion des fonds s'élève à 47 KTND. Le montant des commissions de recouvrement s'élève à 114 KTND.

- L'UIB a conclu, le 27/02/2015 une convention avec la société « International SICAR » en vertu de laquelle cette dernière confie à la SICAR la

gestion d'un fond d'un montant de deux millions de dinars.

Sur ce fond géré l'international SICAR percevra :

- Une commission de gestion égale à 0,65% des montants non utilisés en participations effectives perçue trimestriellement et calculée sur le solde des fonds non utilisés à la fin du trimestre ;
- Une commission de gestion égale à 1% des fonds utilisés en participations effectives perçue trimestriellement et calculée sur le solde des utilisations à la fin de chaque trimestre ; et
- Une commission de rendement du portefeuille calculée sur la base de 10% des produits perçus sur le placement de la trésorerie disponible non encore investi.

Le montant de la charge constatée par la banque au titre de la gestion des fonds confiés en 2016 s'élève à 13 KTND.

Le montant de la commission de rendement supportée par la banque en 2016 s'élève à 10 KDT.

IV. OBLIGATIONS ET ENGAGEMENTS DE LA BANQUE ENVERS SES DIRIGEANTS

1. Les obligations et engagements de la banque envers ses dirigeants, tels que visés par l'article 200 nouveau II § 5 du Code des Sociétés Commerciales se présentent comme suit :

- La rémunération et avantages accordés au Directeur Général sont fixés par les Conseils d'Administration du 22 Mai 2012 et du 09 juin 2008. Il reçoit un salaire annuel fixe, un intéressement sous forme de bonus et bénéficie de la prise en charge des frais d'utilité.
- Les membres du conseil d'administration perçoivent des jetons de présence décidés annuellement par l'assemblée générale.

2. Les obligations et engagements de l'Union Internationale de Banques envers ses dirigeants (y compris les charges sociales y afférentes), tels qu'ils ressortent des états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2016, sont détaillés au niveau du tableau ci-après :

EN TND	DIRECTEU GÉNÉRAL		DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT		ADMINISTRATEURS	
	Charges de l'exercice	Passif au 31/12/2016	Charges de l'exercice	Passif au 31/12/2016	Charges de l'exercice	Passif au 31/12/2016
Avantages à court terme :						
Salaires bruts	619 392	-	476 010	-	-	-
Intéressement sous forme de bonus	458 170	693 793	97 034	97 034	-	-
Charges sociales et fiscales	306 468	257 730	162 184	52 837	-	-
Congés payés	44 455	156 761	15 742	15 742	-	-
Autres avantages	22 542	-	3 441	-	-	-
Jetons de présence	-	28 800	-	-	150 000	150 000
TOTAL	1 478 027	1 137 084	754 411	165 613	150 000	150 000

En dehors des conventions et opérations précitées, nos travaux n'ont pas révélé l'existence d'autres conventions ou opérations rentrant dans le cadre des dispositions de l'article 29 de la loi n° 2001-65, relative aux établissements de crédits, de l'article 200 et suivants et l'article 475 du Code des Sociétés Commerciales.

Tunis, le 10 Avril 2017

**AMC Ernst & Young
Noureddine Hajji**



Les commissaires aux comptes

**Tunisie Audit & Conseil
Lamjed Mbarek**



3. ÉTATS FINANCIERS

BILAN ARRÊTÉ AU 31 DÉCEMBRE 2016 (CHIFFRES PRÉSENTÉS EN MILLIERS DE DINARS)

	Notes	31 Décembre 2016	31 Décembre 2015 Retraité	31 Décembre 2015 Publi ^é	
Actif					
AC1	Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT	1	210 328	62 742	62 742
AC2	Créances sur les établissements bancaires et financiers	2	49 590	153 200	153 200
AC3	Créances sur la clientèle	3	4 130 691	3 725 437	3 725 437
AC4	Portefeuille-titres commercial	4	29 740	-	-
AC5	Portefeuille d'investissement	5	155 260	114 971	114 971
AC6	Valeurs immobilisées	6	41 128	42 199	42 199
AC7	Autres actifs	7	44 123	42 385	42 379 *
	Total Actifs		4 660 860	4 140 934	4 140 928
Passif					
PA2	Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers	8	147 312	3 495	3 495
PA3	Dépôts et avoirs de la clientèle	9	3 661 340	3 402 262	3 402 262
PA4	Emprunts et ressources spéciales	10	329 449	320 914	320 914
PA5	Autres passifs	11	151 175	99 634	99 628 *
	Total Passifs		4 289 276	3 826 305	3 826 299
Capitaux propres					
CP1	Capital		172 800	172 800	172 800
CP2	Réserves	12	122 982	77 789	77 789
CP5	Résultats reportés		4	2	2
	Résultats reportés hors modifications comptables		4	2	2
CP6	Résultat de l'exercice		75 798	64 038	64 038
	Total capitaux propres	13	371 584	314 629	314 629
	Total capitaux propres et passifs		4 660 860	4 140 934	4 140 928

(*) Chiffres retraités pour les besoins de la comparabilité (Cf. Note 2.8)

ÉTAT DES ENGAGEMENTS HORS BILAN ARRÊTÉ AU 31 DÉCEMBRE 2016
 (CHIFFRES PRÉSENTÉS EN MILLIERS DE DINARS)

	Notes	31 Décembre 2016	31 Décembre 2015 Publié	
Passifs éventuels				
HB1	Cautions, avals et autres garanties données	14	592 913	499 161
HB2	Crédits documentaires	15	211 460	114 210
Total des passifs éventuels			804 373	613 371
Engagements donnés				
HB4	Engagements de financements donnés	16	141 886	72 066
Total des engagements donnés			141 886	72 066
Engagements reçus				
HB7	Garanties reçues	17	756 437	643 145
Total des engagements reçus			756 437	643 145

ÉTAT DE RÉSULTAT PÉRIODE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2016

(UNITÉ : EN MILLIERS DE DINARS)

	Notes	Du 1er Janvier au 31 Décembre 2016	Du 1er Janvier au 31 Décembre 2015
Produits d'exploitation bancaire			
PR1	Intérêts et revenus assimilés	265 099	255 901
PR2	Commissions (en produits)	84 656	62 221
PR3	Gains sur portefeuille-titres commercial et opérations financières	16 012	11 397
PR4	Revenus du portefeuille d'investissement	9 070	8 067
	Total des produits d'exploitation bancaire	374 837	337 586
Charges d'exploitation bancaire			
CH1	Intérêts courus et charges assimilées	(123 472)	(116 960)
CH2	Commissions encourues	(3 615)	(3 942)
	Total charges d'exploitation bancaire	(127 087)	(120 902)
	Produit net bancaire	247 750	216 684
PR5-CH4	Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances, hors bilan et passif	(13 328)	(16 755)
PR6-CH5	Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement	(316)	(724)
PR7	Autres produits d'exploitation	113	113
CH6	Frais de personnel	(87 688)	(78 795)
CH7	Charges générales d'exploitation	(24 050)	(22 283)
CH8	Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations	(8 428)	(8 399)
	Résultat d'exploitation	114 053	89 841
PR8-CH9	Solde en gain/perte provenant des autres éléments ordinaires	(389)	57
CH11	Impôt sur les bénéfices	(30 000)	(25 869)
PR9-CH10	Solde en gain/perte provenant des autres éléments extraordinaires	(7 866)	9
	Résultat net de l'exercice	75 798	64 038
	Résultat par action (en DT)	2,193	1,853 *

*déterminé suivant un nombre d'actions pondérées

ÉTAT DE FLUX DE TRÉSORERIE PÉRIODE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2016
(CHIFFRES PRÉSENTÉS EN MILLIERS DE DINARS)

Notes	Du 1er Janvier au 31 Décembre 2016	Du 1er Janvier au 31 Décembre 2015 Retraité	Du 1er Janvier au 31 Décembre 2015 Publié
Flux d'exploitation			
Produits d'exploitation bancaires encaissés	364 753	330 339	330 339
Charges d'exploitation bancaires décaissées	(128 430)	(118 461)	(118 461)
Dépôts/retrait de dépôts des autres établissements financiers	-	-	300 *
Prêts, Avances / Remboursement prêts et avances accordés à la clientèle	(425 578)	(302 401)	(302 401)
Dépôts/retrait de dépôts de la clientèle	259 302	248 433	248 433
Titres de placements, titres de transaction	(29 740)	-	-
Sommes versées au personnel et créditeurs divers	(81 984)	(101 497)	(101 497)
Autres flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	14 265	(816)	(816)
Impôts sur les bénéfices	(15 390)	(36 198)	(36 198)
Flux de trésorerie net provenant des activités d'exploitation	(42 802)	19 399	19 699
Flux d'investissement			
Intérêts et dividendes encaissés sur portefeuille d'investissement	8 622	8 669	8 669
Acquisition / Cession portefeuille d'investissement	(40 151)	(2 781)	(2 781)
Acquisition / Cession immobilisations	(15 999)	(9 723)	(9 723)
Flux de trésorerie net provenant des activités d'investissement	(47 528)	(3 835)	(3 835)
Flux de financement			
Emission / Remboursement d'emprunts	10 398	19 540	19 540
Augmentation / diminution ressources spéciales	(841)	(4 125)	(4 125)
Dividendes versés	(19 008)	(17 280)	(17 280)
Flux de trésorerie net provenant des activités de financement	(9 451)	(1 865)	(1 865)
Variation des liquidités et équivalents de liquidités au cours de la période	(99 781)	13 699	13 999
Liquidités et équivalents de liquidités début de l'exercice	212 621	198 922	199 081 *
Liquidités et équivalents de liquidités fin de l'exercice	31 112 840	212 621	213 080

(*) Chiffres retraités pour les besoins de la comparabilité (Cf. Note 2.8)

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 2016

1. RÉFÉRENTIEL D'ÉLABORATION ET DE PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers arrêtés au 31 Décembre 2016 sont établis conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie, et notamment les normes comptables (NCT 21 à 25) relatives aux établissements bancaires et applicables à partir du 1er Janvier 1999.

2. MÉTHODES COMPTABLES APPLIQUÉES

Les états financiers de l'Union Internationale de Banques sont élaborés sur la base de la mesure des éléments du patrimoine au coût historique. Les principes comptables les plus significatifs se résument comme suit :

2.1 - Prise en compte des intérêts et agios

Les intérêts et agios courus au cours de l'exercice et non encore encaissés à la date de clôture sont comptabilisés parmi les produits de l'exercice lorsqu'ils concernent les clients classés parmi les « actifs courants » (classe A) ou parmi les « actifs nécessitant un suivi particulier » (classe B1), au sens de la circulaire BCT n° 91-24, sur la base de la classification des créances telle qu'arrêtée à la date de clôture.

Toutefois, en vertu de l'article 2 de la circulaire BCT N° 2012-02, les établissements de crédit ne doivent pas incorporer dans leurs produits les intérêts demeurés impayés à la date du rééchelonnement et relatifs aux engagements courants et ceux nécessitant un suivi particulier (classe1) ayant fait l'objet de rééchelonnement dans le cadre de la circulaire N° 2011-04.

Les intérêts et agios courus et non encaissés relatifs à des créances classées parmi les "**actifs incertains**" (classe B2) ou parmi les "**actifs préoccupants**" (classe B3) ou parmi les "**actifs compromis**" (classe B4), au sens de la circulaire BCT n° 91-24, sont constatés en intérêts et agios réservés et non en produits.

Pour l'arrêté des comptes au 31 Décembre 2016, et au sens de la circulaire 91 – 24, la réservation des intérêts et agios relatifs à des créances classées B2, B3 ou B4 a été faite sur la base de la classification des créances telle qu'arrêtée à cette date.

Pour ces actifs, la banque n'a incorporé dans ses résultats que les intérêts (ou produits) qui ont été effectivement supportés par le débiteur. Tout intérêt (ou produit), précédemment comptabilisé mais non payé, est déduit des résultats.

Dans un souci de prudence, les règlements des échéances des crédits, dans le système d'information Delta mis en place en 2006, sont affectés prioritairement au paiement du capital puis aux intérêts.

2.2 - Evaluation des engagements et des provisions y afférentes

2.2.1 Provisions individuelles

La classification et l'évaluation des engagements et la détermination des provisions y afférentes sont effectuées conformément à la circulaire de la Banque Centrale de Tunisie N° 91-24 du 17 décembre 1991 telle que modifiée par la circulaire N° 99-04 du 19 mars 1999, la circulaire N° 2001-12 du 4 mai 2001, la circulaire N°2012-09 du 29 juin 2012 et la circulaire N°2013-21 du 31 décembre 2013. Les classes de risque sont définies de la manière suivante :

- A – Actifs courants
- B1 – Actifs nécessitant un suivi particulier
- B2 – Actifs incertains
- B3 – Actifs préoccupants
- B4 – Actifs compromis

Les taux de provisions par classe de risque appliqués au risque net non couvert sont les suivants :

B2 – Actifs incertains	20%
B3 – Actifs préoccupants	50%
B4 – Actifs compromis	100%

La circulaire de la Banque Centrale de Tunisie n° 2013-21 du 31 décembre 2013 a instauré une obligation pour les établissements de crédit de constituer des provisions additionnelles sur les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 supérieure ou égale à 3 ans pour la couverture du risque net et ce, conformément aux quotités minimales suivantes :

- 40% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 de 3 à 5ans ;
- 70% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 de 6 et 7ans ;
- 100% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 supérieure ou égale à 8 ans.

On entend par risque net, la valeur de l'actif après déduction :

- des agios réservés;
- des garanties reçues de l'Etat, des organismes d'assurance et des établissements de crédit;
- des provisions constituées conformément aux dispositions de l'article 10 de la circulaire aux établissements de crédit n°91-24.

En application de ces dispositions, la banque procède, à la clôture de chaque exercice, à l'évaluation exhaustive de ses engagements et des risques qui y sont liés.

2.2.2 Provisions collectives

Jusqu'à la clôture de l'exercice 2010, seules les règles de classification des actifs et de couverture des risques édictées par le circulaire n° 91-24 du 17 Décembre 1991, étaient applicables.

En 2011 et suite aux événements post révolution qu'a connus le pays, les règles ci-dessous ont été adoptées en vertu de la circulaire n° 2011-04 du 12 Avril 2011 relative aux mesures conjoncturelles de soutien aux entreprises économiques affectées par les retombées des événements survenus qui prévoit notamment ce qui suit :

- Le rééchelonnement des échéances échues ou à échoir au cours de la période allant du 1er Décembre 2010 jusqu'au 31 Décembre 2011 ainsi que les utilisations additionnelles en crédits de gestion pour faire face à la situation exceptionnelle post-révolution;

- Les rééchelonnements ainsi réalisés ne doivent donner lieu ni à la classification du client concerné en classes 2, 3 ou 4, ni à la révision de sa classification au 31 décembre 2010.

Par ailleurs et en application des dispositions de la circulaire n° 2012-02 du 11 janvier 2012, les établissements de crédit ne doivent pas incorporer dans leurs produits les intérêts demeurés impayés à la date du rééchelonnement et relatifs aux engagements courants (classe A) et ceux nécessitant un suivi particulier (classe B1) à fin Décembre 2010, ayant bénéficié d'arrangements dans le cadre de la circulaire n° 2011-04.

En application des circulaires 2012-09 et 2012-20 ayant prévu l'obligation de constituer par prélèvement sur les résultats de provisions à caractère général dites "provisions collectives" pour couvrir les risques latents sur les engagements courants et les engagements nécessitant un suivi particulier au sens de la circulaire 91-24, le stock de la provision collective constitué par la banque s'élève à 15 226 KTND au 31 Décembre 2016.

En application de la circulaire BCT n° 2015-04 du 27 Mars 2015, les crédits d'aménagement sont classés sous la catégorie " crédits à la consommation " et ne font plus partie de la catégorie d'activité " crédits habitat ". Ce reclassement est appliquée d'une manière prospective à partir de la date de publication de ladite circulaire.

2.3 - Traitement des impayés

INTÉRÊTS IMPAYÉS SUR CRÉDITS

Les intérêts impayés sur crédits ne sont pas débités automatiquement dans les comptes des clients mais sont logés dans des comptes d'intérêts impayés.

Les impayés sur créances classées parmi les « actifs incertains » (classe B2) ou parmi les « actifs préoccupants » (classe B3) ou parmi les « actifs compromis » (classe B4), au sens de la circulaire BCT n° 91-24, sont réservés

et présentés en net à l'actif du bilan.

2.4- Présentation des provisions

Les provisions pour dépréciation des éléments d'actifs sont présentées à l'actif du bilan de la banque, en déduction du poste s'y rapportant (créances à la clientèle, portefeuille titres...).

Le total des provisions pour risque de contrepartie ainsi que des provisions sur les éléments d'actif et de passif s'élève à 304 606 KTND au 31/12/2016 contre 301 446 KTND au 31/12/2015 et se détaille comme suit :

	31/12/2016	31/12/2015
Provision pour risque de contrepartie créances douteuses Bilan	180 618	166 831
Provision/Décote de Garantie	90 065	98 416
Provision pour risques de contre partie hors bilan douteux	2 821	3 824
Provision Hors Bilan/Décote de Garantie	411	590
Provisions à caractère générale dite collective	15 226	13 061
Provision pour dépréciation de titres	2 188	2 442
Provision pour dépréciation fonds gérés SICAR	5 308	5 306
Provision pour risques sur autres postes d'actifs	325	295
Provision pour passifs et charges	7 644	10 681
Total	304 606	301 446

2.5 - Immobilisations et Amortissements

Les immobilisations sont enregistrées à la valeur d'acquisition hors TVA déductible, la proportion ne donnant par droit à déduction est incorporée au coût. Elles sont amorties selon la méthode linéaire en appliquant les taux suivants :

Immobilisations d'exploitation	2%
Immobilisations hors exploitation	2%
Matériel roulant	20%
Matériel et mobilier de bureau	10%
Matériel informatique	15%, 16.66%, 20%, 25% et 33.33%
Logiciel	20%
Agencement, aménagement et installation	10%
Matériel et équipement de l'amicale UIB	10%

2.6 - Titres de participation

Les titres de participation sont comptabilisés à leur valeur d'acquisition ou, en cas de souscription, à la valeur nominale. Les souscriptions non libérées sont constatées en hors bilan.

Des provisions pour dépréciation sont comptabilisées en cas de différence entre le prix d'acquisition et la juste valeur des titres.

Les bons de trésor assimilables figurent parmi la rubrique « portefeuille d'investissement ».

Les règles de constatation du portefeuille « titres de participation » sont :

- Règles de classification : il s'agit de titre de placements dont l'intention de détention est à long terme.

- Méthodes d'évaluation : les participations sont comptabilisées à la valeur nominale d'acquisition. Une évaluation extracomptable est faite chaque année sur la base des états financiers en se référant à la situation nette réelle (fonds propres minorés des non valeurs), et ce pour calculer le besoin en provisionnement/reprise sur provisions du titre.

- Règles de constatation du revenu : les revenus des participations, les dividendes, sont constatés dès la réception du PV signé et enregistré de l'AGO statuant sur la clôture de l'exercice précédent, sur la base de la clause de répartition du capital et du nombre d'actions détenus par la banque.

2.7 - Evaluation des avoirs et dettes en devises

Les avoirs et les dettes devises sont réévalués à la date d'arrêté sur la base du cours moyen des devises sur le marché interbancaire publié par la BCT.

1- Règles de conversion des opérations en monnaies étrangères et de constatation de résultats de change :

Conformément à la réglementation comptable en vigueur, l'UIB tient une comptabilité multidevises; ce mode de comptabilité permet à la banque la détermination périodique de la position de change.

Pour assurer la tenue de comptabilité autonome par devise, il est fait usage des comptes techniques à savoir :

- « Positions de change »
- « Contre-valeur position de change »
- « Ajustement devises ».

Ainsi les opérations effectuées en devises sont enregistrées dans la comptabilité ouverte dans chacune des devises. Elles sont ensuite converties et reversées dans la comptabilité en monnaie de référence à savoir le TND.

Le processus de tenue d'une comptabilité multidevises comporte les étapes suivantes :

- Comptabilisation dans la devise d'origine.
- Conversion des charges et produits libellés en devises au moment de leurs versement au niveau de compte de résultat de la Banque
- Réévaluation des comptes de position de change par référence au cours fixing de la BCT.

2. Base de conversion des charges et produits libellés en devises :

Les charges et produits libellés en devises sont convertis dans la comptabilité en monnaie de référence sur la base des cours de change au comptant propre à chaque opération et sont comptabilisés au jour le jour.

Les charges et produits libellés en devises courus et non échus à la date de l'arrêté comptable sont convertis sur la base du cours fixing BCT à la date d'arrêté comptable.

3. Bases utilisées pour la réévaluation des positions en devises :

À chaque arrêté comptable, les éléments d'actifs, de passif et de hors bilan figurant dans chacune des comptabilités devises sont convertis en monnaie de référence (en dinar) en utilisant le cours fixing BCT.

L'écart de réévaluation, entre le cours de référence utilisé au moment de la comptabilisation des éléments d'actif, de passif et du hors bilan et le cours fixing de la BCT, est comptabilisé en gains ou pertes de change au niveau du compte de résultat de la Banque

4. Règles de prise en compte des différences de change en résultat :

À chaque arrêté comptable, les différences entre, d'une part, les éléments d'actif, de passif et de hors bilan réévalués selon les cours de change en vigueur à la même date, et d'autre part, les montants correspondants dans les comptes de

contre-valeur de position de change sont prises en compte en résultat de la période considérée.

5. Montant global de la contre-valeur en monnaie de référence de l'actif et du passif en devises :

La méthode adoptée pour la comptabilisation des opérations en devises consiste à décomposer l'opération en deux transactions séparées réalisées contre la monnaie de référence. Cette dernière joue le rôle de monnaie pivot.

La contre-valeur dans la monnaie de référence est déterminée sur la base du cours de change sur le marché pour une des deux devises considérées (appelée devise directrice). Le cours de change relatif à l'autre devise est déduit de façon à équilibrer les contre-valeurs de chacune des deux devises dans la monnaie de référence.

6. Valeur des opérations de change au comptant non dénouées à la date de clôture de l'exercice :

Les opérations de change au comptant avec délai d'usance sont comptabilisées en hors bilan dès la date d'engagement et au bilan à la date de mise à disposition.

Le délai d'usance correspond au délai nécessaire à la mise en oeuvre de la livraison des devises

qui est généralement de 2 jours ouvrables. À la fin de l'exercice, les opérations de change au comptant non dénouées sont déclarées en hors bilan.

7. Valeur des opérations de change à terme non dénouées à la date de clôture de l'exercice :

Les opérations de change à terme sont les opérations d'achat et de vente de devises dont les parties décident de différer le dénouement pour des motifs autres que les délais d'usance. Elles se traduisent ainsi par un engagement d'acheter ou de vendre une certaine quantité de devises, à un cours déterminé, à une date future donnée.

Les opérations de change à terme sont exclusivement réalisées à des fins de couvertures. Ces opérations sont converties, à la date de leur engagement, et réévaluées à la date de chaque arrêté comptable sur la base du cours de change utilisé pour la conversion et l'évaluation des éléments couverts (le cours fixing de la date d'arrêté). Les différences positives et négatives résultant de cette réévaluation sont prises en compte de façon symétrique en compte de résultat avec la constatation symétrique des comptes d'ajustements de devises Bilan et Hors bilan.

OPERATIONS EN DEVICES	31/12/2016	<i>En KTND</i> 31/12/2015
Opérations de change au comptant non échues à la clôture	(9 641)	988
Opérations de change à Terme non échues à la clôture	(76 062)	39 647
Autres engagements relatifs à des opérations en devises (SWAP)	16 359	21 377
Total	(69 343)	62 012

2.8 - Retraitements opérés pour les besoins de comparabilité

Retraitements du bilan :

Au 31/12/2016, il a été décidé de procéder aux retraitements suivants sur les données comparatives au 31/12/2015 :

RUBRIQUES	NATURE DU RETRAITEMENT	MONTANT AVANT RETRAITEMENT	MONTANT DU RETRAITEMENT	MONTANT APRÈS RETRAITEMENT
AC7 - Autres Actifs		42 379	6	42 385
	Reclassement du compte diverses opérations monétiques à imputer de AC7 (b) à PA5 (b)		6	
	Reclassement du compte charges back VISA de AC7 (b) à PA5 (b)		1	
	Reclassement du compte coupon titre en dépôt encaisse de AC7 (b) à PA5 (b)		(1)	
PA5-AUTRES PASSIFS		99 628	6	99 634
	Reclassement du compte diverses opérations monétiques à imputer de AC7 (b) à PA5 (b)		6	
	Reclassement du compte charges back VISA de AC7 (b) à PA5 (b)		1	
	Reclassement du compte coupon titre en dépôt encaisse de AC7 (b) à PA5 (b)		(1)	

Retraitements de flux de Trésorerie :

Au 31/12/2016, il a été décidé de procéder aux retraitements suivants sur les données comparatives au 31/12/2015 :

RUBRIQUES	NATURE DU RETRAITEMENT	MONTANT AVANT RETRAITEMENT	MONTANT DU RETRAITEMENT	MONTANT APRÈS RETRAITEMENT
Dépôts/retrait de dépôts des autres établissements financiers		300	(300)	0
	Reclassement des dépôts organismes financiers et de leasing		(300)	
Liquidités et équivalents de liquidités début de l'exercice		199 081	(159)	198 922
	Reclassement des dépôts organismes financiers et de leasing		(159)	

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 2016

(CHIFFRES PRÉSENTÉS EN MILLIERS DE DINARS)

3.1 - Notes sur les postes de l'actif

Note 1 : Caisse, BCT, CCP et TGT

Cette rubrique accuse au 31/12/2016 un solde de 210 328 KTND contre 62 742 KTND au 31/12/2015. Le solde de cette rubrique se détaille ainsi :

	31/12/2016	31/12/2015
Banque Centrale comptes ordinaires	180 897	35 718
Caisse espèces en dinars	18 093	15 279
Alimentation GAB	7 158	7 929
Remise des fonds à IBS	2 753	2 886
Caisse espèces en devises	1 221	703
Espèces en route	302	389
CCP et TGT comptes ordinaires	52	15
Sous total	210 476	62 919
Provisions sur suspens caisse, CCP, BCT	(148)	(177)
Total Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT	210 328	62 742

Note 2 : Créances sur les Etablissements bancaires et financiers

Le solde de cette rubrique s'élève à 49 590 KTND au 31/12/2016 contre 153 200 KTND au 31/12/2015 et se détaille comme suit :

	31/12/2016	31/12/2015
Placements chez les correspondants étrangers	29 110	-
Placements chez les correspondants locaux	9 000	70 000
Comptes ordinaires chez des correspondants étrangers	8 378	20 520
Autres concours	1 980	2 167
Placement devises chez la BCT	1 127	60 526
Créances sur autres établissements financiers	1	-
Sous total	49 596	153 213
Provisions sur suspens correspondants locaux et étrangers	(6)	(13)
Total Créances sur les établissements bancaires et financiers	49 590	153 200

Les créances sur les établissements bancaires et financiers hors provisions se détaillent comme suit :

	Entreprise liée		Autres	
	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015
Créances sur les établissements bancaires	-	-	49 595	153 213
Créances sur les établissements Financiers	-	-	1	-
Total Créances sur les établissements bancaires et Financiers	-	-	49 596	153 213

La ventilation des créances brutes envers les établissements de crédit par maturité se présente comme suit :

	Jusqu'à 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Placements chez la BCT& les correspondants	41 218	-	-	-	41 218
Comptes ordinaires auprès des correspondants étrangers	8 378	-	-	-	8 378
Total des créances brutes sur les étab. de crédit	49 596	-	-	-	49 596

Toutes les créances sur les établissements bancaires et financiers ne sont pas éligibles au refinancement de la BCT. Toutes les créances sur les établissements bancaires et financiers ne sont pas matérialisées par des titres.

Note 3 : Créances sur la clientèle

Les créances sur la clientèle présentent au 31/12/2016 un solde de 4 130 691 KTND contre 3 725 437 KTND au 31/12/2015, soit une variation de 405 254 KTND et se détaillent ainsi :

	31/12/2016	31/12/2015
Comptes ordinaires débiteurs	286 161	275 583
Autres concours à la clientèle	4 188 938	3 787 479
Crédits sur ressources spéciales	37 059	35 600
Sous total	4 512 158	4 098 662
Agios et intérêts réservés	(95 558)	(94 917)
Provisions sur créances douteuses	(180 618)	(166 831)
Provisions sur créances douteuses décotes des garanties	(90 065)	(98 416)
Provisions à caractère générale dite collective	(15 226)	(13 061)
Total Créances sur la clientèle	4 130 691	3 725 437

La ventilation des créances brutes sur la clientèle par maturité se présente comme suit :

	Jusqu'à 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	5 ans à 7 ans	Plus de 7 ans	Total
Comptes ordinaires débiteurs	286 161	-	-	-	-	286 161
Autres concours à la clientèle	941 885	601 920	2 100 565	182 955	361 612	4 188 937
Crédits sur ressources spéciales	7 302	2 835	15 666	4 372	6 885	37 060
Total des créances brutes sur la clientèle	1 235 348	604 755	2 116 231	187 328	368 496	4 512 158

2 | RAPPORT GÉNÉRAL ET SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

La ventilation des créances sur la clientèle par nature de relation se détaille comme suit :

Désignation	Filiales	Autres	Total
Comptes ordinaires débiteurs	200	285 961	286 161
Autres concours à la clientèle	-	4 188 938	4 188 938
Crédits sur ressources spéciales	-	37 059	37 059
Sous total	200	4 511 958	4 512 158
Agios et intérêts réservés	-	(95 558)	(95 558)
Provisions sur créances douteuses	-	(180 618)	(180 618)
Provisions sur créances douteuses décotes des garanties	-	(90 065)	(90 065)
Provisions à caractère générale dite collective	-	(15 226)	(15 226)
Total Créances sur la clientèle	200	4 130 491	4 130 691

Les agios réservés et provisions sur la clientèle se détaillent ainsi :

	31/12/2016	31/12/2015
Provisions sur créances douteuses	(180 618)	(166 831)
Provisions sur décotes de garanties	(90 065)	(98 416)
Total Provisions risque de contrepartie	(270 683)	(265 247)
Provisions à caractère générale dite collective	(15 226)	(13 061)
Total Provisions sur créances sur la clientèle	(285 909)	(278 308)
Agios sur comptes non mouvementés	(43 928)	(47 701)
Intérêts réservés sur consolidations	(9 277)	(8 555)
Intérêts réservés sur crédits à court terme	(4 340)	(4 081)
Intérêts réservés sur crédits moyen terme	(30 415)	(27 989)
Intérêts réservés/crédits sur ressources spéciales	(2 359)	(2 597)
Commissions réservées sur cautions dinars	(45)	(44)
Autres commissions réservées	(5 194)	(3 950)
Total agios et intérêts réservés	(95 558)	(94 917)
Total Agios et provisions sur clientèle	(381 467)	(373 225)

La ventilation des engagements bruts de la banque par classe de risques se présente ainsi:

	Actifs Classés 0 & 1		Actifs Classés 2, 3 & 4		Totaux	
	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015
Engagements bilan	4 041 986	3 658 606	451 234	424 201	4 493 220	4 082 807
Engagements hors bilan	366 596	287 902	8 889	12 257	375 486	300 159
Sous-total	4 408 582	3 946 508	460 123	436 458	4 868 705	4 382 966
Autres engagements*					18 938	15 855
Total	4 408 582	3 946 508	460 123	436 458	4 887 644	4 398 821

*Hors créances prises en charge par l'Etat pour un montant de 6 983 KTND.

* Dont 13.229 KTND d'intérêts courus non échus, (3.758) KTND d'intérêts perçus d'avance, et 1.013 KTND échéance à recouvrer en capital et intérêts.

L'évolution des provisions sur créances douteuses se détaille ainsi :

Stock de départ au 31/12/2015	(265 247)
Dotations aux provisions	(35 830)
Reprises sur provisions	11 002
Reprises sur provisions sur décotes des garanties	7 166
Utilisations	11 040
Utilisations sur décotes des garanties	1 186
Stock de clôture au 31/12/2016	(270 683)

La ventilation par nature de la relation des créances sur la clientèle se détaille comme suit :

	Entreprises liées		Autres		Total	
	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015
Comptes ordinaires débiteurs	200	59	285 961	275 524	286 161	275 583
Autres concours à la clientèle	-	-	4 188 938	3 787 479	4 188 938	3 787 479
Crédits sur ressources spéciales	-	-	37 059	35 600	37 059	35 600
Sous total	200	59	4 511 958	4 098 603	4 512 158	4 098 662
Agios et intérêts réservés	-	-	(95 558)	(94 917)	(95 558)	(94 917)
Provisions sur créances douteuses	-	-	(180 618)	(166 831)	(180 618)	(166 831)
Provisions sur créances douteuses décotes des garanties	-	-	(90 065)	(98 416)	(90 065)	(98 416)
Provisions à caractère générale dite collective	-	-	(15 226)	(13 061)	(15 226)	(13 061)
Total Créances sur la clientèle	200	59	4 130 491	3 725 378	4 130 691	3 725 437

Au 31-12-2016, l'encours des créances sur la clientèle éligible au refinancement est estimé à 148 145 KTND contre 162 364 KTND au 31-12-2015.

Le montant des créances sur la clientèle existant à la clôture de l'exercice pour lesquelles les revenus correspondants ne sont pas constatés parmi les produits de l'exercice se présente comme suit :

	en KTND	
	31/12/2016	31/12/2015
Montant brut des créances	460 123	436 458
Dotations aux agios Réservés de l'exercice	15 333	12 767

Les crédits sur ressources spéciales pour lesquelles la Banque n'encourt aucun risque que ce soit sont les crédits sur dotation FONAPRA dont le risque de contrepartie est couvert à 100% par l'Etat Tunisien, l'encours de ces crédits se présente comme suit :

	en KTND	
	31/12/2016	31/12/2015
Encours des crédits sur dotation FONAPRA	18 146	16 125

Par ailleurs, la Banque n'a pas d'accord de financement en cours auprès des bailleurs de fonds.

Note 4 : Portefeuille-Titres commercial

Le portefeuille titres commercial présente au 31/12/2016 un solde de 29 740 KTND.

	31/12/2016	31/12/2015
Autres placements	29 740	-
Total Portefeuille-titres commercial	29 740	-

Les titres de placement sont répartis comme suit:

	31/12/2016	31/12/2015
TITRE DICK	10 000	-
TITRE GREEN LABEL	7 000	-
TITRE SAOUEF	12 740	-
Total Portefeuille-titres commercial	29 740	-

Note 5 : Portefeuille d'investissement

Le solde de cette rubrique s'élève au 31/12/2016 à 155 260 KTND contre 114 971 KTND au 31/12/2015. Le détail de cette rubrique est le suivant :

	31/12/2016	31/12/2015
Titres d'investissement	155 488	115 640
Part dans les entreprises liées	3 848	3 659
Titres de participations	3 420	3 420
Sous total	162 756	122 719
Provisions sur parts dans les entreprises liées	(14)	(352)
Provisions pour dépréciation titres	(2 174)	(2 090)
Provision pour dépréciation fonds gérés SICAR	(5 308)	(5 306)
Total Portefeuille d'investissement	155 260	114 971

Le tableau des mouvements du portefeuille d'investissement se présente comme suit:

Désignation	Valeurs brutes au 31/12/2015	Créances rattachées	Provision	Total net au 31/12/2015
Titres d'investissement - BTA	62 000	1 220		63 220
Emprunt National	30 000	986		30 986
Titres d'investissement - FG SICAR	14 616	1 739	(5 306)	11 049
Titres d'investissement - EMPRUNT OBLIGATAIRE	5 076	3		5 079
Titres de participation	3 420		(2 090)	1 330
Part dans les entreprises liées	3 659		(352)	3 307
Total	118 771	3 948	(7 748)	114 971

Désignation	Valeurs brutes au 31/12/2016	Créances rattachées	Provision	Total net au 31/12/2016
Titres d'investissement - BTA	102 000	1 236	-	103 236
Emprunt National	30 000	986	-	30 986
Titres d'investissement - FG SICAR	14 616	2 063	(5 308)	11 371
Titres d'investissement - EMPRUNT OBLIGATAIRE	4 476	112	-	4 588
Titres de participation	3 420	-	(2 174)	1 246
Part dans les entreprises liées	3 848		(14)	3 834
Total	158 360	4 397	(7 496)	155 260

Le tableau des mouvements du portefeuille titres d'investissement se présente comme suit :

Désignation	Total net au 31/12/2015	Acquis	Cession/remb	Créances rattachées	Dotation	reprise	Total net au 31/12/2016
Titres d'investissement - BTA	63 220	40 000		16			103 236
Emprunt National	30 986						30 986
Titres d'investissement-FG SICAR	11 049			324	(201)	199	11 371
Titres d'investissement - EMPRUNT OBLIGATAIRE	5 079		(600)	109			4 588
Titres de participation	1 330				(84)		1 246
Part dans les entreprises liées	3 307	661	(472)		(124)	462	3 834
Total	114 971	40 661	(1 072)	449	(409)	661	155 260

2 | RAPPORT GÉNÉRAL ET SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

La subdivision des titres de participations selon qu'ils soient cotés ou non cotés se présente comme suit:

	31/12/2016	31/12/2015
Titres non cotés	3 420	3 420
Provisions sur titres non cotés	(2 174)	(2 090)
Total	1 246	1 330

Les titres d'investissement se détaillent ainsi :

	31/12/2016	31/12/2015
Bons de trésor et assimilables (BTA)	102 000	62 000
Emprunt National	30 000	30 000
Placement Fonds SICAR	14 616	14 616
Emprunts obligataires	4 476	5 076
Créances rattachées sur fonds gérés SICAR	2 062	1 739
Créances rattachés sur BTA	1 236	1 220
Créances rattachées sur emprunt national	986	986
Créances rattachés sur emprunts obligataires	112	3
Total Titres d'investissement	155 488	115 640

Les titres de participations se détaillent comme suit :

En KTND

Titre	nombre d'actions	% de détention	Valeur brute 31/12/2016	Provision 31/12/2016	Valeur nette 31/12/2016	Valeur brute 31/12/2015	Provision 31/12/2015	Valeur nette 31/12/2015
Compagnie Touristique Arabe	127 755	8,461%	1 278	1 278	0	1 278	1 278	0
Maison du Banquier	526 100	5,921%	497	288	209	497	204	293
Sté El Mansoura Tabarka	24 000	1,525%	240	240	0	240	240	0
Monétique Tunisie	2 308	8,548%	231	0	231	231	0	231
Carthago	2 922	0,642%	208	0	208	208	0	208
SIBTEL	2 787	5,530%	194	0	194	194	0	194
TP STE GAMMARTH	280	0,376%	3	3	0	3	3	0
Sototel.H.Président	1 350	3,154%	135	135	0	135	135	0
Société tunisienne de Garantie	1 300	4,333%	130	0	130	130	0	130
Société tunisienne de Lubrifiant	2 513	2,290%	126	0	126	126	0	126
Industrie mécanique maghrébine	2 000	0,333%	100	100	0	100	100	0
Sté Dev.Parc.Act Eco.Zarzis	750	1,255%	75	0	75	75	0	75
Sté Inter Bank Services IBS	41 744	3,103%	73	0	73	73	0	73
Sté.Khadamet	50	0,010%	49	49	0	49	49	0
S. El Fouledh	30 000	0,281%	25	25	0	25	25	0
S.F.C.J.F.Shems fruits	4 950	15,000%	25	25	0	25	25	0
Sté de Gestion à l'exportation	200	10,000%	20	20	0	20	20	0
Sté.Istikhlass	60	0,002%	6	6	0	6	6	0
S.Tun.Coord.Techn.	333	1,959%	5	5	0	5	5	0
S.W.I.F.T.**	3	0,001%	0	0	0	0	0	0
S.T.A.M.	1 320	0,033%	0	0	0	0	0	0
Internationale Obligataire Sicav	1	0,000%	0	0	0	0	0	0
Titres de participations			3 420	2 174	1 246	3 420	2 090	1 330

** Attribution de 3 actions gratuites

2 | RAPPORT GÉNÉRAL ET SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

La part dans les entreprises liées se détaille comme suit :

En KTND

Titres	nombre d'actions	% de détention	Valeur brute 31/12/2016	Provision 31/12/2016	Valeur nette 31/12/2016	Valeur brute 31/12/2015	Provision 31/12/2015	Valeur nette 31/12/2015
Internationale Sicar	169 900	34,00%	1 715	14	1 701	1 715	35	1 680
L'Internationale de Recouvrement	199 940	99,97%	1 000	0	1 000	1 000	0	1 000
UIB Finance	45 563	99,92%	1 133	0	1 133	945	318	627
Parts dans les entreprises liées			3 848	14	3 834	3 659	352	3 307

Les renseignements sur les entreprises filiales de la banque se présentent comme suit :

En KTND

Filiale	Adresse	Activité	Participation détenue (%)	Capitaux propres 2016	Résultat net 2016
Internationale de Recouvrement de Créances	19, Rue Mustafa Abdeslam – EL Menzah 5 -1002 TUNIS	Recouvrement des créances	99,97%	1 999	877
UIB Finance	Rue du Lac Turkana, Berges du Lac 2035 Tunis	Intermédiaire en bourse	99,92%	1 105	(59)
Internationale SICAR	61.Bis Rue Bab Jedid, 1008 Tunis	SICAR	34,00%	5 032	29

Note 6 : Valeurs immobilisées

Les valeurs immobilisées accusent un solde de 41 128 KTND au 31/12/2016 contre un solde de 42 199 KTND au 31/12/2015. Le solde de ce compte se détaille ainsi :

	V. Brute au 31/12/2015	Acquis	Cessions	Reclassement	V. Brute au 31/12/2016	Amort. Cumulé 31/12/2016	VCN Au 31/12/2016
Logiciels informatiques	11 410	1 055	-	55	12 520	(9 970)	2 550
Matériel pour traitements informatiques DELTA	9 792	-	-	-	9 792	(9 792)	-
Autre matériel informatique	17 939	1 983	-	172	20 095	(16 496)	3 599
Immeubles d'exploitation	10 176	-	-	-	10 176	(4 451)	5 725
Immeubles hors exploitation	564	-	-	-	564	(200)	364
Agencement aménagement installation	55 240	2 476	-	-	57 716	(35 987)	21 729
Terrains	1 047	-	-	-	1 047	-	1 047
Fonds de commerce	277	-	-	-	277	(216)	61
Matériel roulant	1 850	593	-	-	2 443	(1 641)	802
Matériel et mobilier de bureau	11 918	310	-	-	12 228	(9 939)	2 289
Equipements logements de fonction	111	-	-	-	111	(103)	8
Immobilisations incorporelles en cours	1 422	128	-	(624)	925	-	925
Immobilisations corporelles en cours	1 036	1 298	-	(392)	1 942	-	1 942
Droit au bail	72	-	-	-	72	-	72
Matériels et équipements amical hors exploitation	18	-	-	-	18	(18)	-
Autres immobilisations corporelles	-	15	-	-	15	-	15
TOTAL	122 872	7 858	-	(789)	129 941	(88 813)	41 128

	Amort. Cumulé 31/12/2015	Dotation	Sortie	Reclass	Amort. Cumulé 31/12/2016
Logiciels informatiques	(8 781)	(1 188)	-	-	(9 970)
Matériel pour traitements informatiques DELTA	(9 792)	-	-	-	(9 792)
Autre matériel informatique	(14 676)	(1 820)	-	-	(16 496)
Immeubles d'exploitation	(4 255)	(196)	-	-	(4 451)
Immeubles hors exploitation	(189)	(11)	-	-	(200)
Agencement aménagement installation	(31 790)	(4 197)	-	-	(35 987)
Fonds de commerce	(203)	(13)	-	-	(216)
Matériel roulant	(1 430)	(212)	-	-	(1 641)
Matériel et mobilier de bureau	(9 438)	(500)	-	-	(9 939)
Equipements logements de fonction	(101)	(2)	-	-	(103)
Matériels et équipements amical hors exploitation	(18)	-	-	-	(18)
TOTAL	(80 673)	(8 139)	-	-	(88 813)

Note 7 : Autres Actifs

Le poste des Autres Actifs accuse un solde de 44 123 KTND au 31/12/2016 contre 42 385 KTND au 31/12/2015 Retraité et se détaille ainsi :

	31/12/2016	31 Décembre 2015 Retraité	31 Décembre 2015 Publié
Crédits aux personnels	15 848	15 363	15 363
Comptes d'attente et de régularisation actifs	10 251	10 146	10 140 *
Créances prises en charge par l'Etat	6 983	7 856	7 856
Action en défense	5 858	7 709	7 709
Divers autres actifs	5 277	1 372	1 372
Etat impôts et taxes	78	44	44
Sous total Autres actifs	44 295	42 490	42 484
Provisions sur autres actifs	(172)	(105)	(105)
Total Autres actifs	44 123	42 385	42 379

(*) Chiffres retraités pour les besoins de la comparabilité (Cf. Note 2.8)

Les comptes d'attente et de régularisation se détaillent comme suit :

	31/12/2016	31 Décembre 2015 Retraité	31 Décembre 2015 Publié
Debit à régulariser et divers	3 689	3 512	3 512
Produits à recevoir	3 266	3 101	3 101
Autres comptes de régularisation actif	2 055	2 426	2 420 *
Charges payées ou comptabilisées d'avance	1 241	1 107	1 107
Total Comptes d'attente et de régularisation actifs	10 251	10 146	10 140

(*) Chiffres retraités pour les besoins de la comparabilité (Cf. Note 2.8)

Les mouvements par catégorie d'actif des provisions et résorptions y afférentes au cours de l'exercice 2016 se détaillent ainsi :

	Provision 2015	Dotation 2016	Reprise	Provision 2016
Créditeurs et Débiteurs Divers Contentieux		8		8
Suspens au niveau des comptes de Bilan et de liaison	20	54		74
Erreurs de Caisse	85	90	85	90
Total	105	152	85	172

Le détail de l'action en défense se présente comme suit :

	Montant de l'affaire 2016	Montant de l'affaire 2015
Affaires Contentieux Social	2 312	2 312
Affaires Saisies Arrêts & Oppositions	1 702	1 684
Affaires Civiles	1 337	3 031
Affaires Pénales	498	553
Affaires prud'homales	9	129
Total	5 858	7 709

3.2 - Notes sur les postes du passif

Note 8 : Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers

Les dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers s'élèvent au 31/12/2016 à 147 312 KTND contre 3 495 KTND au 31/12/2015 se détaillant comme suit :

	31/12/2016	31/12/2015
Dépôts et avoirs des établissements bancaires	147 233	3 036
Dépôts et avoirs des autres établissements financiers	79	459
Total	147 312	3 495

La rubrique « dépôts et avoirs des établissements bancaires » accuse un solde de 147 233 KTND au 31/12/2016 se détaillant comme suit :

	31/12/2016	31/12/2015
Dépôts et avoirs des établissements bancaires résidentes	104 600	-
Dépôts et avoirs des établissements bancaires non résidents	42 546	3 036
Dettes rattachés sur les établissements bancaires	87	-
Total Dépôts et avoirs des établissements bancaires	147 233	3 036

La ventilation des dépôts et avoirs des établissements bancaires se présente ainsi :

	Jusqu'à 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Dépôts et avoirs des établissements bancaires	147 233	-	-	-	147 233
Dépôts et avoirs des autres établissements financiers	79	-	-	-	79
Total	147 312	-	-	-	147 312

2 | RAPPORT GÉNÉRAL ET SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

La ventilation des dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers selon la nature de la relation se présente comme suit :

	Entreprises liées		Autres	
	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015
Dépôts et avoirs des établissements bancaires	-	-	147 233	3 036
Dépôts et avoirs des autres établissements financiers	-	-	79	459
Total	-	-	147 312	3 495

Au 31-12-2016 les dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers ne sont pas matérialisés par des titres de marché interbancaires.

Note 9 : Dépôts de la clientèle

Les dépôts de la clientèle présentent un solde de 3 661 340 KTND au 31/12/2016 contre 3 402 262 KTND au 31/12/2015. Le solde de ce poste se détaille comme suit :

	31/12/2016	31/12/2015
Dépôts à vue	1 078 398	1 010 059
Comptes d'épargne	1 287 815	1 209 007
Comptes à terme et bons de caisse	1 102 168	998 339
Certificats de dépôts	100 778	83 248
Autres dépôts et avoirs	92 181	101 609
Total Dépôts et avoirs de la clientèle	3 661 340	3 402 262

La ventilation des dépôts de la clientèle par maturité se présente comme suit :

	Jusqu'à 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Dépôts à vue	1 078 398	-	-	-	1 078 398
Comptes d'épargne	1 287 815	-	-	-	1 287 815
Comptes à terme et bons de caisse	645 670	392 368	64 130	-	1 102 168
Certificats de dépôts	88 278	12 500	-	-	100 778
Autres dépôts et avoirs	92 181	-	-	-	92 181
Total	3 192 342	404 868	64 130	-	3 661 340

La ventilation des dépôts et avoirs de la clientèle par nature de la relation hors dettes rattachées se présente comme suit :

	Entreprises liées		Autres		Total	
	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015
Dépôts à vue	3 156	3 664	1 075 242	1 006 395	1 078 398	1 010 059
Comptes d'épargne			1 287 815	1 209 007	1 287 815	1 209 007
Comptes à terme et bons de caisse	7 881	6 000	1 094 287	992 339	1 102 168	998 339
Certificats de dépôts			100 778	83 248	100 778	83 248
Autres dépôts et avoirs			92 181	101 609	92 181	101 609
Total Dépôts et avoirs de la clientèle	11 037	9 664	3 650 303	3 392 598	3 661 340	3 402 262

La banque n'a pas de dépôts et avoir ni dans les entreprises associés ni dans les co-entreprises.

Note 10 : Emprunts et ressources spéciales

Ce poste présente un solde de 329 449 KTND au 31/12/2016 contre 320 914 KTND au 31/12/2015 ; il se détaille comme suit :

	31/12/2016	31/12/2015
Emprunts obligataires	222 410	203 385
Emprunts subordonnés	80 000	80 000
Ressources spéciales	19 837	20 678
Emprunt en devises	-	8 627
Dettes rattachées	7 202	8 224
Total Emprunts et ressources spéciales	329 449	320 914

	jusqu'à 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	5 ans à 7 ans	plus de 7 ans	Indéterminée	Total
Emprunts subordonnés			40 000			40 000	80 000
Ressources spéciales	2 829	1 114	7 412	3 293	5 189		19 837
Emprunts obligatoires	10 973	17 026	135 012	16 760	42 639		222 410
Dettes rattachées	7 202						7 202
Total Emprunt et ressources spéciales	21 004	18 140	182 424	20 053	47 828	40 000	329 449

2 | RAPPORT GÉNÉRAL ET SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

La ventilation des emprunts et ressources spéciales par nature de relation se présente comme suit :

	Entreprises liées		Autres	
	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015
Emprunts obligataires	-	-	222 410	203 385
Emprunts subordonnés	-	-	80 000	80 000
Emprunt en devises	-	-	-	8 627
Dettes rattachées emprunts matérialisés			7 167	8 183
Total Emprunts matérialisés	-	-	309 577	300 195
Ressources spéciales	-	-	19 837	20 678
Dettes rattachées Ressources spéciales			35	41
Total ressources spéciales	-	-	19 872	20 719
Total Emprunts et ressources spéciales	-	-	329 449	320 914

Le tableau des mouvements des emprunts matérialisés au 31/12/2016 se détaille comme suit :

	Solde d'ouverture	Emissions nouveaux emprunts	Remb	Solde de clôture
Emprunt obligataire	203 385	45 700	(26 675)	222 410
Emprunt Subordonnée	80 000	-	-	80 000
Emprunt en devises	8 627	-	(8 627)	-
Dettes rattachées	8 183		(1 016)	7 167
Total	300 195	45 700	(36 318)	309 577

Emprunts obligataires :

Libellés de l'emprunt	Montant Initial	Taux d'intérêt brut en %	Durée en années	Nominal en Dinars	Nombre d'oblig	Montant Souscrit	Encours au 31/12/2016
UIB 2009-1	100 MDT	Cat A 5,25%	10	100	297 000	29,7	8.9
		Cat B 5,5%	15	100	250 000	25	13.3
		Cat C 5,85%	20	100	453 000	45,3	29.4
UIB 2011-1	50 MDT	Cat A TMM+ 1%	10	100	182 500	18,25	9.1
		Cat B 6,3%	20	100	317 500	31,75	23.8
UIB 2011-2	50-75 MDT	Fixe 5,9%	7	100	514 310	51,43	22.0
UIB 2012-1	40-60 MDT	Cat A 6,3%	7	100	347 000	34,7	19.8
		Cat B 6,4%	10	100	48 500	4,85	3.4
		Cat C 6,7%	20	100	4 500	0,45	0.4
UIB 2015	50 MDT	Cat A TMM+ 1,95%	5	100	52 500	5,25	4.2
		Cat A 7,4%	5	100	124 750	12,475	9.9
		Cat B 7,5%	7	100	322 750	32,275	32.3
UIB 2016	75 MDT*	Cat A Fixe 7,%	5	100	233 000	23,3	23.3
		Cat B Fixe 7,5%	7	100	224 000	22,4	22.4

*Emprunt clôturé au début de l'exercice 2017 à 75MTND.

Emprunts subordonnés Société Générale :

	Montant Initial	Taux d'intérêt brut	Durée en années
Emprunt subordonné	40 000	T.A.O	Durée indéterminée
	40 000		10 ans

Note 11 : Autres passifs

Les Autres Passifs présentent un solde de 151 176 au 31/12/2016 contre 99 628 au 31 Décembre 2015 Retraité se détaillant ainsi :

	31/12/2016	31 Décembre 2015 Retraité	31 Décembre 2015 Publié
Comptes d'attente et de régularisation passif	57 315	25 053	25 053 *
Etat impôts et taxes	21 345	6 425	6 425
Sommes dues au personnel	21 305	17 140	17 140
Valeurs exigibles après encaissement	19 482	14 732	14 732
Provision pour passifs et charges	10 876	15 095	15 095
Saisies arrêts clients	5 717	6 340	6 340
Provision sur chèques certifiés	5 232	5 082	5 082
Charges provisionnées pour congé à payer	4 986	4 370	4 370
Cotisation CNSS	3 770	3 270	3 270
Fournisseurs factures à payer	1 148	2 121	2 121
Total Autres passifs	151 176	99 628	99 628

(*) Chiffres retraités pour les besoins de la comparabilité (Cf. Note 2.8)

Les provisions pour passifs et charges se détaillent comme suit :

	31/12/2016	31/12/2015
Provision sur engagements Hors Bilan	2 821	3 824
Provision pour risques divers	3 722	6 375
Provision pour risques administratif	2 520	2 380
Provision sur action en défense	1 133	1 781
Provision pour action en justice	269	145
Provision hors bilan sur décôtes de garanties	411	590
Total Provision pour passifs et charges	10 876	15 095

Le poste «Comptes d'attentes et de régularisation» se détaille comme suit :

	31/12/2016	31 Décembre 2015 Retraité	31 Décembre 2015 Publié
Créditeurs divers	23 518	-	-
Charges à payer	20 401	17 992	17 992
Divers comptes de suspens	6 718	3 155	3 149 *
Prime d'assurance crédit à reverser	4 528	1 738	1 738
Commission de garantie et de péréquation change	703	594	594
Autres produits perçus d'avance	593	1 068	1 068
Produits perçus d'avance	535	380	380
Fournisseurs bons de carburant	155	62	62
Assurance vie personnel	114	42	42
Dividendes à payer	50	28	28
Total Comptes d'attente et de régularisation passif	57 315	25 059	25 053

(*) Chiffres retraités pour les besoins de la comparabilité (Cf. Note 2.8)

3.3 - Notes sur les capitaux propres

Note 12 : Réserves

Les réserves s'élèvent à 122 982 KTND au 31/12/2016 contre 77 789 KTND au 31/12/2015 soit une augmentation de 45 193 KTND.

Le solde de ce poste se détaille comme suit :

	31/12/2016	31/12/2015
Primes liées au capital	24 800	24 800
Réserve légale	10 734	7 532
Autres réserves	75 505	34 679
Fonds social	11 943	10 778
Total Réserves	122 982	77 789

Note 13 : Capitaux Propres

Au 31 décembre 2016, le capital social s'élève à 172.800 KTND composé de 32.560.000 actions ordinaires et 2.000.000 certificats d'investissement d'une valeur nominale de 5 dinars.

Le total des capitaux propres de la Banque, s'élève à 371 584 au 31/12/2016 contre 314 629 KTND au 31/12/2015, soit une variation 56 955 KTND.

La variation des capitaux propres se détaille comme suit :

	Capital social	Résultats reportés	Réserve légale	Autres réserves	Fonds social	Prime d'émission	Résultat de la période	Total des Capitaux propres
Situation à l'ouverture de l'exercice 2015	172 800	(51 171)	4 760	289	9 621	74 800	56 616	267 715
Affectation du résultat de l'exercice N-1	-	1 171	2 772	34 390	1 000	-	(39 333)	-
Distribution de dividendes		-	-	-	-	-	(17 280)	(17 280)
Report à nouveau		2	-	-	-	-	(2)	-
Résorption des pertes		50 000	-	-	-	(50 000)	-	-
Résultat de l'exercice		-	-	-	-	-	64 038	64 038
Autres mouvements sur Fonds social		-	-	-	157	-	-	157
Situation à l'ouverture de l'exercice 2016	172 800	2	7 532	34 679	10 778	24 800	64 038	314 629
Affectation du résultat de l'exercice N-1		19 010	3 202	40 826	1 000		(64 038)	-
Distribution de dividendes		(19 008)						(19 008)
Report à nouveau								-
Résorption des pertes								-
Résultat de l'exercice							75 798	75 798
Autres mouvements sur Fonds social					165			165
Situation à la clôture de l'exercice 2016	172 800	4	10 734	75 505	11 943	24 800	75 798	371 584

3.4 - Notes sur l'état des engagements hors bilan

Note 14 : Cautions, avals et autres garanties données

Les cautions, avals et autres garanties données présentent un solde de 592 913 KTND au 31/12/2016 contre 499 161 KTND au 31/12/2015. Le solde de ce poste se détaille comme suit :

	31/12/2016	31/12/2015
Cautions données sur ordre correspondants étrangers	370 664	295 799
Garantie donnée confrère	12 000	-
Avals donnés en devises	31 260	29 218
Cautions émises en faveur de la clientèle	175 380	170 009
Avals donnés en dinars	3 609	4 135
Total Cautions, avals et autres garanties données	592 913	499 161

L'encours des cautions et avals se détaille au 31/12/2016 comme suit :

	31/12/2016	31/12/2015
Cautions, avals et autres garanties d'ordre d'établissements bancaires et financiers	12 000	-
Cautions, avals et autres garanties d'ordre de la clientèle	580 913	499 161
Cautions, avals et autres garanties donnés	592 913	499 161

La ventilation des cautions par nature de la relation se présente comme suit:

	Entreprises liées		Autres	
	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015
Cautions, avals et autres garanties d'ordre d'établissements bancaires et financiers	-	-	12 000	0
Cautions, avals et autres garanties d'ordre de la clientèle			580 913	499 161
Cautions, avals et autres garanties donnés	-	-	592 913	499 161

Note 15 : Crédits documentaires

Les crédits documentaires s'élèvent à 211 460 KTND au 31/12/2016 contre 114 210 KTND au 31/12/2015.

	31/12/2016	31/12/2015
Ouverture de Credoc import confirmé	155 337	89 388
Ouverture Credoc import non confirmé	8 091	6 412
Sous total credoc import	163 428	95 800
Confirmation de Credoc export	47 917	7 409
Acceptation et paiement différé sur Credoc export	115	11 001
Sous total credoc export	48 032	18 410
Total Crédits documentaires	211 460	114 210

La ventilation des engagements liés aux crédits documentaires selon la nature de la relation se présente comme suit :

	Entreprises liées		Autres	
	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015
Ouverture de Credoc import confirmé	-	-	155 337	89 388
Ouverture Credoc import non confirmé	-	-	8 091	6 412
Sous total Credoc import	-	-	163 428	95 800
Confirmation de Credoc export	-	-	47 917	7 409
Acceptation et paiement différé sur Credoc export	-	-	115	11 001
Sous total Credoc export	-	-	48 032	18 410
Total Crédits documentaires	-	-	211 460	114 210

Note 16 : Engagements donnés

Les engagements de financement en faveur de la clientèle correspondent à des crédits notifiés à la clientèle et dont le déblocage n'a pas eu lieu et aux autorisations de découvert autorisé et qui ne sont pas utilisées à la date d'arrêté.

Les engagements donnés présentent un solde de 141 886 KTND au 31/12/2016 contre 72 066 KTND au 31/12/2015.

	31/12/2016	31/12/2015
Engagements de financements donnés aux clientèles	141 886	72 066
Total Engagements de financements donnés	141 886	72 066

La ventilation des engagements donnés selon la nature de la relation se présente comme suit :

	Entreprises liées		Autres	
	31/12/2016	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2015
Engagements de financements donnés aux clientèles	-	-	141 886	72 066
Total Engagements de financements donnés	-	-	141 886	72 066

Note 17 : Garanties reçues

Les garanties reçues représentent un solde de 756 437 KTND au 31/12/2016 contre 643 145 KTND au 31/12/2015 et se détaillent comme suit :

	31/12/2016	31/12/2015
Garanties reçues des autres établissements de crédit	498 754	395 280
Compagnies d'assurance	1 244	1 424
Garanties reçues de la clientèle	199 980	186 616
Garanties reçues de l'Etat	56 459	59 825
Total Garanties reçues	756 437	643 145

Les garanties reçues des autres établissements de crédit totalisent 498 754 KTND au 31/12/2016 contre 395 280 KTND au 31/12/2015 et se détaillent comme suit :

	31/12/2016	31/12/2015
Cautions reçues des correspondants sur engagements donnés à leurs clients	370 664	295 799
Garanties données par la Société Générale	2 426	-
Garanties reçues des correspondants étrangers	43 347	46 376
Confirmation banque Credoc export	48 032	18 410
Garanties reçues des correspondants locaux	34 285	34 695
Total Garanties reçues des autres établissements de crédit	498 754	395 280

Les garanties reçues de la clientèle totalisent 199 980 KTND au 31/12/2016 contre 186 616 KTND au 31/12/2015 et se détaillent comme suit :

	31/12/2016	31/12/2015
Garanties hypothécaires	199 870	186 494
Nantissement d'actions et valeurs mobilières	110	122
Total Garanties reçues de la clientèle	199 980	186 616

Les garanties reçues de l'Etat représentent un solde de 56 459 KTND au 31/12/2016 contre 59 825 KTND au 31/12/2015 et se détaillent comme suit :

	31/12/2016	31/12/2015
Autres garanties reçues de l'Etat	15 666	22 370
SOTUGAR	15 805	14 477
FNG et FOPRODI	24 988	22 978
Total Garanties reçues de l'Etat	56 459	59 825

Opérations en devises

Les opérations d'achat et de vente de devises (en rapport avec le délai d'usance des opérations de change au comptant) au 31 décembre se détaillent comme suit :

	31/12/2016	31/12/2015
Achat au comptant	16 718	19 364
Vente au comptant	16 425	19 253

Les opérations d'achat et de vente de devises (dont les parties décident de différer le dénouement pour des motifs autres que le délai d'usance ayant une date d'échéance supérieure à deux jours) constituent des opérations de change à terme et sont ventilées au 31 décembre comme suit :

	31/12/2016	31/12/2015
Achat à terme	124 621	174 115
Vente à terme	121 643	172 123

Les opérations de changes à terme sont contractés à des fins de couverture dûment ordonnées par la clientèle et ayant un sous-jacent une opération commerciale.

3.4 - Notes sur l'état de résultat

Note 18 : Intérêts et revenus assimilés

Les intérêts et revenus assimilés totalisent 265 099 KTND au 31/12/2016 se détaillant ainsi :

	Exercice 2016	Exercice 2015
Opérations avec les étab. bancaires et financiers	1 136	3 353
Opérations avec la clientèle	256 227	245 444
Autres intérêts et revenus assimilés	7 736	7 104
Total Intérêts et revenus assimilés	265 099	255 901

Note 19 : Commissions perçues

Les commissions totalisent 84 656 KTND au 31/12/2016 se détaillant ainsi :

	Exercice 2016	Exercice 2015
Commissions sur comptes	14 545	8 258
Commissions sur opérations de caisse	1 678	1 646
Commissions sur crédits	24 200	15 298
Commissions sur monétique banque à distance	21 738	19 138
Autres commissions	6 465	5 349
Commissions sur moyens de paiement	6 903	6 947
Autres produits sur services financiers	9 127	5 585
Total Commissions (en produits)	84 656	62 221

Note 20 : Gains sur portefeuille titres commercial et opérations financières

Les gains sur portefeuille-titres commercial et opérations financières totalisent 16 012 KTND au 31/12/2016 se détaillant ainsi :

	Exercice 2016	Exercice 2015
Gain net sur opérations de change	16 012	11 397
Total Gains sur portefeuille-titres commercial et opérations financières	16 012	11 397

Note 21 : Revenus du portefeuille investissement

Les gains sur portefeuille investissement totalisent 9 070 KTND au 31/12/2016 se détaillant ainsi :

	Exercice 2016	Exercice 2015
Intérêts sur obligations	330	133
Dividendes et revenus assimilés sur titres de participation	1 180	1 581
Intérêts sur bons de trésor assimilables	5 135	3 819
Intérêts sur emprunt national	1 855	1 840
Intérêt sur titres d'investissement SICAR	570	694
Total Revenus du portefeuille d'investissement	9 070	8 067

Note 22 : Intérêts encourus et charges assimilées

Les intérêts encourus et charges assimilées totalisent 123 472 KTND au 31/12/2016 se détaillant ainsi :

	Exercice 2016	Exercice 2015
Opérations avec les établissements bancaires et financiers	6 490	2 266
Emprunts et ressources spéciales	15 537	15 923
Opérations avec la clientèle	100 359	96 958
Autres intérêts et charges	1 086	1 813
Total Intérêts courus et charges assimilées	123 472	116 960

Note 23 : Commissions encourues

Les commissions encourues totalisent 3 615 KTND au 31/12/2016 se détaillant ainsi :

	Exercice 2016	Exercice 2015
Commissions monétiques	2 427	2 318
Redevances et prestations	250	267
Autres commissions	209	173
Rémunération du fonds géré SICAR	212	353
Frais de confection carnet de chèques	99	101
Frais télégrammes télex	171	182
Règlement télécom SMS Banking	247	548
Total Commissions encourues	3 615	3 942

Note 24 : Dotations aux provisions et résultats des corrections de valeurs sur créances, hors bilan et passif

Les dotations nettes aux provisions et les pertes sur créances couvertes ou non par des provisions totalisent 13 328 KTND au 31/12/2016 se détaillant ainsi :

	Exercice 2016	Exercice 2015
Cout net du risque clientele	18 728	17 940
Cout net du risque divers	(5 400)	(1 185)
Total Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances, hors bilan et passif	13 328	16 755

Le coût net du risque de clientèle se détaille comme suit :

	Exercice 2016	Exercice 2015
Dotations aux provisions collectives	2 165	3 030
Dotations aux provisions sur risque de contrepartie	35 830	30 510
Reprise sur provisions de contrepartie devenues disponibles	(11 002)	(11 779)
Reprise sur provisions de contrepartie devenues disponibles provenant de la décote	(7 166)	(4 145)
Reprise sur provisions de contrepartie utilisées	(11 060)	(17 490)
Reprise sur provisions de contrepartie utilisées / Décote	(1 186)	(1 453)
Pertes couvertes de contrepartie	1 087	1 806
Pertes non couvertes de contrepartie	72	145
Cession de créances à l'IRC	11 159	17 130
Dotations pour risque de contrepartie sur engagements hors bilan	287	1 152
Reprise pour risque de contrepartie sur engagements hors bilan	(1 271)	(764)
Reprise sur provisions hors bilan sur décote	(179)	(200)
Gains de cession	(8)	(2)
Total Coût net du risque clientèle	18 728	17 940

Le coût net des risques divers se détaille comme suit :

	Exercice 2016	Exercice 2015
Dotations aux provisions pour risques et charges	443	1 792
Reprises sur provisions pour risques et charges	(3 469)	(482)
Reprise de provision sur comptes d'actifs	(132)	(106)
Dotations aux provisions sur comptes d'actifs	11	15
Perte sur éléments hors exploitation	446	353
Gain sur éléments hors exploitation	(3 867)	(3 257)
Perte sur autres éléments d'exploitation	1 168	500
Total Cout net du risque divers	(5 400)	(1 185)

Note 25 : Dotations aux provisions et résultats des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement

Les dotations aux provisions sur portefeuille d'investissement totalisent -316 KTND au 31/12/2016 se détaillant ainsi :

	Exercice 2016	Exercice 2015
Dotation aux provisions sur titres de participation	(224)	(174)
Dotation aux provisions sur fonds géré SICAR	(201)	(738)
Pertes sur titres d'investissement	(562)	-
Reprise de provisions sur titres de participation	478	111
Reprise provisions sur fonds géré SICAR	193	77
Total Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement	(316)	(724)

Note 26 : Frais de personnel

Les frais de personnel totalisent 87 688 KTND au 31/12/2016 se détaillant ainsi :

	Exercice 2016	Exercice 2015
Rémunération du personnel	62 581	56 155
Charges sociales	18 187	15 296
Autres charges de personnel	6 780	7 398
Dotation au provision sur indemnité fin de carrière	140	-
Reprise provision sur indemnité fin de carrière	-	(54)
Total Frais de personnel	87 688	78 795

Note 27 : Charges générales d'exploitation

Les autres charges d'exploitation totalisent 24 050 KTND au 31/12/2016 se détaillant ainsi :

	Exercice 2016	Exercice 2015
Frais d'exploitation non bancaires	13 517	12 508
Autres charges générales d'exploitation	10 533	9 775
Total Charges générales d'exploitation	24 050	22 283

Les autres charges générales d'exploitation totalisent 10 533 KTND au 31/12/2016 se détaillant ainsi :

	Exercice 2016	Exercice 2015
Loyers commerciaux	3 230	2 909
Maintenance logiciel informatique	2 204	1 915
Autres services extérieurs	1 170	887
Assurance globale banque	768	801
Maintenance matériel informatique	545	599
Entretien et nettoyage immeubles	462	450
Loyer personnel logements de fonction	357	278
Gardiennage et surveillance	355	314
Assurance immeubles et voitures	347	339
Honoraires commissaires aux comptes	334	367
Rémunération d'intermédiaires	308	213
Sous-traitance archives	136	151
Frais judiciaires	121	295
Entretien et réparation divers	118	102
honoraires service assistance Société Générale	47	118
Sous- traitance informatique	26	26
Maintenance et consommable photocopieurs	5	11
Total Travaux fournitures et services extérieurs	10 533	9 775

Note 28 : Impôt sur les sociétés

L'impôt sur les sociétés totalise 30 000 KTND se détaillant ainsi :

	Exercice 2016	Exercice 2015
Résultat comptable avant dotations aux provisions et impôt	145 100	127 315
(+) Déductions nets Réintégrations	(1 793)	(5 339)
Résultat fiscal avant provisions	143 307	121 976
- Déduction provisions	38 282	34 690
Résultat fiscal	105 025	87 286
Réinvestissement	19 310	13 376
Résultat fiscal après réinvestissement	85 715	73 910
Taux d'impôt	35,00%	35,00%
Impôt sur les sociétés	30 000	25 869

Note 29 : Solde en gain/perte provenant des autres éléments extraordinaires

Le Solde en gain/perte provenant des autres éléments extraordinaires totalise -7 866 KTND au 31/12/2016 se détaillant ainsi :

	Exercice 2016	Exercice 2015
Gain Extra-ordinaire	-	9
Perte Extra-ordinaire*	(7 866)	-
Total Solde en gain/perte provenant des autres éléments extraordinaires	(7 866)	9

*Une charge extra-ordinaire relative à la contribution conjoncturelle décidée au niveau de l'article 48 de la loi n° 2016-78 du 17 décembre 2016 portant loi de finances pour l'année 2017.

La dite contribution, répond aux conditions prévues par le paragraphe 18 de la norme comptable NC08, relative au Résultat Net de l'exercice et Eléments Extraordinaires, ce qui justifie sa présentation au niveau de l'Etat de Résultat sous la Rubrique "Eléments Extraordinaires"

Note 30 : Résultat par Action

Le résultat par action au 31/12/2016, est de 2,193 DT.

	Exercice 2016	Exercice 2015
Résultat de la période	75 798	64 038
Capital social - nombre de titres	34 560 000	34 560 000
Résultat par action en DT	2,193	1,853

Le résultat par action ainsi déterminé en 2016 correspond à la fois au résultat de base par action et au résultat dilué par action, tels que définis par les normes comptables. Il est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actions ordinaires et aux certificats d'investissement par le nombre moyen pondéré d'actions et de certificats d'investissement en circulation au cours de l'exercice.

3.6 - Notes sur l'état de flux de trésorerie

Note 31 : Liquidités et équivalents de liquidités

	Exercice 2016	Exercice 2015 Retraité	Exercice 2015 Publié
Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT	210 477	62 919	62 919
Créances sur les établissements bancaires et financiers	49 588	153 197	153 197
Emprunts auprès de la banque centrale	-	-	-
Dépôts des établissements bancaires et financiers	(147 146)	(3 036)	(3 036)
Dépôts des établissements financiers *	(79)	(459)	-
Total	112 840	212 621	213 080

*En application du paragraphe 27 de la NC 21 relative à la présentation des états financiers des établissements bancaires "Constituent des équivalents de liquidités. Les dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers Payables dans un délai inférieur à 3 mois à partir de leur octroi en sont déduits."

3.7 - Autres notes aux états financiers

TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Les principales transactions avec les parties liées ayant des effets sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016 se présentent comme suit :

OPÉRATIONS AVEC LE GROUPE SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

- L'UIB a reçu, en vertu de la décision du Conseil d'Administration du 17 Décembre 2015, une garantie de la Société Générale en couverture des engagements de la société " Nestlé Tunisie", pour un montant total de 3 000 KTND.

À ce titre, l'acte de garantie, qui a été signé le 31 Juillet 2014 avec échéance le 15 Juillet 2015 prévoit la perception par la Société Générale d'une commission au taux de 0,032% l'an. L'acte de garantie précité a été renouvelé dans les mêmes conditions pour une nouvelle période d'une année jusqu'au 30 Juillet 2016.

Les commissions supportées par la banque en 2016 au titre de la garantie consentie par la Société Générale en couverture de l'engagement de la société " Nestlé Tunisie " s'élèvent à

0,7 KTND y compris la TVA non déductible.

- L'UIB a reçu, en vertu de la décision du Conseil d'Administration du 17 Décembre 2015, une garantie de la Société Générale en couverture des engagements de la société "Nestlé Tunisie Distribution ", pour un montant total de 6 000 KTND.

À ce titre, l'acte de garantie, qui a été signé le 31 Juillet 2014 avec échéance le 15 Juillet 2015 prévoit la perception par la Société Générale d'une commission au taux de 0,032% l'an. L'acte de garantie précité a été renouvelé dans les mêmes conditions pour une nouvelle période d'une année jusqu'au 30 Juillet 2016.

Les commissions supportées par la banque en 2016 au titre de la garantie consentie par la Société Générale en couverture de l'engagement de la société «Nestlé Tunisie Distribution» s'élèvent à 1,3 KTND y compris la TVA non déductible.

- L'UIB a reçu, en vertu de la décision de son conseil d'administration du 12 Mars 2015, une garantie de la Société Générale dans le cadre

d'une convention entre BNP Paribas Securities Services et l'UIB en couverture des dépôts espèces du compte BNPSS ouvert dans le livre de l'UIB, et ce pour un montant forfaitaire maximum de 1 000 KEUR. Cette garantie est rémunérée à un taux de 0,4805% l'an.

Les commissions supportées par la banque en 2016 au titre de cette garantie s'élèvent à 14 KTND y compris la TVA non déductible.

- L'UIB a reçu, en vertu de la décision de son Conseil d'Administration du 11 Février 2010, une garantie de la Société Générale en couverture d'un crédit accordé à SONOBRA et ce, pour un montant de 43 464 KTND. Cette garantie est rémunérée à un taux de 0,25% l'an .

Le montant de la garantie est ajusté à l'engagement au 31 décembre 2016, l'encours de cette garantie est de 13 500 KTND.

Les commissions supportées par la banque en 2016 au titre de cette garantie s'élèvent à 39 KTND y compris la TVA non déductible.

- L'UIB a conclu, en vertu de la décision du Conseil d'Administration du 16 Novembre 2011, une convention avec la Société Générale, en vertu de laquelle la banque assure la conservation des instruments financiers ainsi que les espèces détenus pour le compte de ses clients.

Les commissions facturées par l'UIB au cours de 2016, en vertu de la convention précitée, s'élèvent à 681 KTND Hors TVA.

- L'UIB, sur décision de son Conseil d'Administration du 29 octobre 2009, a contracté auprès de la Société Générale en date du 23 novembre 2009 un emprunt d'un nominal de 30 Millions de dollars destiné au financement d'un crédit d'investissement accordé à Tunisair. Cet emprunt a été contracté selon les modalités suivantes :

- Nominal : 30.000.000 USD
- Durée : du 23/11/2009 au 23/11/2016
- Amortissement : constant / Périodicité de Remboursement : Semestrielle
- Taux : Libor 6 Mois+ 62bps

L'emprunt a été intégralement remboursé au 23/11/2016. La charge d'interêt au titre de 2016 dudit emprunt s'élève à 84 KTND.

- L'UIB a conclu, au cours de l'exercice 2008, un contrat d'assistance et de maintenance du site transactionnel de banque à distance sur internet à travers le système CADINET, mis à sa disposition par la Société Générale.

Cette convention a été autorisée par le Conseil d'Administration du 15 Mars 2009. Un avenant portant sur la reconduction dudit contrat jusqu'au 31 décembre 2014 a été approuvé par le conseil d'administration du 28 Novembre 2014.

Un avenant au contrat précité, couvrant les années 2015 et 2016, à été approuvé par le conseil d'administration du 17 Décembre 2015. La charge supportée par la banque en 2016 au titre de cette convention, s'est élevée à 98KTND Hors TVA.

- L'UIB a conclu, le 12 Novembre 2008, avec la Société Générale un contrat de prêt subordonné à durée indéterminée d'un montant de 40 millions de dinars, s'inscrivant dans le cadre du respect par la banque des règles prudentielles applicables en Tunisie, telles que prévues notamment par la circulaire de la BCT n°99-04 du 19 Mars 1999. Le Prêt est remboursable en une ou plusieurs fois et au plus tôt à compter du 12 Novembre 2013, à l'initiative de l'UIB et après accord préalable du Gouverneur de la Banque Centrale de Tunisie. Ce prêt est rémunéré au taux moyen annuel de l'appel d'offres de la Banque Centrale de Tunisie. Il a été autorisé par le Conseil d'Administration du 10 Juillet 2008 et approuvé par l'Assemblée Générale extraordinaire du 9 Août 2008. Les charges d'intérêts supportées par la banque en 2016 au titre de ce prêt, s'élèvent à 1 728KTND.

- L'UIB a conclu, le 12 Novembre 2008, avec la Société Générale un contrat de prêt subordonné à durée déterminée d'un montant de 40 millions de dinars, s'inscrivant dans le cadre du respect par la banque des règles prudentielles applicables en Tunisie, telles que prévues notamment par la circulaire de la BCT n°99-04 du 19 Mars 1999.

Le prêt est conclu pour une durée 10 ans. Il est rémunéré au taux moyen annuel de l'appel d'offres de la Banque Centrale de Tunisie. Il a été autorisé par le Conseil d'Administration du 10 Juillet 2008 et approuvé par l'Assemblée Générale extraordinaire du 9 Août 2008. Les charges d'intérêts supportées par la banque en 2016 au titre de ce prêt, s'élèvent à 1 728 KTND.

- L'UIB a reconduit, en vertu de la décision de son Conseil d'Administration du 07 Octobre 2016, un contrat d'assistance technique avec la société générale dans les domaines informatiques et organisationnels, prévoyant une rémunération déterminée sur la base de 840 Euros hors taxes par jour/homme d'intervention et plafonnée à 350 KEuros par an.

Les honoraires supportés par la banque en 2016 au titre de cette convention, se sont élevés à 58 KTND Hors TVA.

La même convention prévoit la reconduction de la mise en place d'un contrôle à travers le dispositif « LABO » des bénéficiaires et émetteurs de transferts internationaux par SWIFT, prévoyant une rémunération forfaitaire annuelle de 5 000 Euros hors taxes. Les honoraires supportés par la banque en 2016 au titre de cette convention, s'élèvent à 12 KTND HT.

- L'UIB a reconduit, en vertu de la décision du Conseil d'Administration du 07 Octobre 2016, la convention conclue le 5 Mai 2004 avec la Société Générale, portant sur des services financiers associés à l'accès au réseau SWIFT NET.

La charge supportée par la banque en 2016 au titre de cette convention, s'élève à 146 KTND Hors TVA.

- L'UIB a conclu, en vertu de la décision du Conseil d'Administration du 28 novembre 2014, un contrat de prestation de service « Internet

Banking pour les Entreprises » portant sur l'assistance, le conseil et le support au projet de déploiement d'un dispositif de banque sur Internet à destination des entreprises, avec la Société Générale.

Ce contrat, qui annule et remplace le contrat autorisé par le Conseil d'Administration du 08 avril 2011, est valable pour une durée de deux ans renouvelables de manière tacite pour des périodes successives d'un an.

Le coût de la maintenance et du support post production supporté par la banque en 2016 est de 91KTND.

- L'UIB a conclu, en vertu de la décision du Conseil d'Administration du 28 Novembre 2014, un contrat de maintenance Narval (application ayant trait au pilotage de la surveillance permanente au sein de l'UIB) avec le Groupe moyennant une redevance annuelle de 4 632 Euros Hors TVA.

Ce contrat, annule et remplace le contrat autorisé par le Conseil d'Administration du 19 décembre 2013.

La charge constatée par la Banque au titre de l'exercice 2016 s'élève à 11 KTND.

- L'UIB a conclu, en vertu de la décision du Conseil d'Administration du 12 Mars 2015, un contrat de prestation de service avec la filiale de la société générale "KOMERKNI BANKA" portant sur l'élaboration d'un plan directeur en matière de stratégie d'infrastructure IT. La charge supportée par la banque au titre de l'exercice 2016 s'élève à 92 KTND Hors taxe.

- L'UIB a réalisé avec la Société Générale des opérations de financement et de placement et a reçu des garanties en faveur de la clientèle durant l'exercice 2016. L'encours de ces opérations au 31/12/2016 se détaille comme suit :

Désignation	Devises	Montant	Contre valeur
Garanties Reçues / concours à La Clientèle	TND	36 837	36 837
	EUR	2 084	5 055
Total			41 892
Credoc Import	JPY	377 000	7 416
	USD	24 369	56 043
	EUR	14 962	36 297
Total			99 756
Credoc Export	TND	126	126
	USD	56	128
	EUR	948	2 299
Total			2 553
Garanties Emises	EUR	2 568	6 223
	MAD	452	103
Total			6 326
Garanties Reçues	TND	76 127	76 127
	USD	15 017	34 536
	EUR	93 626	227 123
Total			337 786

OPÉRATIONS AVEC LA SOCIÉTÉ "L'INTERNATIONALE DE RECOUVREMENT DES CRÉANCES – IRC"

- L'UIB a conclu un contrat avec l'IRC qui consiste à céder, à la société l'internationale de Recouvrement des Créances – IRC, 8 365 créances pour un total d'engagements cédés de 15 698 KTND et à un prix de cession de 8 365 dinars.

Ce contrat a été autorisé par le Conseil d'administration du 17 mars 2017

- L'UIB a conclu, le 29 février 2012, une convention d'assistance comptable avec l'IRC. Cette convention a été validée par

le Conseil d'Administration de l'UIB du 13 novembre 2012. Cette convention porte sur la réalisation des travaux d'assistance comptable, d'établissement et du contrôle des déclarations fiscales.

La mission d'assistance est confiée pour une durée d'un exercice renouvelable par tacite reconduction. Les honoraires des travaux d'assistance sont fixés à un forfait annuel de 20 KTND Hors TVA. A ce titre, le produit constaté par la banque en 2016 s'élève à 20 KTND.

- L'IRC a souscrit à deux placements à terme. Le détail des placements à court terme se présente au 31 décembre 2016 comme suit:

Montant	Taux	Date de Souscription	Date d'échéance
1 500	6,22	08/03/2016	28/02/2017
450	6,23	28/12/2016	25/06/2017

- Les dépôts de l'IRC chez l'UIB totalisent au 31/12/2016 137KTND.

OPÉRATIONS AVEC LA SOCIÉTÉ "UIB FINANCE"

- L'UIB a conclu, en vertu de la décision de son Conseil d'Administration du 22 Juillet 2011, un contrat d'assistance comptable avec la société UIB Finance, en vertu duquel la banque perçoit des honoraires annuels de 10 KTND Hors TVA en contrepartie de ses services.

A ce titre, le produit constaté par la banque en 2016, s'élève à 10 K TND.

- L'UIB a conclu, le 15 Novembre 2006, avec la société UIB Finance une convention qui a été soumise au Conseil d'Administration du 18 Mai 2007 et portant sur l'exécution des ordres de bourse collectés par le réseau des agences de la banque. En vertu de cette convention, l'UIB Finance perçoit une rémunération calculée par référence aux taux prévus par l'arrêté du Ministre des Finances du 27 Mars 1996 au titre des frais de transactions boursières, ainsi qu'une rémunération calculée au taux de 0,4% HTVA sur les transactions réalisées au profit de la banque, au titre des frais de courtage.

A ce titre, les montants versés par l'UIB au titre de 2016, s'élèvent à 3 KTND Hors TVA.

- L'UIB a conclu le 23 juillet 2012 une convention en vertu de laquelle l'UIB loue à l'UIB Finance pour une durée de 3 ans renouvelables, un espace au lac Turkana résidence Reflets du Lac. Les revenus constatés par la banque, en 2016, s'élèvent à 5,359 KTND.

Cette convention a été approuvée par le Conseil d'Administration de l'UIB du 11 avril 2013.

- L'UIB a conclu, le 30 Août 2012 avec UIB Finance un contrat portant sur la maintenance du parc informatique et accessoires, en vertu duquel la banque perçoit une rémunération annuelle de 5 KTND Hors TVA.

A ce titre, le produit constaté par la banque en 2016 s'élève à 5 KTND. Cette convention a été approuvée par le Conseil d'Administration de l'UIB du 11 avril 2013

- L'UIB a conclu, le 30 Août 2012 avec UIB Finance un contrat de maintenance et de gestion du service back office de cette dernière au titre duquel la banque perçoit des honoraires annuels de 5 K TND Hors TVA. Le produit constaté par la banque au titre de l'exercice 2016 est de 5 K TND.

Cette convention a été approuvée par le Conseil d'Administration de l'UIB du 11 avril 2013.

- L'UIB a conclu, le 01 Novembre 2016, une convention de service boursier relatif à l'émission de l'emprunt obligataire subordonné avec « UIB Finance » et « MAC. SA », en vertu de laquelle l'UIB confie à ces deux intermédiaires la mission de l'émission et la commercialisation de l'emprunt obligataire subordonné « UIB Subordonné 2016 ».

Au titre de cette mission, les placeurs percevront une commission de placement calculée à raison de 0,5% hors taxes sur la valeur globale des fonds collectés par chaque intermédiaire des obligations émises auprès des publics. Le produit revenant à l'UIB Finance au titre de 2016 s'élève à 47 KTND.

- Les dépôts de l'UIB FINANCE chez l'UIB totalisent au 31/12/2016 772 KTND.

OPÉRATIONS AVEC LA SOCIÉTÉ "INTERNATIONAL – SICAR"

- L'UIB a conclu, en vertu de la décision du Conseil d'Administration du 19 Décembre 2013, un contrat d'assistance comptable avec la société International – Sicar, en vertu duquel la banque perçoit des honoraires annuels de 40 KTND Hors TVA en contrepartie de ses services.

A ce titre, le produit constaté par la banque en 2016, s'élève à 40 KTND Hors TVA.

- L'UIB a conclu, le 01/07/2015 une convention avec la société International Sicar autorisée par le conseil d'administration du 31 juillet 2015.

Cette convention annule et remplace :

- La convention de gestion des fonds gérés UIB datée du 13 Mars 2000;
- l'avenant de la convention de gestion des fonds gérés UIB du 02 Septembre 2002;
- l'avenant de la convention de gestion des fonds gérés UIB datée du 27 décembre 2003.

Au 31 Décembre 2016, les fonds débloqués par la banque et gérés par l'international SICAR s'élèvent à 9 669 KTND. Il est à préciser que les déblocages ont été effectués au cours des exercices antérieurs à 2008.

Conformément à la nouvelle convention, les principales conditions de gestion desdits fonds se présentent comme suit:

- Une commission de gestion à servir à la SICAR égale à 0,65% l'an du montant des fonds sur l'encours non utilisé des fonds gérés, perçue trimestriellement et calculée sur le solde des fonds non utilisés fin de trimestre;

- Une commission de gestion à servir à la

SICAR égale à 1,5% l'an des fonds utilisés en participations effectives et productives perçue trimestriellement et calculée sur le solde des utilisations à la fin de chaque trimestre;

- Une commission à percevoir par la SICAR égale à 20% des dividendes reçus sur les participations;

- Une commission à percevoir par la SICAR égale à 10% des plus values de cession de participation.

- Une commission de recouvrement à servir à la SICAR égale à 10% des récupérations en principal sur les participations non productives plafonnée à 150 KTND en TTC.

Le montant de la charge constatée par la banque en 2016 au titre de la gestion des fonds confiés à l'International Sicar, s'élèvent à 47 KTND.

- Le montant des commissions de recouvrement au titre de l'année 2016 s'élève à 114 KTND y compris la TVA non déductible.

- L'UIB a conclu, le 27/02/2015 une convention avec la société International SICAR, autorisée par le conseil d'administration du 12 mars 2015 et en vertu de laquelle cette dernière confie à la SICAR la gestion d'un fond d'un montant de 2 000 KTND.

Sur ce fond gérés, l'international SICAR percevra par an:

- Une commission de gestion égale à 0,65% des montants non utilisés en participations effectives perçue trimestriellement et calculée sur le solde des fonds non utilisés à la fin du trimestre;

- une commission de gestion égale à 1%

des fonds utilisés en participations effectives perçue trimestriellement et calculée sur le solde des utilisations à la fin de chaque trimestre.

- une commission de rendement du portefeuille calculée sur la base de 10% des produits perçus sur le placement de la trésorerie disponible non encore investie.

Le montant de la charge constatée par la banque en 2016 au titre de la gestion des fonds confiés à l'International Sicar, s'élèvent à 13 KTND.

Le montant de la charge constatée par la banque en 2016 , relative à la commission de rendement au titre de ce nouveau fond confié à l'international SICAR s'élève à 10 KTND hors TVA,

- L'UIB a conclu le 09/02/2016, en vertu de la décision du Conseil d'Administration du 16 Mars 2016, une convention avec la société «International SICAR» .Cette dernière confie à la SICAR la gestion d'un fond d'un montant 1 376 KTND.

Sur ce Fond Géré l'International SICAR percevra par an :

- Une commission de gestion égale à 0,65% des montants non utilisés en participations effectives perçue trimestriellement et calculée sur le solde des fonds non utilisés fin de trimestre;

- une commission de gestion égale à 1% des montants utilisés en participations effectives perçue trimestriellement et calculée sur le solde des utilisations fin de trimestre;

- une commission de rendement du portefeuille calculée sur la base de 10% des produits perçus sur le placement de la trésorerie disponible non encore investie. Cette convention a été autorisée par le

conseil d'administration du 16 Mars 2016.

Le montant de la charge constatée par la banque en 2016 au titre de la gestion dudit fond à « l'International Sicar », s'élève à 7KTND Hors TVA

Le montant de la charge constatée par la banque en 2016 relative à la commission de rendement au titre de ce nouveau fond confié à « l'International Sicar », s'élève à 9 KTND Hors TVA

- L'UIB a conclu le 17/03/2017, en vertu de la décision de son Conseil d'Administration du 17 Mars 2017, une convention avec la société «International SICAR». Cette dernière confie à la SICAR la gestion d'un fond d'un montant de 1 570 KTND.

Sur ce fond géré l'international SICAR percevra par an :

- Une commission de gestion égale à 0,65% des montants non utilisés en participation effectives perçue trimestriellement calculée sur le solde des utilisations à la fin de chaque trimestre ;

- une commission de gestion égale à 1% des fonds utilisés en participations effectives perçue trimestriellement et calculée sur le solde des utilisations à la fin de chaque trimestre,

- une commission de rendement du portefeuille calculée sur la base de 10% des produits perçus sur le placement de la trésorerie disponible non encore investie.

- Une commission égale à 10% du montant des plus values encaissées sur les participations en fonds gérés UIB..

- Un avenant aux conventions a été conclu entre l'UIB et l'international Sicar. Cet avenant modifie la rémunération de l'international

Sicar en ce qui concerne les plus values de cession des participations et concerne l'ensemble des conventions sur fonds gérés UIB conclues jusqu'à la date de la signature de la présente.

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

- L'International Sicar percevra une commission égale à 10% du montant des plus values encaissées sur la cession des participations en Fonds Gérés UIB.
- Les autres rémunérations hors plus values demeurent inchangées.
- Au cours de l'exercice 2002, l'UIB a conclu une convention avec la société International

SICAR consistant à faire bénéficier la SICAR du mécanisme du fonctionnement et des avantages du compte à rendement optimum. Les charges d'intérêts payées par la banque au titre de l'exercice 2016 s'élèvent à 16KTND.

- L'UIB a conclu, le 02 Mai 2012, un contrat de sous location avec l'International SICAR moyennant un loyer annuel de 11 KTND HTVA. Ce contrat a été autorisé par le conseil d'administration de l'UIB du 11 avril 2013.

L'UIB a conclu, avec la SICAR, trois conventions de placement "compte à terme". Le détail est résumé dans le tableau ci-après:

Montant	Taux	Date de Souscription	Date d'échéance
2 000	6,01	15/10/2016	03/01/2017
250	5,95	01/12/2016	01/03/2017
200	6,010	20/10/2016	18/01/2017
1 376	6,07	30/11/2016	28/02/2017
2 000	6,01	14/10/2016	12/01/2017

- L'UIB a octroyé, le 16/12/2016, une avance sur compte à terme à la SICAR pour un montant de 200 KTND au taux de 7,010% avec une échéance le 03/01/2017.

- Les dépôts de la SICAR chez l'UIB totalisent au 31/12/2016 est de 2 239KTND.

OPÉRATIONS AVEC LA SOCIÉTÉ "ZEMNI IMMOBILIÈRE"

- L'UIB a conclu en vertu de la décision de son conseil d'administration du 12 Mars 2015 un contrat de location d'un local avec la société Zemni Immobilière gérée par

l'administrateur de l'UIB Habib Bouaziz.

La charge supportée par la banque au titre de l'exercice 2016 est de 50 KTND HTVA.

OBLIGATIONS ET ENGAGEMENTS DE LA BANQUE ENVERS LES DIRIGEANTS

Les rémunérations brutes du Directeur Général et du Directeur Général Adjoint telles que fixées par les Conseils d'Administration du 09 juin 2008 , 22 mai 2012 et 16 mars 2016 ainsi que celle des administrateurs telle que fixée annuellement par l'assemblée générale se détaillent comme suit :

	Directeur Général		Directeur Général Adjoint		Administrateurs	
	Charges de l'exercice	Passif au 31/12/2016	Charges de l'exercice	Passif au 31/12/2016	Charges de l'exercice	Passif au 31/12/2016
Avantages à court terme :						
- Salaire	619 392	-	476 010	-	-	-
- Intéressement sous forme de bonus	485 170	693 793	97 034	97 034	-	-
- Charges sociales et fiscales	306 468	257 730	162 184	52 837	-	-
- Congés payés	44 455	156 761	15 742	15 742	-	-
- Autres avantages	22 542	-	3 441	-	-	-
- Jetons de présence	-	28 800	-	-	150 000	150 000
TOTAL	1 478 027	1 137 084	754 411	165 613	150 000	150 000

Note 32 : Evènements postérieurs à la date de clôture

Les présents états financiers ont été autorisés pour publication par le Conseil d'Administration du 17 mars 2017. Par conséquent, ils ne reflètent pas les événements survenus postérieurement à cette date.

3

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE RELATIF À LA GESTION DU GROUPE UIB

1. PROFIL DE L'UIB
2. PÉRIMÈTRE ET MÉTHODE DE CONSOLIDATION
3. ACTIVITÉ DES FILIALES DE L'UIB
4. RÉSULTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS DU GROUPE UIB

1

PROFIL DE L'UIB

1. PROFIL DE L'UIB

Créée le 9 décembre 1963, l'UIB a été privatisée en novembre 2002 avec le rachat d'une partie de son capital (52,34%) par le Groupe Société Générale.

L'UIB est l'une des premières banques privées de Tunisie. Elle fait partie du Groupe Société Générale, l'un des premiers groupes bancaires internationaux.

Une banque universelle

Le modèle économique de l'UIB est celui d'une banque universelle, dont la vocation est d'offrir une gamme complète de services à tout type de clientèle : Particuliers, Professionnels, PME, Grandes Entreprises nationales et internationales, Institutionnels... Banque de référence en Tunisie, l'UIB continue de renforcer ses atouts en bénéficiant du support du Groupe Société Générale présent dans 66 pays. L'UIB est perçue aujourd'hui comme une banque locale adossée à un grand groupe international ayant une grande ambition pour le Maghreb.

Un grand réseau national et International

Le réseau de l'UIB compte actuellement 137 points de vente répartis dans toute la Tunisie. La force de l'UIB est de faire partie d'un vaste réseau international de banques de détail et de bénéficier des synergies avec l'ensemble des filiales et des métiers du Groupe Société Générale.

2

PÉRIMÈTRE ET MÉTHODE DE CONSOLIDATION

2. PÉRIMÈTRE ET MÉTHODE DE CONSOLIDATION

Périmètre

Le périmètre de consolidation du Groupe UIB comprend :

- La société mère : UIB
- Les filiales : les sociétés sur lesquelles l'UIB exerce un contrôle exclusif ;
- Les entreprises associées: les sociétés sur lesquelles l'UIB exerce une influence notable.

Méthode de consolidation

La méthode utilisée pour la consolidation des sociétés faisant partie du périmètre est l'intégration globale.

Cette méthode requiert la substitution du coût d'acquisition des titres de participation détenus dans les filiales par l'ensemble des éléments actifs et passifs de celles-ci tout en dégageant la part des intérêts minoritaires dans les capitaux propres et le résultat.

Le tableau suivant synthétise le périmètre et la méthode de consolidation utilisés pour l'élaboration des états financiers consolidés du Groupe UIB :

SOCIÉTÉS	SECTEUR	POURCENTAGE DE CONTRÔLE	QUALIFICATION	MÉTHODE DE CONSOLIDATION	POURCENTAGE D'INTÉRÊT
Union Internationale de Banques	Financier	100%	Mère	Intégration Globale	100%
Internationale de Recouvrement de Créances	Financier	99,97%	Filiale	Intégration Globale	99,97%
UIB Finance	Financier	99,92%	Filiale	Intégration Globale	99,92%
International SICAR	Financier	34%	Filiale	Intégration Globale	34%

UN PORTEFEUILLE DE FILIALES DE TAILLE RÉDUITE, CENTRÉ SUR LE CŒUR DE MÉTIER

- L'UIB détient des participations dans trois filiales, contrairement à la plupart des autres grandes banques qui en détiennent souvent un nombre plus élevé.
- Le choix fait est de centrer les filiales sur des activités porteuses de valeur ajoutée pour les clients (gestion d'actifs, intermédiation en bourse) ou directement en lien avec le cœur de métier bancaire (recouvrement de créances).
- Cette approche sélective s'accompagne d'une stratégie de développement quand l'opportunité commerciale et financière et la synergie avec l'activité bancaire sont avérées : un projet de lancement d'une activité d'assurances est ainsi en phase avancée d'étude et de demande d'agrément.

3

ACTIVITÉ DES FILIALES DE L'UIB

3. Activité des Filiales de l'UIB

INTERNATIONAL SICAR-(IS)

INDICATEURS D'ACTIVITÉ 2016 (EN KTND)

- L'année 2016 a été marquée par une reprise modérée des investissements sur fonds propres (924 KTND en 2016 vs 50 KTND en 2015) qui ont concerné 2 dossiers dans le secteur agroalimentaire. Ces investissements ne compensent toutefois pas les recouvrements sur les investissements existants, nettement supérieurs (2,6 MTND).
- L'environnement économique difficile explique la tendance baissière des plus-values enregistrées sur le portefeuille (-20% à 802 KTND), notamment la partie investie avant l'année 2009.
- Les autres indicateurs d'activité prolongent globalement la tendance de 2015 : stabilité des ressources de la SICAR et des recouvrements annuels.

RUBRIQUE	2015	2016	Δ 2015/2016	
RESSOURCES	26 545	26 476	-69	-0,26%
Dont Capital social	5 000	5 000	-	-
Dont Fonds Gérés	15 025	15 025	-	-
Dont Ressources spéciales	6 520	6 451	-69	-1,06%
RÉTROCESSIONS ANNUELLES EN PRINCIPAL (A)	1 649	1 836	187	11%
Dont Fonds propres	265	265	-	0%
Dont Fonds Gérés	1 384	1 571	187	14%
RÉTROCESSIONS ANNUELLES EN PLUS-VALUES (B)	1 004	802	-202	-20%
Dont Fonds propres	194	259	65	34%
Dont Fonds Gérés	810	543	-267	-33%
RECOUVREMENT ANNUEL (A+B)	2 653	2 637	-15	-
Dont Fonds propres	459	524	66	14%
Dont Fonds Gérés	2 194	2 113	-81	4%
INVESTISSEMENTS NOUVEAUX	50	924	874	1 748%

- Les revenus d'exploitation ont poursuivi en 2016 leur tendance haussière enregistrée depuis 2013, avec une progression de 7,4% par rapport à 2015 à 422 kTND. Les revenus des placements ont aussi légèrement progressé (155 kTND, +3%), en lien avec la gestion dynamique de la trésorerie de la SICAR
- Les charges d'exploitation se sont inscrites en forte hausse (+13,5% vs. 2015), largement due à la baisse des reprises de provisions (40 kTND contre 87 kTND en 2015). Hors cet effet, leur progression est limitée à 3,7%.
- Le résultat net 2016 de -286 kTND tient compte d'un complément de provisions pour risque et charges de 304 kTND à la suite de la clôture de la mission de contrôle fiscal couvrant la période 2003-2015.

En KTND	2011	2012	2013	2014	2015	2016
REVENUS D'EXPLOITATION (A)	643	522	362	382	393	422
Charges d'exploitation (B)	-467	-507	-595	-533	-481	-846
<i>Dont dotations / Reprises sur provisions</i>	-221	-298	-878	-40	87	-264
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (A-B)	-46	-282	-1 111	-191	-88	-424
Revenus des Placements Nets	63	71	78	124	150	154
Autres gains/pertes ordinaires	0	0	0,6	-31	1	-10
Impôt sur les sociétés et contrib. except.	0	0	1	1	-1	-6
RÉSULTAT NET	17	-212	-1 035	-99	61	-286
Capitaux Propres (Avant Affectation)	6 287	6 075	5 040	4 941	5 003	4 717
Total Bilan	37 804	34 202	34 700	34 324	33 499	34 258

INTERNATIONAL DE RECouvreMENT DE CRÉANCES (IRC)

- L'IRC a réalisé en 2016 un niveau de recouvrement en légère baisse par rapport à 2015 (2,16 MTND contre 2,208 MTND, soit -2,2%).
- Le volume des cessions de créances par l'UIB à L'IRC s'est élevé en 2016 à 15,7 MTND (8365 créances), en retrait de 25,1% par rapport à l'année 2015 (20,98 MTND sur 2565 créances)
- Le volume des radiations de créances jugées irrécouvrables a été de 16,6 MTND en 2016 vs. 7,5 MTND en 2015 (soit +120%).
- Au total, fin 2016, le portefeuille global de l'IRC est composé de 27162 dossiers pour un engagement global de 228,9 MTND, contre 29 565 dossiers au 31/12/2015 pour un engagement global de 231,4 MTND
- Les revenus de recouvrement ont atteint 1 723 kTND en 2016 vs 1 968 kTND en 2015. En tenant compte des diverses charges, le résultat d'exploitation est passé en 2016 à 1 379 kTND vs 1 571 en 2015. Le résultat net 2016 s'élève à 877 kTND vs 1 103 kTND en 2015 (soit -20,5%).

3 | RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE RELATIF À LA GESTION DU GROUPE UIB

EVOLUTION DES PRINCIPAUX INDICATEURS

En KTND	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Revenus de recouvrement	1 546	961	2 154	2 960	1 968	1 723
Charges de recouvrement	-91	-93	-192	-275	-122	-143
Revenu net de recouvrement	1 455	868	1 962	2 685	1 846	1 580
Gain / Correction de valeurs sur portefeuille*	96	50	28	35	224	420
Charges opératoires (frais de personnel, et généraux, amort. & prov.)	-422	-588	-655	-664	-609	-622
Résultat d'Exploitation	1 129	330	1 336	2 056	1 461	1 379
Produits Nets de Placements	90	75	106	167	183	150
Impôt sur les Sociétés	-179	-554	-798	-424	-541	-537
Gains/pertes extraordinaires (=contribution exceptionnelle)	-	-	-	-	-	-115
RÉSULTAT NET	791	224	887	1 423	1 102,6	876,7
Capitaux Propres (Avant Affectation)	1 862	1 330	1 991	2 556	2 252	1 989
TOTAL BILAN	2 055	1 533	2 655	3 249	3 942	2 433

* Les chiffres positifs correspondent à des recouvrements réalisés sur des créances passées par pertes lors d'exercices précédents.

UIB FINANCE

UIB Finance a exercé son activité dans un environnement boursier mitigé en 2016

- Le volume global des échanges a enregistré en 2016 un repli de **-31%** par rapport à l'année précédente pour atteindre 2765 MTND contre 4000 MTND en 2015. Cette baisse des volumes a touché aussi bien les échanges sur la cote (**-19%**), le Hors cote (**-30%**) et les opérations d'enregistrement et déclarations (**-46%**).
- Après une légère baisse de 0,94% en 2015, l'indice Tunindex a enregistré une hausse de **+8,86%** en **2016**. Cette croissance repose essentiellement sur la performance de deux secteurs, le secteur bancaire et le secteur des biens de consommation, qui ont apporté respectivement 5,14% et 3,11% à la variation globale de l'indice.
- Le Tunindex (20), l'indice qui mesure le rendement des vingt plus grandes capitalisations

boursières a affiché un rendement annuel en **2016** de **9,87%**, versus une baisse de 1,68% en 2015.

En dépit de ce contexte, UIB Finance a affiché une activité en nette progression

- L'actif net de l'IOS (Internationale Obligataire SICAV, gérée par UIB FINANCE) a progressé de **+39%**, passant de **29,6** millions de dinars au 31.12.2015 à **41,2** millions de dinars au 31.12.2016. À l'échelle nationale, les actifs gérés par les Sicav obligataires ont progressé sur la même période de **1,67%** passant de 3884,2 MTND à 3949 MTND.
- IOS a réalisé un rendement de **+ 3,92 %** en 2016, contre 3,91% en 2015, se classant à la 10^{ème} place sur les 27 SICAV.
- Malgré la forte baisse des échanges sur la place boursière de Tunis, le volume des transactions réalisé par l'UIB Finance sur l'ensemble du

marché a progressé de **+4,43%** vs 2015, résultat tiré notamment par une forte progression des échanges sur la cote (**+ 23,19%** vs 2015).

■ Au total, UIB Finance a réalisé un chiffre d'affaires de **287 KTND** contre un chiffre d'affaires de **186 KTND** en 2015 soit une hausse de +54%, grâce notamment à sa participation au placement de l'emprunt obligataire subordonné UIB EOS 2016.

Une gouvernance renforcée en 2016

■ Un nouveau Directeur Général a été nommé début juillet 2016.

■ 6 Conseils d'Administration (3 pour UIB Finance et 3 pour l'IOS) ont été tenus depuis le 30 juin 2016.

■ L'Assemblée Générale Extraordinaire tenue le 1er septembre 2016 a décidé d'une augmentation de capital d'UIB Finance (547 200 dinars en numéraire et une prime d'émission de 114 000 dinars), réalisée le 8 décembre 2016.

■ Un comité de gestion a été mis en place, qui décide de toutes opérations d'investissement en lien direct avec la SICAV.

■ 2 comités d'Audit ont été tenus le 5 octobre 2016, respectivement pour UIB Finance et pour IOS. Ces comités d'audit se réuniront désormais à fréquence trimestrielle.

Un plan stratégique de relance de l'activité d'UIB Finance à travers les synergies avec la Banque

■ Avec l'augmentation du capital, le renforcement de la gouvernance et la mise en place d'un business plan de relance de l'activité, UIB FINANCE est désormais en ordre de marche.

■ Les étapes franchies en 2016 sont conformes aux projections du business plan de relance de l'activité : progression du chiffre d'affaires de **+54%**, division par deux de la perte (**-62 kTND en 2016** contre -124 kTND en 2015). Ce business plan prévoit le retour à la profitabilité en 2017, avec un résultat net prévisionnel de **+65 kTND**.

■ L'activité d'UIB Finance s'inscrit pleinement dans le plan de développement commercial de l'UIB et doit bénéficier de l'apport de trois initiatives stratégiques : 1/ Stratégie de croissance et de conquête sur la clientèle Haut de Gamme, qui renforce le potentiel de souscriptions obligataires et de courtage 2/ Stratégie de développement des activités de conseil et de banque d'investissement, avec la mobilisation de synergies avec la Salle de marchés 3/ Renforcement du potentiel de synergies de l'ensemble de la filière Titres de l'UIB, dont SGSS Tunisie est le fer de lance, reconnu pour son expertise et son statut de dépositaire de référence en Tunisie.

EVOLUTION DES PRINCIPAUX INDICATEURS FINANCIERS

En KTND	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Produits d'exploitation	527	305	437	187	186	288
Charges d'exploitation	-486	-342	-309	-329	-326	-349
Dotations / reprises nettes aux provisions	-26	-27	-	-	-	-
Résultat d'Exploitation	15	-65	128	-142	-140	-61
Produits /charges financières et autres gains/pertes ordinaires	26	102	32	3	16	1
Impôts sur les sociétés et contribution exceptionnelle	-0,57	-0,4	-1,02	-0,5	-0,5	-1,7
RÉSULTAT NET	39	37	160	-138	-124	-62
Capitaux Propres (Avant Affectation)	569	607	766	628	504	1 103
TOTAL BILAN	1 110	2 103	1 201	1 059	1 167	1 947

4

RÉSULTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS DU GROUPE UIB

4. RÉSULTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS DU GROUPE UIB

Les états financiers consolidés du Groupe Union Internationale de Banques UIB pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 font

apparaître un total bilan de **4 708,5 MTND** et un bénéfice consolidé de **71.6 MTND** vs 62 MTND en 2015.

BILAN CONSOLIDÉ ARRÊTÉ AU 31 DÉCEMBRE 2016 (UNITÉ : EN MILLIERS DE DINARS)

ACTIF	31 12 2016	31 12 2015
Caisse et avoirs auprès de , CCP et TGT	210 329	62 743
Créances sur les établissements bancaires et financiers	49 581	153 200
Créances sur la clientèle	4 130 527	3 725 217
Portefeuille - titres commercial	29 740	-
Portefeuille d'investissement	162 411	123 622
Valeurs immobilisées	41 413	42 483
Autres actifs	45 354	42 158
Actif impôts différé	39 178	43 052
TOTAL ACTIF	4 708 533	4 192 475
PASSIF		
Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers	147 312	3 495
Dépôts et avoirs de la clientèle	3 664 512	3 405 501
Emprunts et ressources spéciales	329 449	320 914
Autres passifs	152 689	100 623
Passif Impôts différé	27	27
TOTAL PASSIF	4 293 989	3 830 560
INTÉRÊTS DES MINORITAIRES	3 168	3 305
CAPITAUX PROPRES		
Capital	172 800	172 800
Réserves	125 891	80 932
Résultat reporté	41 076	42 857
Résultat net consolidé	71 608	62 021
TOTAL CAPITAL X PROPRES	411 375	358 610
TOTAL PASSIF, INTERETS MINORITAIRES ET CAPITALS PROPRES	4 708 533	4 192 475

ÉTAT DES ENGAGEMENTS HORS BILAN CONSOLIDÉ ARRÊTÉ AU 31 DÉCEMBRE 2016 (UNITÉ : EN MILLIERS DE DINARS)

PASSIFS ÉVENTUELS	31122016	31122015
Cautions, avals et autres garanties données	592 913	499 161
Crédits documentaires	211 460	114 210
TOTAL PASSIFS ÉVENTUELS	804 373	613 371
ENGAGEMENTS DONNÉS		
Engagements de financements donnés	141 886	72 066
TOTAL DES ENGAGEMENTS DONNÉS	141 886	72 066
ENGAGEMENTS REÇUS		
Garanties reçues	756 437	643 145
TOTAL DES ENGAGEMENTS REÇUS	756 437	643 145

ÉTAT DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ PÉRIODE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2016 (UNITÉ : EN MILLIERS DE DINARS)

PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	Exercice 2016	Exercice 2015
Intérêts et revenus assimilés	265 359	256 154
Commissions perçues	84 954	62 494
Gains sur portefeuille-titres commercial et opérations financières	16 013	11 397
Revenus du portefeuille d'investissement	8 076	6 727
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	374 402	336 772
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE		
Intérêts courus et charges assimilées	-123 167	-116 612
Commissions encourues	-3 418	-3 707
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	-126 585	-120 319
PRODUIT NET BANCAIRE	247 817	216 453
Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances, hors bilan et passif	-11 682	-14 833
Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement	-149	-476
Autres produits d'exploitation	36	27
Frais de personnel	-88 863	-79 938
Charges générales d'exploitation	-24 441	-22 625
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations	-8 459	-8 432
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	114 259	90 176
Solde en gain provenant des autres éléments ordinaires	-392	67
Impôt sur les sociétés	-34 412	-28 196
RÉSULTAT DES ACTIVITÉS ORDINAIRES	79 455	62 047
Solde en gains \ pertes provenant des autres éléments extraordinaires	-7 981	15
Part de résultat revenant aux minoritaires	-135	41
Effet des modifications comptables		
RESULTAT NET CONSOLIDÉ	71 609	62 021
RESULTAT PAR ACTION (EN DT)*	2,072	1,795

* Déterminé suivant un nombre d'actions pondérées

3 | RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE RELATIF À LA GESTION DU GROUPE UIB

ÉTAT DE FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2016

(UNITÉ : EN MILLIERS DE DINARS)

ACTIVITÉ D'EXPLOITATION	Exercice 2016	Exercice 2015
Produits d'exploitation bancaire encaissés	365 313	330 866
Charges d'exploitation bancaire décaissées	-129 427	-116 434
Dépôts / Retrait de dépôts d'autres établissements financiers	-	-
Prêts, Avances / Remboursement prêts et avances accordés à la clientèle	-424 007	-300 573
Dépôts/ Retrait de dépôts de la clientèle	258 406	246 901
Titres de placement	-29 740	-
Sommes versées au personnel et créiteurs divers	-83 209	-103 310
Autres flux de trésorerie	16 283	-1 820
Impôt sur les sociétés	-15 809	-37 033
FLUX DE TRÉSORERIE AFFECTÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION	- 42 191	18 897
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Intérêts et dividendes encaissés sur portefeuille d'investissements	7 454	6 444
Acquisition/Cession sur portefeuille d'investissement	-38 309	-668
Acquisition/Cession sur Immobilisations	-16 146	-9 756
FLUX DE TRÉSORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT	-47 001	-3 980
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Emissions d'actions	-	-
Emission / Remboursement d'emprunts	9 723	20 487
Augmentation/Diminution ressources spéciales	-841	-4 125
Dividendes et autres distributions	-19 008	-17 280
Autres flux de trésorerie provenant des activités de financement	-	-
FLUX DE TRÉSORERIE NET AFFECTÉ PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT	-10 599	-918
Variation nette de liquidités et équivalents de liquidités au cours de l'exercice	-99 791	13 698
Liquidités et équivalents de liquidités début de l'exercice	212 622	198 924
LIQUIDITÉS ET ÉQUIVALENTS DE LIQUIDITÉS FIN D'EXERCICE	112 831	212 622

4

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

4

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

1. RAPPORT SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES	168
2. ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDES AU 31 DÉCEMBRE 2016	170

1. RAPPORT SUR LES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

UNION INTERNATIONALE DE BANQUES (UIB) RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS - EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2016

Messieurs les actionnaires de l'Union Internationale de Banques,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 04 juin 2015, nous vous présentons notre rapport sur le contrôle des états financiers consolidés de l'Union Internationale de Banques relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2016, tels qu'annexés au présent rapport, ainsi que sur les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi et les normes professionnelles.

I. RAPPORT SUR LES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de l'Union Internationale de Banques (UIB), comprenant le bilan consolidé et l'état des engagements hors bilan consolidé arrêtés au 31 décembre 2016, l'état de résultat consolidé et l'état de flux de trésorerie consolidé pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives. Ces états financiers consolidés font ressortir des capitaux propres positifs de 411 375 KTND, y compris le résultat bénéficiaire de l'exercice part du groupe s'élevant à 71 608 KTND.

1. RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION POUR LES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère des états financiers consolidés conformément au Système

Comptable des Entreprises. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne qu'elle juge nécessaire pour permettre l'établissement d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

2. RESPONSABILITÉ DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en Tunisie. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers consolidés contiennent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans

l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des états financiers consolidés afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

3. OPINION SUR LES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

A notre avis, les états financiers consolidés sont réguliers et sincères et donnent, pour tout

aspect significatif, une image fidèle de la situation financière, du résultat des opérations et des flux de trésorerie du Groupe « Union Internationale de Banques » pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie.

II. RAPPORT SUR LES VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi et les normes professionnelles.

Sur la base de ces vérifications, nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers consolidés des informations d'ordre comptable données dans le rapport de gestion du Groupe au titre de l'exercice 2016.

Tunis, le 10 Avril 2017

**AMC Ernst & Young
Noureddine Hajji**



Les commissaires aux comptes

**Tunisie Audit & Conseil
Lamjed Mbarek**



2. ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2016

BILAN CONSOLIDÉ ARRÊTÉ AU 31 DÉCEMBRE 2016 (CHIFFRES PRÉSENTÉS EN MILLIERS DE DINARS)

	Notes	31 Décembre 2016	31 Décembre 2015	
Actif				
AC1	Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT	(1)	210 329	62 743
AC2	Créances sur les établissements bancaires et financiers	(2)	49 581	153 200
AC3	Créances sur la clientèle	(3)	4 130 527	3 725 217
AC4	Portefeuille-titres commercial	(4)	29 740	-
AC5	Portefeuille d'investissement	(5)	162 411	123 622
AC6	Valeurs immobilisées	(6)	41 413	42 483
AC7	Autres actifs	(7)	45 354	42 158
	Actif d'impôt différé	(8)	39 178	43 052
	Total Actifs		4 708 533	4 192 475
Passif				
PA2	Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers	(9)	147 312	3 495
PA3	Dépôts et avoirs de la clientèle	(10)	3 664 512	3 405 501
PA4	Emprunts et ressources spéciales	(11)	329 449	320 914
PA5	Autres passifs	(12)	152 689	100 623
	Impôt différé Passif		27	27
	Total Passifs		4 293 989	3 830 560
	Intérêts des minoritaires dans les autres capitaux propres		3 303	3 264
	Intérêts des minoritaires dans le résultat		(135)	41
	Intérêts Minoritaires		3 168	3 305
Capitaux propres				
CP1	Capital		172 800	172 800
CP2	Réserves		125 891	80 932
CP5	Résultats reportés		41 076	42 857
	Résultats reportés hors modifications comptables		41 076	42 857
CP6	Résultat de l'exercice		71 608	62 021
	Total capitaux propres	(13)	411 375	358 610
	Total capitaux propres et passifs		4 708 532	4 192 475

ETAT DES ENGAGEMENTS HORS BILAN CONSOLIDÉ ARRÊTÉ AU 31 DÉCEMBRE 2016
 (CHIFFRES PRÉSENTÉS EN MILLIERS DE DINARS)

	Notes	31 Décembre 2016	31 Décembre 2015	
Passifs éventuels				
HB1	Cautions, avals et autres garanties données	(14)	592 913	499 161
HB2	Crédits documentaires	(15)	211 460	114 210
Total des passifs éventuels			804 373	613 371
Engagements donnés				
HB4	Engagements de financements donnés	(16)	141 886	72 066
Total des engagements donnés			141 886	72 066
Engagements reçus				
HB7	Garanties reçues	(17)	756 437	643 145
Total des engagements reçus			756 437	643 145

ETAT DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ PÉRIODE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2016 (CHIFFRES PRÉSENTÉS EN MILLIERS DE DINARS)

		Notes	Du 1er Janvier au 31 Décembre 2016	Du 1er Janvier au 31 Décembre 2015
Produits d'exploitation bancaire				
PR1	Intérêts et revenus assimilés	(18)	265 359	256 154
PR2	Commissions (en produits)	(19)	84 954	62 494
PR3	Gains sur portefeuille-titres commercial et opérations financières	(20)	16 013	11 397
PR4	Revenus du portefeuille d'investissement	(21)	8 076	6 727
Total des produits d'exploitation bancaire			374 402	336 772
Charges d'exploitation bancaire				
CH1	Intérêts courus et charges assimilées	(22)	(123 167)	(116 612)
CH2	Commissions encourues	(23)	(3 418)	(3 707)
Total charges d'exploitation bancaire			(126 585)	(120 319)
Produit net bancaire			247 817	216 453
PR5-CH4	Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances, hors bilan et passif	(24)	(11 682)	(14 833)
PR6-CH5	Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement	(25)	(149)	(476)
PR7	Autres produits d'exploitation		36	27
CH6	Frais de personnel	(26)	(88 863)	(79 938)
CH7	Charges générales d'exploitation	(27)	(24 441)	(22 625)
CH8	Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations		(8 459)	(8 432)
Résultat d'exploitation			114 259	90 176
PR8-CH9	Solde en gain/perte provenant des autres éléments ordinaires		(392)	67
CH11	Impôt sur les bénéfices	(28)	(34 412)	(28 196)
Résultat des activités ordinaires			79 455	62 047
PR9-CH10	Solde en gain/perte provenant des autres éléments extraordinaires		(7 981)	15
Part de résultat revenant aux minoritaires			(135)	41
Résultat net du groupe			71 609	62 021
Résultat net après modifications comptables			71 609	62 021
Résultat par action (en DT)			(29)	2,072
				1,795

ETAT DE FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ PÉRIODE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2016
(CHIFFRES PRÉSENTÉS EN MILLIERS DE DINARS)

Notes	Du 1er Janvier au 31 Décembre 2016	Du 1er Janvier au 31 Décembre 2015 Retraité	Du 1er Janvier au 31 Décembre 2015 publié
Flux d'exploitation			
Produits d'exploitation bancaire encaissés (hors revenus du portefeuille d'investissement)	365 313	330 866	330 866
Charges d'exploitation bancaire décaissées	(129 427)	(116 434)	(116 434)
Dépôts / Retraits de dépôts auprès d'autres établissements financiers	-	-	300 *
Prêts et avances / Remboursement prêts et avances accordés à la clientèle	(424 007)	(300 573)	(300 573)
Dépôts / Retraits de dépôts de la clientèle	258 406	246 901	246 901
Titres de placement	(29 740)	-	-
Sommes versées au personnel et créiteurs divers	(83 209)	(103 310)	(103 310)
Autres flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	16 283	(1 820)	(1 820)
Impôt sur les bénéfices	(15 809)	(37 033)	(37 033)
Flux de trésorerie net provenant des activités d'exploitation	(42 191)	18 597	18 897
Flux d'investissement			
Intérêts et dividendes encaissés sur portefeuille d'investissements	7 454	6 444	6 444
Acquisition / cessions sur portefeuille d'investissement	(38 309)	(668)	(668)
Acquisitions / cessions sur immobilisations	(16 146)	(9 756)	(9 756)
Flux de trésorerie net provenant des activités d'investissement	(47 001)	(3 980)	(3 980)
Flux de financement			
Emission / Remboursement d'emprunts	9 723	20 487	20 487
Augmentation / diminution ressources spéciales	(841)	(4 125)	(4 125)
Dividendes et autres distributions	(19 008)	(17 280)	(17 280)
Flux de trésorerie net provenant des activités de financement	(10 599)	(918)	(918)
Variation des liquidités et équivalents de liquidités au cours de la période	(99 791)	13 698	13 998
Liquidités et équivalents de liquidités début de l'exercice	212 622	198 924	199 083 *
Liquidités et équivalents de liquidités fin de l'exercice	(30)	212 622	213 081

(*) Chiffres retraités pour les besoins de la comparabilité (Cf. Note 2.8)

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE 2016

1- RÉFÉRENTIEL D'ÉLABORATION ET DE PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Les états financiers consolidés du Groupe UIB sont préparés et présentés conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie édictés notamment par :

- La norme comptable générale NCT 1 ;
- Les normes comptables bancaires (NCT 21 à 25) ;
- Les normes comptables de consolidation (NCT 35 à 37) ;
- La norme comptable relative aux regroupements d'entreprises (NCT 38) ;
- Les règles de la Banque Centrale de la Tunisie édictées par la circulaire n°91-24 du 17 décembre 1991 telle que modifiée par les circulaires n° 99-04, n°2001-12, n°2012-09 et n°2013-21."

2- DATE DE CLÔTURE

Les états financiers consolidés sont établis à partir des états financiers des sociétés faisant partie du périmètre de consolidation arrêtés au 31 Décembre 2016.

3- BASE DE MESURE

Les états financiers du Groupe UIB sont

élaborés sur la base de la mesure des éléments du patrimoine au coût historique.

4- PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Le périmètre de consolidation du Groupe UIB comprend :

- La société mère : UIB
- Les filiales : les sociétés sur lesquelles l'UIB exerce un contrôle exclusif.

MÉTHODE DE CONSOLIDATION

La méthode utilisée pour la consolidation des sociétés faisant partie du périmètre est la méthode d'intégration globale. Cette méthode requiert la substitution du coût d'acquisition des titres de participation détenus dans les filiales par l'ensemble des éléments actifs et passifs de celles-ci tout en dégageant la part des intérêts minoritaires dans les capitaux propres et le résultat.

Cette méthode est appliquée aux entreprises du secteur financier contrôlées de manière exclusive par l'UIB.

Le tableau suivant synthétise le périmètre et les méthodes de consolidation utilisées pour l'élaboration des états financiers consolidés du Groupe UIB :

Société	Secteur	% de contrôle	Nature	méthode de consolidation	% d'intérêt	Pays de résidence
Union Internationale de Banques	Financier	100,00%	Mère	Intégration globale	100,00%	Tunisie
Internationale de Recouvrement de Créances	Financier	99,97%	Mère	Intégration globale	99,97%	Tunisie
UIB Finance	Financier	99,92%	Mère	Intégration globale	99,92%	Tunisie
Internationale SICAR	Financier	34,00%	Mère	Intégration globale	34,00%	Tunisie

La SICAR est consolidée selon la méthode d'intégration globale car la banque a un contrôle exclusif de cette filiale et dirige les politiques financières et opérationnelles de la SICAR. Le directeur général de la SICAR est du personnel de l'UIB.

Par ailleurs, la banque dispose du pouvoir de nommer ou de révoquer la majorité des membres du conseil d'administration qui est présidé par un personnel de l'UIB.

5- PRINCIPES COMPTABLES DE PRÉSENTATION ET D'ÉVALUATION

5.1- Prise en compte des intérêts et agios

Les intérêts et agios courus au cours de l'exercice et non encore encaissés à la date de clôture sont comptabilisés parmi les produits de l'exercice lorsqu'ils concernent les clients classés parmi les « actifs courants » (classe A) ou parmi les « actifs nécessitant un suivi particulier» (classe B1), au sens de la circulaire BCT n° 91-24, sur la base de la classification des créances telle qu'arrêtée à la date de clôture.

Toutefois, en vertu de l'article 2 de la circulaire BCT N° 2012-02, les établissements de crédit ne doivent pas incorporer dans leurs produits les intérêts demeurés impayés à la date du rééchelonnement et relatifs aux engagements courants et ceux nécessitant un suivi particulier (classe1) ayant fait l'objet de rééchelonnement dans le cadre de la circulaire N° 2011-04.

Les intérêts et agios courus et non encaissés relatifs à des créances classées parmi les "actifs incertains" (classe B2) ou parmi les "actifs préoccupants" (classe B3) ou parmi les "actifs compromis" (classe B4), au sens de la circulaire BCT n° 91-24, sont constatés en intérêts et agios réservés et non en produits.

Pour l'arrêté des comptes au 31 Décembre 2016, et au sens de la circulaire 91 – 24, la réservation des intérêts et agios relatifs à des créances classées B2, B3 ou B4 a été faite sur la base de la classification des créances telle qu'arrêtée à cette date.

Pour ces actifs, la banque n'a incorporé dans ses résultats que les intérêts (ou produits) qui ont été effectivement supportés par le débiteur. Tout intérêt (ou produit), précédemment comptabilisé mais non payé, est déduit des résultats.

Dans un souci de prudence, les règlements des échéances des crédits, dans le système d'information Delta mis en place en 2006, sont affectés prioritairement au paiement du capital puis aux intérêts.

5.2- Evaluation des engagements et des provisions y afférentes

5.2.1 Provisions individuelles

La classification et l'évaluation des engagements et la détermination des provisions y afférentes sont effectuées conformément à la circulaire de la Banque Centrale de Tunisie N° 91-24 du 17 décembre 1991 telle que modifiée par la circulaire N° 99-04 du 19 mars 1999, la circulaire N° 2001-12 du 4 mai 2001, la circulaire N°2012-09 du 29 juin 2012 et la circulaire N°2013-21 du 31 décembre 2013. Les classes de risque sont définies de la manière suivante :

- A – Actifs courants
- B1 – Actifs nécessitant un suivi particulier
- B2 – Actifs incertains
- B3 – Actifs préoccupants
- B4 – Actifs compromis

Les taux de provisions par classe de risque appliqués au risque net non couvert sont les suivants :

B2 – Actifs incertains	20%
B3 – Actifs préoccupants	50%
B4 – Actifs compromis	100%

La circulaire de la Banque Centrale de Tunisie n° 2013-21 du 31 décembre 2013 a instauré une obligation pour les établissements de crédit de constituer des provisions additionnelles sur les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 supérieure ou égale à 3 ans pour la couverture du risque net et ce, conformément aux quotités minimales suivantes :

- 40% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 de 3 à 5ans ;
- 70% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 de 6 et 7ans ;
- 100% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 supérieure ou égale à 8 ans.

On entend par risque net, la valeur de l'actif après déduction:

- des agios réservés;
- des garanties reçues de l'Etat, des organismes d'assurance et des établissements de crédit;

- des garanties sous forme de dépôts ou d'actifs financiers susceptibles d'être liquidés sans que leur valeur soit affectée;

- des provisions constituées conformément aux dispositions de l'article 10 de la circulaire aux établissements de crédit n°91-24.

En application de ces dispositions, la banque procède, à la clôture de chaque exercice, à l'évaluation exhaustive de ses engagements et des risques qui y sont liés.

5.2.2 Provisions collectives

Jusqu'à la clôture de l'exercice 2010, seules les règles de classification des actifs et de couverture des risques édictées par le circulaire n° 91-24 du 17 Décembre 1991, étaient applicables.

En 2011 et suite aux événements post révolution qu'a connus le pays, les règles ci-dessous ont été adoptées en vertu de la circulaire n° 2011-04 du 12 Avril 2011 relative aux mesures conjoncturelles de soutien aux entreprises économiques affectées par les retombées des événements survenus qui prévoit notamment ce qui suit :

- Le rééchelonnement des échéances échues ou à échoir au cours de la période allant du 1er Décembre 2010 jusqu'au 31 Décembre 2011 ainsi que les utilisations additionnelles en crédits de gestion pour faire face à la situation exceptionnelle postrévolution;

- Les rééchelonnements ainsi réalisés ne doivent donner lieu ni à la classification du client concerné en classes 2, 3 ou 4, ni à la révision de sa classification au 31 décembre 2010.

Par ailleurs et en application des dispositions de la circulaire n° 2012-02 du 11 janvier 2012, les établissements de crédit ne doivent pas incorporer dans leurs produits les intérêts demeurés impayés à la date du rééchelonnement et relatifs aux engagements courants (classe A) et ceux nécessitant un suivi particulier (classe B1) à fin Décembre 2010, ayant bénéficié

d'arrangements dans le cadre de la circulaire n° 2011-04.

En application des circulaires 2012-09 et 2012-20 ayant prévu l'obligation de constituer par prélèvement sur les résultats de provisions à caractère général dites "provisions collectives" pour couvrir les risques latents sur les engagements courants et les engagements nécessitant un suivi particulier au sens de la circulaire 91-24, le stock de la provision collective constitué par la banque s'élève à 13 061 KTND au 31 Décembre 2015.

En application de la circulaire BCT n° 2015-04 du 27 Mars 2015, les crédits d'aménagement sont classés sous la catégorie " crédits à la consommation " et ne font plus partie de la catégorie d'activité " crédits habitat ". Ce reclassement est appliquée d'une manière prospective à partir de la date de publication de la dite circulaire.

INTÉRÊTS IMPAYÉS SUR CRÉDITS

Les intérêts impayés sur crédits ne sont pas débités automatiquement dans les comptes des clients mais sont logés dans des comptes d'intérêts impayés.

Les impayés sur créances classées parmi les « actifs incertains » (classe B2) ou parmi les « actifs préoccupants » (classe B3) ou parmi les « actifs compromis » (classe B4), au sens de la circulaire BCT n° 91-24, sont réservés et présentés en net à l'actif du bilan.

5.3 Présentation des provisions

Les provisions pour dépréciation des éléments d'actifs sont présentées à l'actif du bilan de la banque, en déduction du poste s'y rapportant (créances à la clientèle, portefeuille titres...).

Le total des provisions pour risque de contrepartie ainsi que des provisions sur les éléments d'actif et de passif s'élève à 412 376 KTND au 31/12/2016 contre 415 367 KTND au 31/12/2015 et se détaille comme suit :

	31/12/2016	31/12/2015
Provision pour risque de contrepartie créances douteuses Bilan	284 537	277 587
Provision/Décote de Garantie	90 065	98 416
Provision pour risques de contre partie hors bilan douteux	2 821	3 824
Provision Hors Bilan/Décote de Garantie	411	590
Provisions à caractère générale dite collective	15 226	13 061
Provision pour dépréciation de titres	5 388	5 185
Provision pour dépréciation fonds gérés SICAR	5 308	5 306
Provision pour risques sur autres postes d'actifs	326	295
Provision pour passifs et charges	8 294	11 103
Total	412 376	415 367

5.4- Immobilisations et Amortissements

Les immobilisations sont enregistrées à la valeur d'acquisition hors TVA déductible, la proportion ne donnant par droit à déduction est incorporée au coût. Elles sont amorties selon la méthode linéaire en appliquant les taux suivants :

Immobilisations d'exploitation	2%
Immobilisations hors exploitation	2%
Matériel roulant	20%
Matériel et mobilier de bureau	10%
Matériel informatique	15%, 16.66%, 20%, 25% et 33.33%
Logiciel	20%
Agencement, aménagement et installation	10%
Matériel et équipement de l'amicale UIB	10%

5.5- Titres de participation

Les titres de participation sont comptabilisés à leur valeur d'acquisition ou, en cas de souscription, à la valeur nominale. Les souscriptions non libérées sont constatées en hors bilan.

Des provisions pour dépréciation sont comptabilisées en cas de différence entre le prix d'acquisition et la juste valeur des titres.

Les bons de trésor assimilables figurent parmi la rubrique « portefeuille d'investissement ».

5.6- Evaluation des avoirs et dettes en devises

Les avoirs et les dettes devises sont réévalués à la date d'arrêté sur la base du cours moyen des devises sur le marché interbancaire publié par la BCT.

6- METHODES SPECIFIQUES À LA CONSOLIDATION

6.1- Traitement des écarts de première consolidation

Les écarts de première consolidation correspondent à la différence entre le prix d'acquisition des titres et la quote-part correspondante dans l'actif net comptable de la société consolidée à la date de l'acquisition. Cet écart est ventilé entre l'écart d'évaluation et le Goodwill. Néanmoins, les comptes du Groupe arrêtés au 31 Décembre 2016 ne présentent pas d'écarts de première consolidation.

6.2 Soldes et opérations réciproques

Les soldes réciproques ainsi que les produits et charges résultant d'opérations internes au

Groupe sont intégralement éliminés du fait que le Groupe est constitué des filiales consolidées avec la méthode d'intégration globale.

6.3 Traitement de l'impôt

Les états financiers consolidés sont établis selon la méthode de l'impôt différé. Selon cette méthode, on prend en compte les impacts fiscaux futurs, certains ou probables, actifs ou passifs, des événements et transactions passées ou en cours.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporelles déductibles dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable, sur lequel ces différences temporelles déductibles pourront être imputées, sera disponible.

Un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables.

7. PRINCIPAUX RETRAITEMENTS EFFECTUES DANS LES COMPTES CONSOLIDÉS

7.1 Homogénéisation des méthodes comptables

Les méthodes comptables utilisées pour l'arrêté des comptes des sociétés faisant partie du périmètre de consolidation ont été alignées sur celles retenues pour les comptes consolidés du Groupe.

7.2 Elimination des soldes et transactions intra-groupe

Les opérations et transactions internes sont éliminées pour neutraliser leurs effets. Les éliminations opérées ont principalement porté sur :

- Les comptes courants entre sociétés du Groupe ;
- Les commissions entre sociétés du Groupe ;
- Les provisions constituées sur les titres des sociétés du Groupe ;
- Les dividendes et jetons de présence servis par les sociétés consolidées au profit de l'UIB

2.8- Retraitements opérés pour les besoins de comparabilité

RETRAITEMENTS DE FLUX DE TRÉSORERIE :

Au 31/12/2016, il a été décidé de procéder aux retraitements suivants sur les données comparatives au 31/12/2015 :

Rubriques	Nature du retraitement	Montant avant retraitement	Montant du retraitement	Montant après retraitement
Dépôts/retrait de dépôts des autres établissements financiers		300	(300)	0
	Reclassement des dépôts organismes financiers et de leasing		(300)	
Liquidités et équivalents de liquidités début de l'exercice		199 081	(159)	198 922
	Reclassement dépôts organismes financiers et de leasing		(159)	

NOTES SUR LES POSTES DE L'ACTIF

Note 1 : Caisse, BCT, CCP et TGT

Cette rubrique accuse au 31/12/2016 un solde de 210 329 KTND contre 62 743 KTND au 31/12/2015. Le solde de cette rubrique se détaille ainsi :

	31/12/2016	31/12/2015
Banque Centrale comptes ordinaires	180 897	35 718
Caisse espèces en dinars	18 093	15 280
Alimentation GAB	7 158	7 929
Remise des fonds à IBS	2 753	2 886
Caisse espèces en devises	1 222	703
Espèces en route	302	389
CCP et TGT comptes ordinaires	52	15
Sous total	210 477	62 920
Provisions sur suspens caisse, CCP, BCT	(148)	(177)
Total Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT	210 329	62 743

Note 2 : Créances sur les Etablissements bancaires et financiers

Le solde de cette rubrique s'élève à 49 581 KTND au 31/12/2016 contre 153 200 KTND au 31/12/2015 et se détaille comme suit :

	31/12/2016	31/12/2015
Placements chez les correspondants étrangers	29 110	-
Placements chez les correspondants locaux	9 000	70 000
Comptes ordinaires chez des correspondants étrangers	8 378	20 520
Autres concours	1 980	2 167
Placement devises chez la BCT	1 127	60 526
Créances sur autres établissements financiers	1	-
Comptes ordinaires chez les correspondants locaux	(9)	-
Sous total	49 587	153 213
Provisions sur suspens correspondants locaux et étrangers	(6)	(13)
Total Créances sur les établissements bancaires et financiers	49 581	153 200

Note 3 : Créances sur la clientèle

Les créances sur la clientèle présentent au 31/12/2016 un solde de 4 130 527 KTND contre 3 725 217 KTND au 31/12/2015, soit une variation de 405 310 KTND et se détaillent ainsi :

	31/12/2016	31/12/2015
Comptes ordinaires débiteurs	286 171	275 536
Autres concours à la clientèle	4 418 026	4 018 867
Crédits sur ressources spéciales	37 059	35 600
Sous total	4 741 256	4 330 003
Agios et intérêts réservés	(220 901)	(215 722)
Provisions sur créances douteuses	(284 537)	(277 587)
Provisions sur créances douteuses décotes des garanties	(90 065)	(98 416)
Provisions à caractère générale dite collective	(15 226)	(13 061)
Total Créances sur la clientèle	4 130 527	3 725 217

Les agios réservés et provisions sur la clientèle, hors engagements par signature, se détaillent ainsi :

	31/12/2016	31/12/2015
Provisions sur créances douteuses	(284 537)	(277 587)
Provisions sur décotes de garanties	(90 065)	(98 416)
Total Provisions risque de contrepartie	(374 602)	(376 003)
Provisions à caractère générale dite collective	(15 226)	(13 061)
Total Provisions sur créances sur la clientèle	(389 828)	(389 064)
Agios sur comptes non mouvementés	(169 272)	(168 506)
Intérêts réservés sur consolidations	(9 277)	(8 555)
Intérêts réservés sur crédits à court terme	(4 340)	(4 081)
Intérêts réservés sur crédits moyen terme	(30 415)	(27 989)
Intérêts réservés/crédits sur ressources spéciales	(2 359)	(2 597)
Commissions réservées sur cautions dinars	(45)	(44)
Autres commissions réservées	(5 193)	(3 950)
Total agios et intérêts réservés	(220 901)	(215 722)
Total Agios et provisions sur clientèle	(610 729)	(604 786)

Note 4 : Portefeuille titres commercial

Le portefeuille titres commercial présente au 31/12/2016 un solde de 29 740 KTND et se détaillent ainsi :

	31/12/2016	31/12/2015
Autres placements	29 740	-
Autres placements	29 740	-

Les titre de placement sont répartis comme suit:

	31/12/2016	31/12/2015
TITRE DICK	10 000	-
TITRE GREEN LABEL	7 000	-
TITRE SAOUEF	12 740	-
Total Portefeuille-titres commercial	29 740	-

Note 5 : Portefeuille d'investissement

Le solde de cette rubrique s'élève au 31/12/2016 à 162 411 KTND contre 123 622 KTND au 31/12/2015. Le détail de cette rubrique est le suivant :

	31/12/2016	31/12/2015
Titres d'investissement	140 525	100 503
Titres de participations	32 582	33 611
Sous total	173 107	134 114
Provisions pour dépréciation titres	(5 388)	(5 186)
Provision pour dépréciation fonds gérés SICAR - Titres d'investissement	(5 308)	(5 306)
Total Portefeuille d'investissement	162 411	123 622

Les titres d'investissement se détaillent ainsi :

	31/12/2016	31/12/2015
Bons de trésor et assimilables (BTA)	102 000	62 000
Emprunt national	30 000	30 000
Emprunts obligataires	4 476	5 076
Créances rattachées sur fonds gérés SICAR	1 715	1 218
Créances rattachés sur BTA	1 236	1 220
Créances rattachés sur emprunt national	986	986
Créances rattachés sur emprunts obligataires	112	3
Total Titres d'investissement	140 525	100 503

Note 6 : Valeurs immobilisées

Le solde de cette rubrique s'élève au 31/12/2016 à 41 413 KTND contre 42 483 KTND au 31/12/2015.
Le détail de cette rubrique est le suivant :

	V. Brute au 31/12/2015	Acquis	Cessions ou Abandon	Reclassement	V. Brute au 31/12/2016	Amort. 31/12/2016	VCN au 31/12/2016
Logiciels informatiques	11 659	1 055	-	55	12 769	(10 219)	2 550
Matériel pour traitements informatiques DELTA	9 792	-	-	-	9 792	(9 792)	-
Autre matériel informatique	17 988	1 983	(1)	173	20 143	(16 544)	3 599
Immeubles d'exploitation	10 176	-	-	-	10 176	(4 451)	5 725
Immeubles hors exploitation	736	-	-	-	736	(200)	536
Agencement aménagement installation	55 267	2 487	-	-	57 754	(36 001)	21 753
Terrains	1 047	-	-	-	1 047	-	1 047
Fonds de commerce	277	-	-	-	277	(216)	61
Matériel roulant	1 990	593	-	-	2 583	(1 727)	856
Matériel et mobilier de bureau	11 977	331	-	-	12 308	(9 984)	2 324
Equipements logements de fonction	108	-	-	-	108	(103)	5
Immobilisations incorporelles en cours	1 422	128	-	(624)	926	-	926
Immobilisations corporelles en cours	1 038	1 298	-	(392)	1 944	-	1 944
Droit au bail	72	-	-	-	72	-	72
Matériels et équipements amical hors exploitation	18	-	-	-	18	(18)	-
Autres immobilisations corporelles	-	15	-	-	15	-	15
TOTAL	123 567	7 890	(1)	(788)	130 668	(89 255)	41 413

	Amort. Cumulé 31/12/2015	Dotation	Sortie	Reclassement	Amort. Cumulé 31/12/2016
Logiciels informatiques	(9 026)	(1 192)	-	-	(10 219)
Matériel pour traitements informatiques DELTA	(9 792)	-	-	-	(9 792)
Autre matériel informatique	(14 724)	(1 821)	1	-	(16 544)
Immeubles d'exploitation	(4 255)	(196)	-	-	(4 451)
Immeubles hors exploitation	(189)	(11)	-	-	(200)
Agencement aménagement installation	(31 802)	(4 199)	-	-	(36 001)
Fonds de commerce	(203)	(13)	-	-	(216)
Matériel roulant	(1 495)	(232)	-	-	(1 727)
Matériel et mobilier de bureau	(9 479)	(505)	-	-	(9 984)
Equipements logements de fonction	(101)	(2)	-	-	(103)
Matériels et équipements amical hors exploitation	(18)	-	-	-	(18)
TOTAL	(81 084)	(8 171)	1	-	(89 255)

Note 7 : Autres Actifs

Le poste des Autres Actifs accuse un solde de 45 354 KTND au 31/12/2016 contre 42 158 KTND au 31/12/2015 et se détaille ainsi :

	31/12/2016	31/12/2015
Action en défense	5 858	7 709
Divers autres actifs	5 306	1 384
Comptes d'attente et de régularisation actifs	10 297	8 633
Etat impôts et taxes	1 223	1 308
Crédits aux personnels	15 859	15 373
Créances prises en charge par l'Etat	6 983	7 856
Sous total Autres actifs	45 526	42 263
Provisions sur autres actifs	(172)	(105)
Total Autres actifs	45 354	42 158

Note 8 : Actif d'impôt différé

L'actif d'impôt différé totalise au 31/12/2016, 39 178 KTND contre 43 052 KTND au 31/12/2015. Il porte principalement sur le solde de l'actif d'impôt généré par la provision portant sur la décote de garantie affectée sur les capitaux propres d'ouverture de 2013 et non déduites fiscalement.

NOTES SUR LES POSTES DU PASSIF

Note 9 : Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers

Les dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers s'élèvent au 31/12/2016 à 147 312 KTND contre 3 495 KTND au 31/12/2015 se détaillant comme suit :

	31/12/2016	31/12/2015
Dépôts et avoirs des établissements bancaires résidentes	104 600	-
Dépôts et avoirs des établissements bancaires non résidentes	42 546	2 852
Dépôts et avoirs des autres établissements financiers	79	459
Dettes rattachés sur les étab bancaires	87	-
Autres sommes dues	-	184
Total Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers	147 312	3 495

Note 10 : Dépôts de la clientèle

Les dépôts de la clientèle présentent un solde de 3 664 512 KTND au 31/12/2016 contre 3 405 501 KTND au 31/12/2015. Le solde de ce poste se détaille comme suit :

	31/12/2016	31/12/2015
Dépôts à vue	1 075 242	1 006 394
Comptes d'épargne	1 287 815	1 209 007
Comptes à terme et bons de caisse	1 094 487	992 305
Fonds gérés pour compte	13 537	12 637
Certificats de dépôts	100 778	83 248
Autres dépôts et avoirs	92 653	101 910
Total Dépôts et avoirs de la clientèle	3 664 512	3 405 501

Note 11 : Emprunts et ressources spéciales

Ce poste présente un solde de 329 449 KTND au 31/12/2016 contre 320 914 KTND au 31/12/2015 ; il se détaille comme suit :

	31/12/2016	31/12/2015
Emprunts obligataires	222 410	203 385
Emprunts subordonnés	80 000	80 000
Ressources spéciales	19 837	20 678
Dettes rattachées ressources spéciales	7 202	8 224
Emprunt en devises	-	8 627
Total Emprunts et ressources spéciales	329 449	320 914

Note 12 : Autres passifs

Les autres passifs présentent un solde de 152 689 KTND au 31/12/2016 contre 100 623 KTND au 31/12/2015; il se détaille comme suit :

	31/12/2016	31/12/2015
Provision pour passifs et charges	11 526	15 517
Sommes dues au personnel	21 305	17 140
Charges provisionnées pour congé à payer	5 046	4 424
Cotisation CNSS	3 825	3 321
Provision sur chèques certifiés	5 232	5 082
Saisies arrêts clients	5 717	6 340
Fournisseurs factures à payer	1 148	2 121
Comptes d'attente et de régularisation passif	57 870	25 451
Valeurs exigibles après encaissement	19 482	14 732
Etat impôts et taxes	21 538	6 495
Total Autres passifs	152 689	100 623

NOTES SUR LES CAPITAUX PROPRES

Note 13 : Capitaux Propres

Les capitaux propres du Groupe, avant affectation du résultat de l'exercice 2016 s'élèvent à 411 375 KTND au 31 Décembre 2016 contre 358 610 KTND au 31 Décembre 2015, soit une variation 52 764 KTND.

	Capital social	Résultats reportés	Réserves légales	Autres réserves	Fonds social	Prime d'émission	Total des CP avant Résultat	Résultat de la période	Total des CP
Situation à l'ouverture de l'exercice 2015	172 800	(6 022)	4 760	3 190	9 621	74 800	259 149	54 578	313 727
Affectation du résultat de l'exercice N-1	-	(1 121)	2 772	34 647	1 000	-	37 298	(37 298)	-
Distribution de dividendes	-	-	-	-	-	-	-	(17 280)	(17 280)
Autres Reclassements	-	50 000	-	-	-	(50 000)	-	-	-
Part du groupe dans le résultat	-	-	-	-	-	-	-	62 021	62 021
Autre mouvement	-	-	-	(15)	157	-	142	-	142
Situation à l'ouverture de l'exercice 2016	172 800	42 857	7 532	37 823	10 778	24 800	296 589	62 021	358 610
Affectation du résultat de l'exercice N-1	-	17 227	3 202	40 592	1 000	-	62 021	(62 021)	-
Distribution de dividendes	-	(19 008)	-	-	-	-	-	(19 008)	(19 008)
Part du groupe dans le résultat	-	-	-	-	-	-	-	71 609	71 609
Reclassement / Fonds social	-	-	-	163	-	-	-	163	163
Situation à la clôture de l'exercice 2016	172 800	41 077	10 734	78 578	11 778	24 800	358 611	52 764	411 375

(0)

NOTES SUR L'ÉTAT DES ENGAGEMENTS HORS BILAN

Note 14 : Cautions, avals et autres garanties données

Les cautions, avals et autres garanties données présentent un solde de 592 913 KTND au 31/12/2016 contre 499 161 KTND au 31/12/2015. Le solde de ce poste se détaille comme suit :

	31/12/2016	31/12/2015
Cautions données sur ordre correspondants étrangers	370 664	295 799
Garantie donnée confrère	12 000	-
Avals donnés en devises	31 260	29 218
Cautions émises en faveur de la clientèle	175 380	170 009
Avals donnés en dinars	3 609	4 135
Total Cautions, avals et autres garanties données	592 913	499 161

Note 15 : Crédits documentaires

Les crédits documentaires s'élèvent à 211 460 KTND au 31/12/2016 contre 114 210 KTND au 31/12/2015. Le solde se détaille ainsi :

	31/12/2016	31/12/2015
Ouverture de Credoc import confirmé	155 337	89 388
Ouverture Credoc import non confirmé	8 091	6 412
Sous total credoc import	163 428	95 800
Confirmation de Credoc export	47 917	7 409
Acceptation et paiement différé sur Credoc export	115	11 001
Sous total credoc export	48 032	18 410
Total Crédits documentaires	211 460	114 210

Note 16 : Engagements donnés

Les engagements de financement en faveur de la clientèle correspondent à des crédits notifiés à la clientèle et dont le déblocage n'a pas eu lieu et aux autorisations de découvert autorisé et qui ne sont pas utilisées à la date d'arrêté.

Les engagements donnés présentent un solde de 141 886 KTND au 31/12/2016 contre 72 066 KTND au 31/12/2015.

	31/12/2016	31/12/2015
Engagements de financements donnés aux clientèles	141 886	72 066
Total Engagements de financements donnés	141 886	72 066

Note 17 : Garanties reçues

Les garanties reçues représentent un solde de 756 437 KTND au 31/12/2016 contre 643 145 KTND au 31/12/2015 et se détaillent comme suit :

	31/12/2016	31/12/2015
Garanties reçues de l'Etat	56 459	59 825
Garanties reçues des autres établissements de crédit	498 754	395 280
Compagnies d'assurance	1 244	1 424
Garanties reçues de la clientèle	199 980	186 616
Total Garanties reçues	756 437	643 145

Les garanties reçues des autres établissements de crédit totalisent 498 754 KTND au 31/12/2016 contre 395 280 KTND au 31/12/2015 et se détaillent comme suit :

	31/12/2016	31/12/2015
Cautions reçues des correspondants sur engagements donnés à leurs clients	370 664	295 799
Garanties données par la Société Générale	2 426	-
Garanties reçues des correspondants étrangers	43 347	46 376
Confirmation banque Credoc export	48 032	18 410
Garanties reçues des correspondants locaux	34 285	34 695
Total Garanties reçues des autres établissements de crédit	498 754	395 280

Les garanties reçues de la clientèle totalisent 199 980 KTND au 31/12/2016 contre 186 616 KTND au 31/12/2015 et se détaillent comme suit :

	31/12/2016	31/12/2015
Garanties hypothécaires	199 870	186 494
Nantissement d'actions et valeurs mobilières	110	122
Total Garanties reçues de la clientèle	199 980	186 616

Les garanties reçues de l'Etat représentent un solde de 56 459 KTND au 31/12/2016 contre 59 825 KTND au 31/12/2015 et se détaillent comme suit :

	31/12/2016	31/12/2015
Autres garanties reçues de l'Etat	15 666	22 370
SOTUGAR	15 805	14 477
FNG et FOPRODI	24 988	22 978
Total Garanties reçues de l'Etat	56 459	59 825

OPÉRATIONS EN DEVISES

Les opérations en devises comptabilisées en Hors bilan se subdivisent en deux natures :

Les opérations d'achat et de vente de devises (en rapport avec le délai d'usance des opérations de change au comptant) au 31 décembre se détaillent comme suit :

	31/12/2016	31/12/2015
Achat au comptant	16 718	19 364
Vente au comptant	14 425	19 253

4 | RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Les opérations d'achat et de vente de devises (dont les parties décident de différer le dénouement pour des motifs autres que le délai d'usance ayant une date d'échéance supérieure à deux jours) constituent des opérations de change à terme et sont ventilées au 31 décembre comme suit :

	31/12/2016	31/12/2015
Achat à terme	124 621	174 115
Vente à terme	121 643	172 123

NOTES SUR L'ÉTAT DE RÉSULTAT

Note 18 : Intérêts et revenus assimilés

Les intérêts et revenus assimilés totalisent 265 359 KTND au 31/12/2016 se détaillant ainsi :

	au 31/12/2016	au 31/12/2015
Opérations avec les étab. bancaires et financiers	1 136	3 353
Opérations avec la clientèle	256 223	245 442
Autres intérêts et revenus assimilés	8 000	7 359
Total Intérêts et revenus assimilés	265 359	256 154

Note 19 : Commissions perçues

Les commissions totalisent 84 954 KTND au 31/12/2016 se détaillant ainsi :

	au 31/12/2016	au 31/12/2015
Commissions sur comptes	14 545	8 258
Commissions sur opérations de caisse	1 678	1 646
Commissions sur crédits	24 200	15 298
Commissions sur monétique banque à distance	21 738	19 138
Autres commissions	6 763	5 622
Commissions sur moyens de paiement	6 903	6 947
Autres produits sur services financiers	9 127	5 585
Total Commissions (en produits)	84 954	62 494

Note 20 : Gains sur portefeuille titres commercial et opérations financières

Les gains sur portefeuille-titres commercial et opérations financières totalisent 16 013 KTND au 31/12/2016 se détaillant ainsi :

	au 31/12/2016	au 31/12/2015
Gain net sur titres de placement	1	-
Gain net sur opérations de change	16 012	11 397
Total Gains sur portefeuille-titres commercial et opérations financières	16 013	11 397

Note 21 : Revenus du portefeuille investissement

Les gains sur portefeuille investissement totalisent 8 076 KTND au 31/12/2016 se détaillant ainsi :

	au 31/12/2016	au 31/12/2015
Intérêts sur obligations	330	133
Dividendes et revenus assimilés sur titres de participation	88	212
Intérêts sur bons de trésor assimilables	5 136	3 819
Intérêts sur emprunt national	1 855	1 840
Intérêt sur titres d'investissement SICAR	667	723
Total Revenus du portefeuille d'investissement	8 076	6 727

Note 22 : Intérêts encourus et charges assimilées

Les intérêts encourus et charges assimilées totalisent 123 167 KTND au 31/12/2016 se détaillant ainsi :

	au 31/12/2016	au 31/12/2015
Opérations avec la clientèle	100 046	96 610
Emprunts et ressources spéciales	15 537	15 923
Opérations avec les établissements bancaires et financiers	6 498	2 266
Autres intérêts et charges	1 086	1 813
Total Intérêts courus et charges assimilées	123 167	116 612

Note 23 : Commissions encourues

Les commissions encourues totalisent 3 418 KTND au 31/12/2016 se détaillant ainsi :

	au 31/12/2016	au 31/12/2015
Commissions monétiques	2 427	2 318
Redevances et prestations	250	267
Autres commissions	230	183
Rémunération du fonds géré SICAR	(6)	108
Frais de confection carnet de chèques	99	101
Frais télégrammes télex	171	182
Règlement télécom SMS Banking	247	548
Total Commissions encourues	3 418	3 707

Note 24 : Dotations aux provisions et résultats des corrections de valeurs sur créances, hors bilan et passif

Les dotations nettes aux provisions et les pertes sur créances couvertes ou non par des provisions totalisent 11 682 KTND au 31/12/2016 se détaillant ainsi :

	au 31/12/2016	au 31/12/2015
Cout net du risque clientele	16 857	16 005
Cout net du risque divers	(5 175)	(1 172)
Total Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances, hors bilan et passif	11 682	14 833

Le coût net du risque de clientèle se détaille comme suit :

Cout net du risque clientele	au 31/12/2016	au 31/12/2015
Dotations aux provisions collectives	2 165	3 030
Dotations aux provisions sur risque de contrepartie	35 839	30 512
Pertes couvertes de contrepartie	1 087	1 810
Pertes non couvertes de contrepartie	72	145
Dotations pour risque de contrepartie sur engagements hors bilan	287	1 150
Reprise pour risque de contrepartie sur engagements hors bilan	(1 271)	(765)
Reprise sur provisions de contrepartie devenues disponibles	(11 001)	(12 121)
Reprise sur provisions de contrepartie devenues disponibles provenant de la décote	(7 166)	(4 147)
Reprise sur provisions hors bilan sur décote	(179)	(201)
Reprise sur provisions de contrepartie utilisées	90	(18)
Reprise sur provisions de contrepartie utilisées / Décote	(1 186)	(1 453)
Recouvrement sur créances passées par perte	(421)	(224)
Reprise de provision suite aux recouvrement de créances chez l'IRC	(1 459)	(1 713)
Total Cout net du risque clientele	16 857	16 005

Le coût net du risque de clientèle se détaille comme suit :

	au 31/12/2016	au 31/12/2015
Dotations aux provisions pour risques et charges	666	1 805
Reprises sur provisions pour risques et charges	(3 469)	(592)
Reprise de provision sur comptes d'actifs	(132)	(106)
Dotations aux provisions sur comptes d'actifs	11	15
Perte sur éléments hors exploitation	449	463
Gain sur éléments hors exploitation	(3 868)	(3 257)
Perte sur autres éléments d'exploitation	1 168	500
Total Cout net du risque divers	(5 175)	(1 172)

Note 25 : Dotations aux provisions et résultats des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement

Les dotations aux provisions sur portefeuille d'investissement totalisent 149 KTND au 31/12/2016 se détaillant ainsi :

	au 31/12/2016	au 31/12/2015
Dotation aux provisions sur titres de participation	(224)	(174)
Dotation aux provisions sur fonds géré SICAR	(77)	(566)
Pertes sur titres d'investissement	(99)	(11)
Plus value cession titres d'investissement	(463)	-
Reprise de provisions sur titres de participation	521	198
Reprise provisions sur fonds géré SICAR	193	77
Total Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement	(149)	(476)

Note 26 : Frais de personnel

Les frais de personnel totalisent 88 864 KTND au 31/12/2016 se détaillant ainsi :

	au 31/12/2016	au 31/12/2015
Rémunération du personnel	63 503	57 052
Charges sociales	18 400	15 511
Autres charges de personnel	6 815	7 435
Dotation au provision sur indemnité fin de carrière	146	1
Reprise provision sur indemnité fin de carrière	-	(61)
Total Frais de personnel	88 864	79 938

Note 27 : Charges générales d'exploitation

Les autres charges d'exploitation totalisent 24 441 KTND au 31/12/2016 se détaillant ainsi :

	au 31/12/2016	au 31/12/2015
Travaux fournitures et services extérieurs	10 809	10 020
Frais divers de gestion	13 632	12 605
Total Charges générales d'exploitation	24 441	22 625

Les travaux et services extérieurs totalisent 10 809 KTND au 31/12/2016 se détaillant ainsi :

	au 31/12/2016	au 31/12/2015
Loyers commerciaux	3 267	2 943
Maintenance logiciel informatique	2 204	1 915
Autres services extérieurs	1 172	889
Assurance globale banque	768	800
Entretien et nettoyage immeubles	462	450
Honoraires commissaires aux comptes	353	383
Maintenance matériel informatique	548	602
Loyer personnel logements de fonction	357	278
Assurance immeubles et voitures	355	347
Gardiennage et surveillance	355	314
Frais judiciaires	271	419
Rémunération d'intermédiaires	356	258
honoraires service assistance Société Générale	47	118
Sous-traitance archives	136	151
Sous- traitance informatique	26	26
Maintenance et consommable photocopieurs	5	11
Entretien et réparation divers	127	116
Total Travaux fournitures et services extérieurs	10 809	10 020

Note 28 : Impôt sur les sociétés

L'impôt sur les sociétés s'élève à 34 412 KTND se détaillant ainsi :

	au 31/12/2016	au 31/12/2015
Impôt courant	30 538	26 411
Impôt différé	3 874	1 785
Total	34 412	28 196

Note 29 : Résultat par action

Le résultat par action au 31/12/2016, est de 2,072 DT

	au 31/12/2016	au 31/12/2015
Résultat de la période	71 608	62 021
Capital social - nombre de titres	34 560 000	34 560 000
Résultat par action en DT	2,072	1,795

Le résultat par action ainsi déterminé en 2016 correspond à la fois au résultat de base par action et au résultat dilué par action, tels que définis par les normes comptables. Il est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actions ordinaires et aux certificats d'investissement par le nombre moyen pondéré d'actions et de certificats d'investissement en circulation au cours de l'exercice.

NOTES SUR L'ÉTAT DE FLUX DE TRÉSORERIE

Note 30 : Liquidités et équivalents de liquidités

Les liquidités et équivalents de liquidités ont atteint au 31/12/2016 un solde de 112 831 KTND contre 212 622 KTND au 31/12/2015 se détaillant ainsi :

	au 31/12/2016	au 31/12/2015	au 31/12/2015 publié
Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT	210 477	62 920	62 920
Créances sur les établissements bancaires et financiers	49 579	153 197	153 197
Dépôts des établissements bancaires et financiers	(147 146)	(3 036)	(3 036)
Dépôts des établissements financiers	(79)	(459)	-
Total	112 831	212 622	213 081

*En application du paragraphe 27 de la NC 21 relative à la présentation des états financiers des établissements bancaires "Constituent des équivalents de liquidités. Les dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers Payables dans un délai inférieur à 3 mois à partir de leur octroi en sont déduits."

Note 31 : Evènements postérieurs à la date de clôture

Les présents états financiers ont été autorisés pour publication par le Conseil d'Administration du 16 mars 2017. Par conséquent, ils ne reflètent pas les événements survenus postérieurement à cette date.

5

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE PRÉVUE LE 1^{er} JUIN 2017 PROJETS DE RÉSOLUTIONS

PROJETS DE RÉSOLUTIONS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE PRÉVUE LE 1^{er} JUIN 2017

PREMIÈRE RÉSOLUTION :

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu les rapports du Conseil d'Administration sur la gestion de la banque et la gestion du groupe, et les rapports des Commissaires aux Comptes sur les états financiers individuels et les états financiers consolidés, approuve les rapports du Conseil d'Administration et les états financiers individuels et consolidés arrêtés au 31 Décembre 2016 tels qu'ils lui ont été présentés.

En conséquence, elle donne aux membres du Conseil d'Administration quitus entier de leur gestion pour l'exercice 2016.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à

DEUXIÈME RÉSOLUTION :

L'Assemblée Générale Ordinaire, donne acte au Conseil d'Administration et aux commissaires aux comptes de ce qui lui a été rendu compte conformément aux dispositions des articles 200 et suivants et 475 du code des sociétés commerciales ainsi que l'article 62 de la loi n° 2016-48 relative aux banques et établissements financiers. Elle approuve toutes les opérations rentrant dans le cadre de ces dispositions et telles qu'elles ont été présentées dans le rapport spécial des Commissaires aux Comptes.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à

TROISIÈME RÉSOLUTION :

L'Assemblée Générale Ordinaire approuve la proposition du Conseil d'Administration, de répartir le bénéfice net de l'exercice 2016, qui s'élève à 75 797 930,566 majoré du report à nouveau positif 4 412,597 TND, soit au total 75 802 343,163 TND comme suit :

■ Réserve légale (5%)	3 790 117,158 DT
■ Fonds social	1 000 000,000 DT
■ Réserve ordinaire	30 900 000,000 DT
■ Réserve pour réinvestissement exonéré	19 370 000,000 DT
■ Dividendes	20 736 000,000 DT
■ Report à nouveau	6 226,005 DT

En conséquence, la rémunération du capital est fixée à 0,600 dinar par action ou certificat d'investissement, soit 12% du nominal des actions et des certificats d'investissement.

Ces dividendes seront mis en paiement à partir du 1^{er} juillet 2017.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à

QUATRIÈME RÉOLUTION :

L'Assemblée Générale Ordinaire prend acte et accepte la démission de Monsieur Kamel NEJI de ses fonctions d'Administrateur et ce, en vertu de l'article 46, 2^{ème} alinéa de la loi n° 2016 - 48 du 11 juillet 2016 relative aux banques et institutions financières.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à

CINQUIÈME RÉOLUTION :

L'Assemblée Générale ratifie la décision du Conseil d'Administration tenu le 25 janvier 2017, portant cooptation de Madame Asmae HAJJAMI, en qualité d'administrateur et ce, pour la durée restante du mandat de Monsieur Kamel NEJI qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2018.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à

SIXIÈME RÉOLUTION :

L'Assemblée Générale Ordinaire décide de renouveler les mandats des administrateurs suivants :

- Madame Ouided BOUCHAMAOU
- Monsieur Grégoire LEFEBVRE

Ils exerceront leur fonction d'administrateur jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2019.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à

SEPTIÈME RÉOLUTION :

L'Assemblée Générale Ordinaire décide d'allouer au Conseil d'Administration la somme de 150000 dinars à titre de jetons de présence pour l'exercice 2016.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à

HUITIÈME RÉOLUTION :

L'Assemblée Générale Ordinaire confère tous les pouvoirs au représentant légal de la Banque ou à son mandataire pour effectuer les dépôts et publications prévus par la loi.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à

